

XVII^e ANNÉE — T. LXXI. 2^e SÉRIE. N^o 1. — Vol. I. — 1907

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

REVUE
DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1907

XVII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

PARIS

PARIS

DE LA LIBRAIRIE DE LA PAIX

1907

100, 102, 104

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Georges FARDIS, Directeur

XLVII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT-UN

PARIS

20, Rue de Tournon, 20

Téléph. 805-63.

Tous droits réservés.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 104.

N° 3.

Vol. I. — 1907.

PREMIÈRE PARTIE

CONVENTION DE LA HAYE DE 1904

Convention internationale relative aux navires hospitaliers.

(Conclue à La Haye, le 21 décembre 1904).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté l'Empereur de Corée; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République Péruvienne; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam et le Conseil Fédéral Suisse,

Considérant que la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899, pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, a consacré le principe de l'intervention de la Croix-Rouge dans les guerres navales par des dispositions en faveur des bâtiments hospitaliers;

Désirant conclure une convention à l'effet de faciliter par des dispositions nouvelles la mission desdits bâtiments;

Ont nommé comme Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

M. de Schlözer, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

*Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc.,
et Roi Apostolique de Hongrie :*

M. Alexandre Okolicsanyi d'Okolicsna, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le baron Guillaume, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Chine :

Hoo Wei-Teh, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à St-Pétersbourg.

Sa Majesté l'Empereur de Corée :

Young Chan Min, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. W. de Grevenkop Castenskjold, chargé d'affaires du Royaume à La Haye.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. Arthur de Baguer, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

M. John W. Garrett, chargé d'affaires intérimaire de la République à La Haye.

Le Président des Etats-Unis Mexicains :

M. Zenil, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Vienne.

Le Président de la République Française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à La Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. D. G. Metaxas, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. Tugini, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Nobukata Mitsuhashi, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

*Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg
Duc de Nassau :*

M. le comte H. de Villers, chargé d'affaires du Grand Duché à Berlin.

Son Altesse le Prince de Monténégro :

M. N. Tcharykow, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies à La Haye.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le baron Melvil de Lynden, Son ministre des affaires étrangères, et M. T. M. C. Asser, Son ministre d'Etat, membre de Son conseil d'Etat.

Le Président de la République Péruvienne :

M. C. G. Candamo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Paris et à Londres.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

Mirza Samad Khan, Momtazos Saltaneh, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le Comte de Selir, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Jean N. Papiniu, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

M. Martens, Son conseiller privé, membre permanent du conseil du ministère Impérial des affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. M. Vesnitch, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi de Siam :

Phya Raja Nupraphandh, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. G. Carlin, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération à La Haye,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les bâtiments hospitaliers à l'égard desquels se trouvent remplies les conditions prescrites dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899, pour l'adaptation à la guerre maritime des

principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, seront exemptés, en temps de guerre, dans les ports des Parties contractantes, de tous droits et taxes imposés aux navires au profit de l'Etat.

Article 2.

La disposition de l'article précédent n'empêche pas l'application, au moyen de la visite et d'autres formalités, des lois fiscales ou autres lois en vigueur dans ces ports.

Article 3.

La règle contenue dans l'article premier n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ladite règle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 4.

La présente Convention, qui, portant la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au premier octobre 1905 par les Puissances qui en auraient manifesté le désir, sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye. Il sera dressé du dépôt des ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise après chaque dépôt par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 5.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention après le premier octobre 1905.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 6.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas, et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres puissances contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le vingt-et-un décembre mil neuf cent quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse..	(Sous réserve de la déclaration faite dans la séance de la conférence du 21 décembre 1904 (1) (L. S.) VON SCHLÖZER.
Pour Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.....	(L. S.) OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.
Pour Sa Majesté le Roi des Belges.....	(L. S.) GUILLAUME.
Pour Sa Majesté l'Empereur de Chine.....	(L. S.) HOO WEI-TEH.
Pour Sa Majesté l'Empereur de Corée.....	(L. S.) YOUNG CHAN MIN.
Pour Sa Majesté le Roi de Danemark.....	(L. S.) W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.
Pour Sa Majesté le Roi d'Espagne.	(L. S.) A. DE BAGUER.
Pour les États-Unis d'Amérique.	(L. S.) JOHN W. GARRETT.
Pour les États-Unis Mexicains...	(L. S.) J. ZENIL.
Pour la République Française...	(L. S.) MONBEL.
Pour Sa Majesté le Roi des Hellènes.....	(L. S.) D. G. METAXAS.
Pour Sa Majesté le Roi d'Italie..	(L. S.) TUGINI.
Pour Sa Majesté l'Empereur du Japon.....	(L. S.) NOBUKATA MITSUHASHI.
Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau.....	(L. S.) C ^{te} DE VILLERS.
Pour Son Altesse Le Prince de Monténégro.....	(L. S.) TCHARYKOW.
Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.....	(L. S.) B ⁿ MELVIL DE LYNDEN. T. M. C. ASSER.
Pour le Président de la Répu- blique Péruvienne.....	(L. S.) C. G. CANDAMO.
Pour Sa Majesté Impériale le Schah de Perse.....	(L. S.) M. SAMAD KHAN.
Pour Sa Majesté le Roi de Por- tugal et des Algarves, etc.....	(L. S.) CONDE DE SELIR.

(1) Voir les procès-verbaux de cette conférence dans la seconde partie du présent fascicule p. 301, et ladite déclaration p. 329.

- Pour Sa Majesté le Roi de Roumanie..... sous réserve de la réciprocité et des taxes de pilotage. (L. S.) J. N. PAPINIU.
- Pour Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies..... (L. S.) MARTENS.
- Pour Sa Majesté le Roi de Serbie. (L. S.) MIL. R. VESNITCH.
- Pour Sa Majesté le Roi de Siam. (L. S.) RAJA NUPRAPHANDH.
- Pour la Confédération Suisse.... (L. S.) CARLIN.

ACTE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention ayant pour but d'exempter les bâtiments hospitaliers, en temps de guerre, dans les ports des Parties contractantes, de tous droits et taxes imposés aux navires au profit de l'Etat, les Plénipotentiaires signataires du présent acte émettent le vœu qu'en vue de la mission hautement humanitaire de ces navires, les Gouvernements contractants prennent les mesures nécessaires afin d'exempter, dans un bref délai, ces navires également du paiement des droits et taxes prélevés dans leurs ports au profit d'autres que l'Etat, notamment de ceux qui sont perçus au profit des communes, des compagnies privées ou des particuliers.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent procès-verbal, qui, portant la date de ce jour, pourra être signé jusqu'au premier octobre 1905.

Fait à La Haye, le vingt-et-un décembre mil neuf cent quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances signataires de la convention précitée.

- Le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse (L. S.) V. SCHLÖZER.
- Le plénipotentiaire de S. M. Impériale et Royale Apostolique (L. S.) OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.
- Le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges (L. S.) GUILLAUME.
- Le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de Chine..... (L. S.) HOO WEI-TEH.
- Le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de Corée..... (L. S.) Y. C. MIN.
- Le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark (L. S.) W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.

Le plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Espagne.....	(L. S.) A. DE BAGUER.
Le plénipotentiaire des Etats- Unis d'Amérique.....	(L. S.) JOHN W. GARRETT.
Le plénipotentiaire des Etats- Unis Mexicains.....	(L. S.) J. ZENIL.
Le plénipotentiaire de la Répu- blique Française.....	(L. S.) MONBEL.
Le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Hellènes.....	(L. S.) D. G. METAXAS.
Le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon.....	(L. S.) NOBUKATA MITSUHASHI.
Le plénipotentiaire de S. A. Royale le Grand-Duc de Luxem- bourg, Duc de Nassau.....	(L. S.) C ^{te} DE VILLERS.
Le plénipotentiaire de S. M. la Reine des Pays-Bas.....	(L. S.) T. M. C. ASSER.
Le plénipotentiaire de S. M. Impériale le Schah de Perse...	(L. S.) M. SAMAD KHAN.
Le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Portugal et des Algar- ves, etc.....	(L. S.) CONDE DE SELIR.
Le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Roumanie.....	(L. S.) J. N. PAPINIU.
Le plénipotentiaire de S. M. l'Em- pereur de toutes les Russies....	(L. S.) MARTENS.
Le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Serbie.....	(L. S.) VESNITCH.
Le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Siam.....	(L. S.) RAJA NUPRAPHANDH.
Le plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie.....	(L. S.) TUGINI.
Le plénipotentiaire de la Confé- dération Suisse.....	(L. S.) CARLIN.

Procès-verbal (*).

A la suite de l'article 4, alinéa 2, de la Convention concernant les bâtiments hospitaliers, signée à La Haye, le 21 décembre 1904, le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté la Reine des

(*) La présente copie embrasse les dépôts qui sont intervenus jusqu'au 10 avril 1907 par 20 d'entre les 24 Etats signataires.

Pays-Bas, a ouvert cejour d'hui le présent procès-verbal, destiné à constater le dépôt des ratifications de ladite convention, au fur et à mesure que les instruments respectifs lui seront remis en vue de ce dépôt.

Fait à La Haye, le 26 mars 1907.

VAN TETS VAN GOUDRIAAN.

Ont été successivement déposés :

- VON SCHLÖZER : l'instrument de ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, le 26 mars 1907.
- BRANDIS : l'instrument de ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, le 26 mars 1907.
- GUILLAUME : l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi des Belges, le 26 mars 1907.
- LOU TSENG-TSIANG : l'instrument de ratification de Sa Majesté l'Empereur de Chine, le 26 mars 1907.
- W. GREVENKOP
CASTENSKJOLD : l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi de Danemark, le 26 mars 1907.
- DAVID J. HILL : l'instrument de ratification des Etats-Unis d'Amérique, le 26 mars 1907.
- F. L. DE LA BARRA : l'instrument de ratification des Etats-Unis Mexicains, le 26 mars 1907.
- T. M. C. ASSER : l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi des Hellènes, le 26 mars 1907.
- AMARO SATO : les deux instruments de ratification de Sa Majesté l'Empereur du Japon :
le premier pour le Japon,
le second pour la Corée,
le 26 mars 1907.
- T. M. C. ASSER : l'instrument de ratification de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, le 26 mars 1907.
- C^{te} BREVERN
DE LA GARDIE : l'instrument de ratification de Son Altesse le Prince de Monténégro, le 26 mars 1907.
- T. M. C. ASSER : l'instrument de ratification de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le 26 mars 1907.
- ALFRED SCHRÖDER : l'instrument de ratification de la République Péruvienne, le 26 mars 1907.
- CONDE DE SELIR : l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., le 26 mars 1907.

EDG. MAVROCORDATO : l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi de Roumanie, le 26 mars 1907.

C^{te} BREVEN
DE LA GARDIE : l'instrument de ratification de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, le 26 mars 1907.

T. M. C. ASSER : l'instrument de ratification de Sa Majesté le Roi de Siam, le 26 mars 1907.

CARLIN : l'instrument de ratification de la Confédération Suisse, le 26 mars 1907.

MARCELLIN PELLET : l'instrument de ratification de la République Française, le 10 avril 1907.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire-Général

du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas,

HANNEMA.

Adhésions.

Les adhésions suivantes ont été faites jusqu'au 10 avril 1907, savoir :

Guatémala, le 24 mars 1906.

Norvège, le 8 janvier 1907.

Déclaration du 28 février 1905 concernant la modification de l'article 7 de la convention additionnelle à la convention de commerce et de douane du 6 décembre 1891.

TEXTE ORIGINAL (1).

Erklärung vom 28 Februar 1905, betreffend die Abänderung des Artikels 7 des am 25. Januar 1905 unterzeichneten Zusatzvertrages zum Handels- und Zollvertrage vom 6. Dezember 1891 zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche.

In Abänderung der Bestimmung im ersten Absatze des Artikels 7 des am 25. Januar 1905 zu Berlin unterzeichneten Zusatzvertrages zum Handels- und Zollvertrage zwischen Österreich-Ungarn und

dem Deutschen Reiche vom 6. Dezember 1891 haben die Unterzeichneten im Namen der vertragschliessenden Teile folgendes vereinbart.

(1) La traduction française sera donnée dans la suite.

Als Zeitpunkt des Inkrafttretens des genannten Zusatzvertrages wird an Stelle des 15. Februar 1906 der 1. März 1906 festgesetzt.

Die gegenwärtige Erklärung soll ratifiziert und die Ratifika-

tionen sollen gleichzeitig mit denen des genannten Zusatzvertrages ausgewechselt werden.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 28. Februar 1905.

(L. S.) SZÖGYÉNY m. p.

(L. S.) GRAF V. POSADOWSKY m. p.

(L. S.) FREIHERR V. RICHTHOFEN m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis, quae in tractatu hoc ejusque adnexis declarationeque continentur, ea rata grataque habere profiteamur, verbo Nostro spondentes, Nos illa omnia fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratificationis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro adpresso muniri jussimus.

Dabantur Viennae die decimo quinto mensis Februarii anno millesimo nongentesimo sexto, Regnorum Nostrorum quinquagesimo octavo.

FRANCISCUS JOSEPHUS m. p.

Agenor Comes GOLUCHOWSKI m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae
Majestatis proprium :

JOANNES A MIHALOVICH,
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Der vorstehende Zusatzvertrag vom 25. Januar 1905 samt Anlagen und die zugehörige Erklärung vom 28. Februar 1905 werden nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrates hiermit kundgemacht.

Wien, am 21. Februar 1906.

GAUTSCH m. p.

KOSEL m. p.

BUQUOY m. p.

AUERSPERG m. p.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE

(Cf. autres conventions, T. 90, p. 144 et 145)

Convention sur les Épizooties du 25 janvier 1905.

TRADUCTION FRANÇAISE (1).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,

(1) Voir texte original, ci-dessous, p. 271

Roi de Bohême et Souverain apostolique de Hongrie, d'autre part, désireux de réglementer par de nouvelles conventions l'entrée du bétail et des dépouilles animales brutes sur leurs territoires respectifs ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté, l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Secrétaire d'État à l'Intérieur, comte de Posadowsky-Wehner ; et Son Excellence le Secrétaire d'État aux Affaires Etrangères, baron de Richthofen,

Et sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Souverain apostolique de Hongrie :

Son Excellence Ladislas Szögger von Magyar-Azöggen et Szolgaegyhaza, Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne : qui, sous réserve de ratification réciproque, ont conclu la Convention suivante sur les épizooties :

Article 1.

L'entrée des animaux, y compris la volaille, des dépouilles animales et des objets susceptibles de propager des germes d'épizooties, des territoires de l'une des Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie, peut être limitée à des stations-frontières spécialement désignées et y être subordonnée à un contrôle vétérinaire de la part de l'Etat dans lequel l'importation est sur le point d'être faite.

Article 2.

Lors de l'importation des animaux et objets désignés à l'article 1^{er}, des territoires de l'une des deux Parties contractantes dans ou à travers ceux de l'autre, un certificat d'origine doit être présenté. Celui-ci est délivré par l'autorité locale et, dans la mesure où il concerne des animaux vivants, revêtu d'une attestation d'un vétérinaire de l'Etat ou d'un vétérinaire spécialement délégué à cet effet par l'administration compétente, certifiant le bon état de santé des animaux importés. Si le certificat n'est pas rédigé en langue allemande, une traduction légalisée en cette langue doit y être jointe. Le certificat devra être rédigé de telle sorte que l'origine des animaux et objets et la route suivie par eux jusqu'à la station-frontière, puissent être vérifiées avec certitude. L'attestation vétérinaire devra en outre permettre de s'assurer que, ni au lieu d'origine ni dans ses environs, la peste bovine, ni aucune autre épizootie rendant la déclaration obligatoire, et susceptible d'atteindre l'espèce animale en question, n'a sévi pendant les quarante derniers jours écoulés avant la mise en route. (Comp. alinéa 4, au sujet des attestations vétérinaires relatives aux expéditions de volailles).

La constatation de cas isolés de ratelle, de tournis, de fièvre aphteuse ou de rage dans une commune voisine n'empêche pas la délivrance du certificat, mais doit y être relatée. Il en est de même relativement aux cas d'éruption vésiculaire, pour la délivrance de certificats concernant les bœufs et les chevaux hongres.

Pour les chevaux, les mulets, les ânes et les animaux de l'espèce bovine, les certificats doivent être délivrés pour chaque pièce séparément; pour les moutons, les chèvres, les porcs et la volaille, les certificats collectifs sont autorisés.

Les certificats collectifs pour expéditions de volaille doivent être revêtus de l'attestation qu'aucune épizootie ne règne dans la commune de provenance des animaux, et qu'aucun cas de contagion n'y a été constaté dans la quinzaine qui a suivi le jour où une épidémie de cette nature y a été officiellement déclarée éteinte, et cela sous cette réserve explicite, qu'entre le dernier cas observé et le moment de la déclaration officielle de l'extinction de l'épizootie un égal espace de temps se sera écoulé.

La durée de validité des certificats est fixée à huit jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de huit jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire de l'Etat ou d'un vétérinaire spécialement délégué à cet effet par une autorité compétente, et le résultat de ses observations devra être consigné sur le certificat.

Lors des transports par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être examinés avant l'embarquement par un vétérinaire de l'Etat ou spécialement délégué par une autorité compétente, et le résultat de son examen devra être consigné sur le certificat.

Les expéditions de volaille par chemin de fer ou par bateau ne doivent toutefois être soumises, avant leur embarquement, à une visite vétérinaire que si les attestations déjà fournies relativement à leur état de santé datent de plus de trois jours.

Les envois de suif fondu et de graisse, de laine lavée dans des établissements industriels et emballée dans des sacs clos, de boyaux séchés ou salés et expédiés dans des caisses ou fûts rigoureusement clos, sont également admis sans présentation de certificats d'origine.

Article 3.

Les envois qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent, ainsi que les animaux que le médecin vétérinaire, à leur passage à la frontière, reconnaît atteints ou suspects de maladie contagieuse, enfin les animaux qui ont été transportés ou ont eu un contact quelconque avec des animaux malades ou suspects, peuvent être refoulés à la station d'entrée. Le vétérinaire doit noter sur le certificat, et attester par sa signature, le motif du renvoi.

Le renvoi effectué et le motif qui y a donné lieu sont, d'autre part, notifiés, le plus directement possible et sans délai, par l'autorité douanière de la frontière à l'autorité politique de la circonscription frontière de celui des deux Etats contractants d'où provenait l'expédition à importer.

Si une maladie contagieuse n'est constatée sur des animaux importés qu'après leur entrée dans le pays de destination, il doit être dressé procès-verbal de ce fait en présence d'un médecin vétérinaire officiellement délégué et une copie du procès-verbal doit être adressée sans retard à l'autre Partie contractante.

Dans tous les cas prévus dans le présent article, un Commissaire de

l'autre Partie contractante (art. 6), dont le nom est éventuellement fourni, doit être sans délai et sans intermédiaire appelé en consultation.

Article 4.

Lorsque la peste bovine éclate dans les territoires de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie a le droit de prohiber ou de limiter, pendant tout le temps où dure le danger de contagion, l'importation des ruminants, des porcs et des produits bruts d'animaux, ainsi que de tous objets pouvant servir de véhicule à la maladie.

Article 5.

Si une épizootie, pour laquelle la déclaration préalable est prescrite, a été introduite des territoires de l'une des Parties contractantes sur ceux de l'autre, du fait de l'entrée d'animaux contaminés, ce dernier Etat a le droit de prohiber ou de limiter, pendant toute la durée du danger de contagion, l'importation de toutes les catégories d'animaux susceptibles de contracter la maladie.

Si l'une des épidémies en question règne d'une manière inquiétante sur les territoires de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie peut également limiter ou interdire, pendant tout le temps où dure le danger de contagion, l'importation de toutes les catégories d'animaux susceptibles de contracter la maladie.

Les interdictions d'importations peuvent, s'il s'agit de la morve, de la ratelle, du tournis, de la peste du gibier, de la peste bovine, de la rogne des solipèdes, de l'éruption pustulaire des solipèdes ou des animaux de l'espèce bovine, ainsi que des maladies atteignant la volaille, n'être prononcées que contre les expéditions des territoires d'origine (alinéa 1) ou des territoires infestés (alinéa 2). Dans le cas de l'alinéa 2, cette disposition est également valable pour la péripneumonie du bétail d'espèce bovine.

Sont considérés dans le sens de la disposition ci-dessus, comme territoires d'origine ou territoires infestés :

a. En ce qui concerne la pneumonie :

En Autriche, les territoires interdits spécialement désignés dans l'annexe I ;

En Hongrie, les comitats ;

Dans l'Empire d'Allemagne, les Etats confédérés, les circonscriptions de gouvernements ou les arrondissements administratifs qui y correspondent.

b. En ce qui concerne les autres épizooties énumérées dans l'alinéa 3 du présent article :

En Autriche et en Hongrie, les territoires interdits énumérés dans l'annexe II ;

Dans l'Empire d'Allemagne, les mêmes territoires que ceux désignés sous *a.*

Les dispositions des alinéas précédents sont également valables pour les matières brutes d'origine animale et les objets susceptibles d'être des véhicules de maladie.

Il n'est procédé à aucune interdiction d'importation en raison d'épidémie de tuberculose importée ou régnante.

Les dispositions contenues dans la législation des deux Parties contractantes relativement aux épizooties, et aux termes desquelles, dans le cas où une maladie contagieuse affectant les animaux vient à éclater à la frontière ou dans le voisinage de celle-ci, le trafic entre les circonscriptions-frontières respectives ainsi que le transit à travers une circonscription infectée peuvent être soumis à des restrictions et interdictions particulières, en vue de la prophylaxie et de l'extinction de la maladie, ne sont en aucune manière modifiées par la présente Convention.

Article 6.

Les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de faire procéder, par des commissaires spécialement délégués par elles à cet effet, sur les territoires de l'autre Partie, à des enquêtes sur l'état sanitaire du bétail, l'organisation des étables, des abattoirs, des lazarets et ainsi de suite, ainsi que sur les prescriptions de médecine vétérinaire appliquées sur un certain domaine. L'annonce préalable de la visite des commissaires n'est pas de rigueur. Les Parties contractantes inviteront, d'une manière générale, les autorités compétentes, à fournir aux commissaires de l'autre Partie, sur leur demande et après présentation par ces derniers de leurs pièces de légitimation, l'assistance et les renseignements qu'ils désirent.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes publiera des informations périodiques sur l'état des épizooties et les fera parvenir directement à l'autre Partie.

Les autorités compétentes se tiendront mutuellement, sans retard ni intermédiaire, au courant des épizooties qui viendront à éclater dans les circonscriptions administratives de la frontière.

Si, dans les territoires de l'une des Parties contractantes, la peste bovine fait son apparition, les Gouvernements de provinces de l'autre Partie seront télégraphiquement informés de son apparition et de sa propagation.

Article 8.

Les wagons de chemins de fer, dans lesquels des chevaux, des mulets, des ânes, du bétail de l'espèce bovine, des moutons, des chèvres, des porcs ou de la volaille ont été transportés, doivent être purifiés et désinfectés, ainsi que les accessoires qui s'y trouvent et qui sont la propriété des administrations de chemins de fer, conformément aux dispositions concertées, simultanément avec la présente Convention sur les épizooties, entre les deux Parties contractantes.

Les deux Parties contractantes reconnaîtront comme valables, chacune en ce qui les concerne, les purifications et désinfections auxquelles il aura été procédé, conformément aux prescriptions réglementaires sur la base de l'alinéa 1.

Article 9.

L'entrée des animaux, amenés des territoires de l'une des Parties contractante, au pâturage dans les territoires de l'autre, est permise aux conditions suivantes :

a. Les propriétaires des troupeaux présenteront, au passage de la frontière, pour être vérifiée, examinée et légalisée, une liste des animaux qu'ils comptent conduire au pâturage, avec mention du nombre des pièces et de leurs marques extérieures les plus caractéristiques ;

b. Le retour des animaux dans les territoires d'origine ne sera autorisé qu'après constatation de leur identité.

Si toutefois, pendant l'époque de la pâture, il éclatait, soit dans une partie des troupeaux, soit dans une localité éloignée de moins de 20 kilomètres du pâturage ou sur la route par laquelle doit s'effectuer le retour du troupeau à la station frontière, une maladie contagieuse présentant un danger pour le bétail en question, le retour des animaux sur les territoires de l'autre Partie contractante sera interdit, sauf dans les cas d'urgence, tels que manque de fourrage, intempéries, etc. Dans ces derniers cas, le retour des animaux qui ne seraient pas encore atteints de l'épizootie ne pourra avoir lieu que lorsque les autorités compétentes seront convenues d'appliquer pour empêcher l'extension de l'épizootie, auront été exécutées.

Article 10.

Les habitants des localités qui ne sont pas éloignées de la frontière de plus de 5 kilomètres, peuvent franchir la frontière dans les deux directions à toute heure avec leurs propres animaux, attelés à la charrue ou à un véhicule, mais seulement pour des travaux agricoles ou l'exercice de leur industrie, et après observation des prescriptions douanières existantes.

Cette faveur peut dépendre de la part des Parties contractantes de l'accomplissement des conditions suivantes :

a. Chaque attelage, qui franchit la frontière en vue d'un travail agricole ou de l'exercice d'une industrie, doit être muni d'un certificat de l'autorité locale de la commune, dans laquelle se trouve l'écurie. Ce certificat devra contenir le nom du propriétaire ou du conducteur de l'attelage, la description des animaux et l'indication du rayon (en kilomètres) du district-frontière, dans lequel l'attelage est destiné à travailler.

b. En outre sera exigé, à la sortie comme au retour, un certificat émanant de l'autorité locale de la commune-frontière d'ou vient l'attelage et, en cas de passage à travers le territoire d'une autre commune également une attestation de celle-ci, certifiant que la commune en question est complètement indemne de toute épizootie et que la peste bovine et la péripneumonie infectieuse ne se produisent pas dans une périphérie de 10 kilomètres. Ce certificat doit être renouvelé tous les six jours.

Article 11.

Les limitations et prohibitions encore existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention et incompatibles avec ses dispositions devront être levées.

Article 12.

La présente Convention est destinée à remplacer la Convention sur les épizooties du 6 décembre 1891.

Elle entrera en vigueur en même temps que la Convention conclue entre les Parties contractantes et additionnelle au Traité de commerce et de douanes du 6 décembre 1891, et restera en vigueur aussi longtemps que durera ledit Traité de Commerce et de douanes, d'après la disposition concernant sa durée édictée dans le Traité additionnel.

Les ratifications de la présente Convention seront échangées en même temps que celles du Traité additionnel au Traité de commerce et de douanes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, en double expédition, le 25 janvier 1905.

(LL. SS.) Comte DE POSADOWSKY.

Baron RICHTHOFEN.

SZOEGRÉNY.

Annexe I.

Liste des territoires autrichiens sur lesquels l'introduction du bétail allemand est interdite, par suite des menaces d'une épizootie péripneumonique, conformément à l'article 5, paragraphes 2 et 3 de la convention sur les épizooties.

**I. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA BASSE-AUTRICHE.**

Capitainerie	{	de Maidhofen a. d. Thaya.
		de Gmünd.
		de Zwetl.
		de Pöggstall.
		de Horn.
		de Krems.
		d'Oberhollabrunn.
		de Tulln.
		de Korneuburg.
		de Mistelbach.
d'Unter-Gänserndorf.		
de Floridsdorf.		

**II. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA BASSE-AUTRICHE.**

Capitainerie	{	d'Amstetten.
		de Scheibbs.
		de Melk.
		de Sankt Pölten.
		de Lilienfeld.
		de Hietzing.
		de Bruck a. d. Leitha.
		de Mödling.
		de Baden.
		de Wiener-Neustadt.
de Neunkirchen.		
de Vienne.		
Ville	{	de Wiener-Neustadt.
		de Maidhofen a. d. Ybbs.

III. HAUTE-AUTRICHE.

IV. DUCHÉ DE SALZBOURG.

V. MARCHE DE STYRIE.

VI. CARINTHIE.

VII. CARNIOLE.

VIII. LITTORAL.

IX. TYROL ET VORALBERG.

X. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	d'Asch.
		d'Eger.
		de Plan.
		de Graslitz.
		de Tepl.
		de Marienbad.
		de Kralovitz.
		de Horovitz.
		de Rakonitz.
		de Rokitzan.
		de Podersam.
		de Kaaden.
de Joachimsthal.		
de Falkenau.		
de Karlsbad.		
de Luditz.		

XI. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Komotau.
		de Brüx.
		de Dux.
		de Teplitz.
		d'Aussig.
		de Leitmeritz.
		de Raudnitz.
		de Melnik.
		de Schlan.
		de Saaz.
de Laun.		

XII. TROISIÈME TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Tetschen.
		de Schluckenau.
		de Rumburg.
		de Gabel.
		de Reichenberg.
		de Friedland.
		de Gablonz.
		de Semil.
		de Turnau.
		de Jičín.
		de Poděbrad.
		de Jungbunzlau.
		de Dauba.
		de Böhmisch Leipa.
Ville..... de Münchengrätz.		
		de Reichenberg.

XIII. QUATRIÈME TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Starkenbach.
		de Hohenelbe.
		de Trautenau.
		de Braunau.
		de Neustadt.
		de Senftenberg.
		de Reichenau.
		de Königgrätz.
	{	de Neupaka.
		de Königinhof.
		de Neu-Bydžov.

XIV. CINQUIÈME TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Pardubitz.
		de Hohenmautz.
		de Landskron.
		de Leitomischl.
		de Polička.
		de Chrudim.
		de Chotěbor.
		de Deutschbrod.
	{	de Ledec.
		de Caslau.

XV. SIXIÈME TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Tabor.
		de Pilgram.
		de Neuhaus.
		de Wittingau.
		de Kaplitz.
		de Krumau.
		de Prachatitz.
		de Budweis.
	{	de Moldautein.

XVI. SEPTIÈME TERRITOIRE INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Schüttenhofen.
		de Klattau.
		de Taus.
		de Bischofteinitz.
		de Tachau.
		de Mies.
		de Pilsen.
		de Blatna.
		de Mühlhausen.
		de Pisek.
		de Strakonitz.
	{	de Prestitz.

XVII. HUITIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Selčan.
		de Pribram.
		de Smichow.
		de Kladno.
		de Karolinenthal.
		de Böhmisch-Brod.
		de Kolin.
Ville.....	{	de Kuttenberg.
		de Beneschau.
		de Königl-Weinberge.
		de Zizkov.
		de Prague.

XVIII. PREMIER TERRITOIRE
INTERDIT EN MORAVIE.

Capitainerie	{	de Datschitz.
		d'Iglau.
		de Neustadt.
		de Boskowitz.
		de Gross Meseritsch.
		de Trebitsch.
		de Brünn.
		de Tischnowitz.
		de Kromau.
		de Mährisch-Budwitz.
Ville.....	{	de Znaim.
		de Nikolsburg.
		d'Auspitz.
		de Brünn.
		d'Iglau.
	{	de Znaim.

XIX. DEUXIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN MORAVIE

Capitainerie	{	de Göding.
		de Gaya.
		d'Ungarisch Hradisch.
		d'Ungarisch Brod.
		de Holleschau.
		de Prerau.
		de Kremsier.
		de Wischau.
Ville.....	{	de Prossnitz.
		de Ungarisch Hradisch.
		de Kremsier.

XX. TROISIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN MORAVIE.

Capitainerie	{	d'Olmütz.
		de Sternberg.
		de Littau.
		de Römerstadt.
		de Mährisch Trübau.
		de Hohenstadt.
		de Schönberg.
		de Wallachisch Meseritsch.
		de Weisskirchen.
		de Neutitschein.
		de Mährisch-Ostrau.
Ville.....	{	de Mistek.
		d'Olmütz.

XXI. SILÉSIE.

XXII. PREMIER TERRITOIRE
INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie	{	de Saybusch.
		de Biala.
		de Chrzanów.
		de Wadowice.
		de Krakau.
		de Podgórze.
		de Wieliczka.
		de Myślenice.
		de Bochnia.
		de Limanowa.
		de Neumarkt.
		de Neu-Sandec.
		de Brzesko.
Ville.....	{	de Dalrowa.
		de Tarnów.
		de Grybów.
	{	de Cracovie.

XXIII. DEUXIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie	{	de Gorlice.
		d'Iaslo.
		de Pilzno.
		de Mielec.
		de Tarnobrzeg.
		de Nisko.
		de Kolbuszowa.
		de Ropczyce.
		de Przeworsk.
		de Łańcut.
		de Rzeszów.
		de Strzyżów.
		de Krosno.
		de Sanok.
de Brzozów.		

XXIV. TROISIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie	{	de Jaroslau.
		de Przemyśl.
		de Dobromil.
		de Lisko.
		de Turka.
		de Staremiasto.
		de Sambor.
		de Mościska.
		de Jaworów.
		de Cieszanów.
		de Rawa Ruska.
		de Sokal.
		de Zolkiew.
		de Grodek.
		de Rudki.
		de Drohobycz.

XXV. QUATRIÈME TERRITOIRE

INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie	de Stryj.
	de Dolina.
	de Zydaczów.
	de Bobrka.
	de Lemberg.
	de Kamionka Strumilowa.
	de Brody.
	de Zloczów.
	de Przemyślany.
	de Brzeżany.
Ville.....	de Rohatyn.
	de Kalusz.
	de Bohorodczany.
	de Stanislaw.
	de Lemberg.

XXVI. CINQUIÈME TERRITOIRE

INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie	de Nadworna.
	de Tlumacz.
	de Buczacz.
	de Podhajce.
	de Tarnopol.
	de Zbaraż.
	de Skalat.
	de Trembowla.
	de Husiatyn.
	de Czortków.
	de Borszczów.
	de Zaleszczyki.
	de Horodenka.
Ville.....	de Kolomea.
	de Peczenizyn.
	de Sniatyn.
	de Kosów.

XXVII. BUKOWINE.

XXVIII. DALMATIE.

Annexe II.

Liste des territoires autrichiens et hongrois sur lesquels l'introduction du bétail allemand est interdite, par suite des menaces d'une épizootie péripneumonique, conformément à l'article 5, paragraphe 1 à 3 de la convention sur les épizooties.

A. — EN AUTRICHE.

I. PREMIER TERRITOIRE

INTERDIT DANS LA BASSE-AUTRICHE.

Capitainerie	de Floridsdorf.
	d'Untergänserndorf.
	de Mistelbach.
	d'Oberhollabrunn.
	de Korneuburg.
	de Tulln.

II. DEUXIÈME TERRITOIRE

INTERDIT DANS LA BASSE-AUTRICHE.

Capitainerie	de Horn.
	de Krems.
	de Maidhofen a. d. Thaya.
	de Gmünd.
	de Zwettl.
	de Pöggstall.

III. TROISIÈME TERRITOIRE

INTERDIT DANS LA BASSE-AUTRICHE.

Capitainerie	de Bruck a. d. Leitha.
	de Modling.
	de Baden.
	de Wiener Neustadt.
	de Neunkirchen.
	de Hietzing Umgebung.
Ville.....	de Vienne.
	de Wiener Neustadt.

IV. QUATRIÈME TERRITOIRE

INTERDIT DANS LA BASSE-AUTRICHE.

Capitainerie	de St. Pölten.
	de Melk.
	d'Amstetten.
	de Scheibbs.
	de Lilienfeld.
Ville.....	de Maidhofen a. d. Ybbs.

V. PREMIER TERRITOIRE
INTERDIT DANS LA HAUTE-AUTRICHE.

Capitainerie { de Perg.
de Freistadt.
d'Urfahr.
de Rohrbach

VI. DEUXIÈME TERRITOIRE
INTERDIT DANS LA HAUTE-AUTRICHE.

Capitainerie { de Linz.
de Steyr.
de Kirchdorf.
de Gmunden.
Ville..... { de Linz.
de Steyr.

VII. TROISIÈME TERRITOIRE
INTERDIT DANS LA HAUTE-AUTRICHE.

Capitainerie { de Wels.
de Schärding.
de Ried.
de Braunau.
de Vöcklabruck.

VIII. SALZBOURG.

IX. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA MARCHÉ DE STYRIE.

Capitainerie { de Bruck a. d. Mur.
de Mürzzuschlag.
de Leoben.
de Liezen.
de Grobming.
de Judenburg.
de Murau.

X. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA MARCHÉ DE STYRIE.

Capitainerie { de Hartberg.
de Weitz.
de Feldbach.
de Radkersburg.
de Luttenberg.
de Marburg.
de Pettau.
Ville..... { de Marburg.
de Pettau.

XI. TROISIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA MARCHÉ DE STYRIE.

Capitainerie { de Graz Umgebung.
de Voitsberg.
de Deutsch Landsberg.
de Windischgraz.
de Feistritz.
de Gonnobitz.
de Cilli Umgebung.
de Rann.

Ville..... { de Graz.
de Cilli.

XII. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA CARINTHIE.

Capitainerie { de Wolfsberg.
de St. Veit.
de Völkermarkt.
de Klagenfurt Umgebung.
Ville de Klagenfurt.

XIII. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LA CARINTHIE.

Capitainerie { de Spittal.
de Villach.
de Hermagor.

XIV. CARNIOLE.

XV. LITTORAL.

XVI. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
DANS LE TYROL.

Capitainerie { de Kitzbühel.
de Kufstein.
de Schwaz.
d'Innsbruck.
de Brixen.
Ville d'Innsbruck.

XVII. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LE TYROL.

Capitainerie { de Reutte.
d'Imst.
de Landeck.
de Meran.
de Schlanders.

XVIII. TROISIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LE TYROL.

Capitainerie { de Lienz.
de Bruneck.
de Bogen.
de Cavalese.
de Primiero.
de Borgo.
Ville de Bozen.

XIX. QUATRIÈME TERRITOIRE INTERDIT
DANS LE TYROL.

Capitainerie { de Cles.
de Trient.
de Tione.
de Rovereto.
de Riva.
de Trento.
de Rovereto.
Ville..... { de Rovereto.

XX. VORARLBERG.

XXI. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Schluckenau.
		de Rumburg.
		de Tetschen.
		de Leitmeritz.
		de Böhmisches Leipa.
		de Friedland.
		de Gabel.
		de Reichenberg.
		de Gablonz.
		de Turnau.
de Dauba.		
de Münchengrätz.		
de Melnik.		

Ville de Reichenberg.

XXII. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	d'Aussig.
		de Tepitz.
		de Dux.
		de Brüx.
		de Komotau.
		de Raudnitz.
		de Laun.
		de Saaz.
		de Podersam.
		de Schlan.
de Rakonitz.		

XXIII. TROISIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Kaaden.
		de Joachimsthal.
		de Karlsbad.
		de Graslitz.
		de Falkenau.
		d'Asch.
		d'Eger.
		de Luditz.
		de Kralovitz.
		de Tepl.
de Marienbad.		
de Plan.		

XXIV. QUATRIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Braunau.
		de Trautenau.
		de Hohenelbe.
		de Starkenbach.
		de Nachod.
		de Neustadt.
		de Königinhof.
		de Königgrätz.
		de Neupaka.
		de Semil.
de Jičín.		
de Neubydžov.		

XXV. CINQUIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Poděbrad.
		de Kolin.
		de Kuttenberg.
		de Jungbunzlau.
		de Böhmisches Brod.
		de Beneschau.
		de Karolinenthal.
		de Žižkov.
		de Königl. Weinberge.
		de Smichov.
de Kladno.		
Ville.....	de Prague.	

XXVI. SIXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Hořovitz.
		de Příbram.
		de Selčán.
		de Rokitzan.
		de Blatna.
		de Mühlausen.
de Pisek.		

XXVII. SEPTIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Pilsen.
		de Mies.
		de Tachau.
		de Přestitz.
		de Bischofteinitz.
		de Taus.
de Klattau.		

XXVIII. HUITIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Reichenau.
		de Senftenberg.
		de Landskron.
		de Hohenmauth.
		de Leitomischl.
		de Polička.
		de Pardubice.
		de Chrudim.
		de Caslau.
		de Chotěbor.

XXIX. NEUVIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie	{	de Ledč.
		de Deutschbrod.
		de Tabor.
		de Pilgram.
		de Moldautein.
		de Neuhaus.
de Wittingau.		

XXX. DIXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN BOHÈME.

Capitainerie { de Budweis
de Prachatitz.
de Krumau.
de Kaplitz.
de Strakonitz.
de Schüttenhofen.

XXXI. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
EN MORAVIE.

Capitainerie { de Mährisch Schönberg.
de Hohenstadt.
de Mährisch Trübau.
de Römerstadt.
de Littau.
de Sternberg.
d'Olmütz.
Ville..... d'Olmütz.

XXXII. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN MORAVIE.

Capitainerie { de Neustadt.
d'Iglau.
de Gross Meseritsch.
de Trebitsch.
de Datschitz.
de Mährisch Budwitz.
de Mährisch Krumau.
de Znaim.
Ville..... d'Iglau.
de Znaim.

XXXIII. TROISIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN MORAVIE

Capitainerie { de Boskowitz.
de Prossnitz.
de Prerau.
de Tischnovitz.
de Brünn.
de Wischau.
de Kremsier.
d'Auspitz.
de Gaya.
de Nikolsburg.
de Göding.
Ville..... de Brünn.
de Kremsier.

XXXIV. QUATRIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN MORAVIE

Capitainerie { de Mährisch Ostrau.
de Mährisch Weisskirchen.
de Neutitschein.
de Mistek.
de Wallachisch Meseritsch.
de Holleschau.
d'Ungarisch Hadrisk.
d'Ungarisch Brd.
Ville..... d'Ungarisch Brd.

XXXV. SILÉSIE.

XXXVI. PREMIER TERRITOIRE INTERDIT
EN GALICIE.

Capitainerie { de Chrzanów.
de Cracovie.
de Podgórze.
de Wieliczka.
de Bochnia.
de Brzesko.
de Biala.
de Wadowice.
de Myslenice.
de Limanova.
de Neu Sandec.
de Saybusch.
de Neumarkt.
Ville..... de Cracovie.

XXXVII. DEUXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN GALICIE

Capitainerie { de Dabrowa.
de Mielec.
de Tarnobrzeg.
de Nisko.
de Kolbuszowa.
de Łańcut.
de Tarnów.
de Pilzno.
de Ropczyce.
de Rzeszów.
de Przeworsk.

XXXVIII. TROISIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie { de Grybów.
de Gorlice.
de Jaslo.
de Strzyżów.
de Brzozów.
de Krosno.
de Sanok.
de Dobromil.
de Lisko.

XXXIX. QUATRIÈME TERRITOIRE
INTERDIT EN GALICIE.

Capitainerie { de Jaroslau.
de Cieszanów.
de Rava Ruska.
de Sokal.
de Jaworów.
de Zolkiew.
de Przemyśl.
de Mościska.
de Grodek.

XL. CINQUIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN GALICIE.

Capitainerie { de Stary Sambor.
de Sambor.
de Rudki.
de Drohobycz.
de Zydaczów.
de Turka.
de Stryj.
de Dolina.

**XLI. SIXIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN GALICIE.**

Capitainerie	{	de Kamionka Strumilowa.
		de Brody.
		de Lemberg.
		de Zloczów.
		de Bobrka.
		de Przemyślany.
		de Brzeżany.
Ville.....		de Rohatyn.
		de Lemberg.

**XLII. SEPTIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN GALICIE.**

Capitainerie	{	de Tarnopol.
		de Zbaraż.
		de Scalat.
		de Podhajce.
		de Trembowla.
		de Husiatyn.
		de Buczac.
		de Czortków.
		de Zaleszczyki.
		de Borszczów.

**XLIII. SEPTIÈME TERRITOIRE INTERDIT
EN GALICIE.**

Capitainerie	{	de Kalusz.
		de Stanisław.
		de Tlumacz.
		de Horodenka.
		de Bohorodzany.
		de Nadwórna.
		de Kolomea.
		de Sniatyn.
		de Peczenizyn.
		de Kosów.

XLIV. BUKOWINE.

XLV. DALMATIE.

B. — EN HONGRIE.

TERRITOIRES INTERDITS.

1. Le Comitat d'Abauj-Torna et la ville municipale de Kassa (Kaschau).
2. Le Comitat d'Alsó-Fehér.
3. Du Comitat d'Arad, les juridictions d'Arad, de Borosjenő, d'Elek, de Kisenő, de Pécska, de Világos et la ville municipale d'Arad.
4. Du Comitat d'Arad, les juridictions de Borossebes, de Nagyhalmágy, de Radna, de Ternova.
5. Les Comitats d'Arva, de Liptó, de Turóc.
6. Du Comitat de Bács-Bodrog, les juridictions de Bácsalmás, de Baja, de Topolya, de Zenta, de Zombor, plus la ville de Zenta et les villes municipales de Baja, Szabadka (Maria Theresiopel) et Zombor.
7. Du Comitat de Bács-Bodrog, les juridictions d'Apatin, de Hódcság, de Kula, de Nemetpalánka, d'Obecse, de Titel, d'Ujvidék, de Zsablya et la ville municipale de Ujvidek (Neusatz).
8. Le Comitat de Baranya et la ville municipale de Pécs (Fünfkirchen).
9. Les Comitats de Bars et de Hont et la ville municipale de Selmecz (Schemnitz)-ès Bélabaya.
10. Le Comitat de Békés.
11. Les Comitats de Bereg et d'Ugocsa.
12. Le Comitat de Besztercze-Naszód.
13. Du Comitat de Bihar, les juridictions de Berettyóújfalva, de Derecske, d'Ermihályfalva, de Margitta, de Székelyhid, de Sárret.
14. Du Comitat de Bihar, les juridictions de Cséffa, d'Élesd, de Központ, de Mező-Keresztes, de Szalárd et la ville municipale de Nagyvárad (Grosswardein).
15. Du Comitat de Bihar, les juridictions de Bél, de Belényes, de Magyarcséke, de Nagyszalonta, de Tenke, de Vaskőh.
16. Le Comitat de Borsod.
17. Les Comitats de Brassó et de Haromszék.
18. Les Comitats de Csanád, de Csongrád et les villes municipales de Hódmezővásárhely et Szeged (Szegedin).
19. Le Comitat de Csik.
20. Les Comitats d'Esztergom, de Győr, de Komárom et les villes municipales de Győr (Raab) et de Komárom (Komorn).

21. Les Comitats de Fejér et la ville municipale de Székes-Fejérvár (Stuhlweissenburg).
22. Les Comitats de Fogaras et de Szeben.
23. Les Comitats de Gömör és Kishont et de Zólyom.
24. Le Comitat de Hajdu et la ville municipale de Debreczen (Debreczin).
25. Le Comitat de Heves.
26. Le Comitat de Hunyad.
27. Le Comitat de Jász-Nagykun-Szolnok.
28. Les Comitats de Kis-Küküllő et de Nagy-Küküllő.
29. Le Comitat de Kolozs et la ville municipale de Kolozsvár (Klausenburg).
30. Du Comitat de Krassó-Szörény, les juridictions de Béga, de Bogsán, de Facset, de Karánsebes, de Lugos, de Maros, de Temes et les villes de Karánsebes et Lugos.
31. Du Comitat de Krassó-Szörény, les juridictions de Bozovics, de Jám, de Moldova, d'Oravicza, d'Orsova, de Resicza et de Teregoва.
32. Le Comitat de Máramaros.
33. Les Comitats de Maros-Torda et d'Udvarhely, et la ville municipale de Marosvásárhely.
34. Les Comitats de Moson et de Sopron et la ville municipale de Sopron (Ödenburg).
35. Le Comitat de Nógrád.
36. Le Comitat de Nyitra.
37. Du Comitat de Pest-Pilis-Solt-Kiskun, les juridictions de Bia, de Gödöllő, de Pomáz, de Vác, les villes de Szent Endre (St. András) et Vác (Waitzen) et la ville capitale et résidence de Budapest.
38. Du Comitat de Pest-Pilis-Solt-Kiskun, les juridictions d'Alsódabas, de Monor, de Nagykátság, de Ráczkeve, les villes de Nagykőrös et Cegléd et la ville municipale de Kecskemét.
39. Du Comitat de Pest-Pilis-Solt-Kiskun, les juridictions d'Abonyiaszó, de Dunavecse, de Kalocsa, de Kiskőrös, de Kiskunfélegyháza et de Kunszentmiklós et les villes de Kiskunhalas et de Kiskunfélegyháza.
40. Le Comitat de Pozsony et la ville municipale de Pozsony (Pressburg).
41. Le Comitat de Saros.
42. Du Comitat de Somogy, les juridictions d'Igal, de Lengyeltóti, de Marczali et de Tab.
43. Du Comitat de Somogy, les juridictions de Barcs, de Csurgó, de Kaposvár, de Nagyatad, de Szigetvár et la ville de Kaposvár.
44. Le Comitat de Szabolcs.
45. Le Comitat de Szatmár et la ville municipale de Szatmár-Németi.
46. Le Comitat de Szepes.
47. Le Comitat de Szilágy.
48. Le Comitat de Szolnok-Doboka.
49. Du Comitat de Temes, les juridictions de Buzias, de Kőspont, de Lippa, de Rékás, d'Ujrad, de Vinga, et la ville municipale de Temesvár.
50. Du Comitat de Temes, les juridictions de Csákova, de Detta, de Fehértemplom (Weiskirchen), de Kubin, Versecz, la ville de Fehértemplom, ainsi que la ville municipale de Versecz (Werschetz).
51. Le Comitat de Tolna.
52. Le Comitat de Torda-Aranyos.
53. Du Comitat de Torontál, les juridictions de Csene, de Nagyikinda, de Nagyszentmiklós, de Párdány, de Perjámos, de Törökbecse, de Törökkanisza, de Zombolya (Hatzfeld) et la ville de Nagyikinda (Gross-Kikinda).
54. Du Comitat de Torontál, les juridictions d'Alibunár, d'Antalfalva, de Bánlak, de Módos, de Nagybecskerek, de Pancsova, la ville de Nagybecskerek (Gross-Becskerek) et la ville municipale de Pancsova.
55. Le Comitat de Trencsén.
56. Le Comitat d'Ung ; du Comitat de Zemplén, les juridictions de Homonna, de Szinna, de Szytropkó.
57. Du Comitat de Zemplén, les juridictions de Bodrogköz, de Gálszécs, de Nagymihály, de Sátoraljaujhely, de Szerencs, de Tokaj, de Varannó, et la ville de Sátoraljaujhely.
58. Du Comitat de Vas, les juridictions de Felsőőr, de Kisczell, de Kőszeg, de Németújvár, de Sárvár, de Szombathely et les villes de Kőszeg (Güns) et Szombathely.

59. Du Comitat de Vas, les juridictions de Körmend, de Muraszombat, de Szentgotthard, de Vasvár et la ville de Szombathely (Steinamanger).

60. Le Comitat de Veszprém.

61. Du Comitat de Zala, les juridictions de Keszthely, de Pacsa, de Sümeg, de Tapolcza, de Zalaegerszeg, Zalaszentgrót et la ville de Zalaegerszeg.

62. Du Comitat de Zala, les juridictions d'Alsólendva, de Csáktornya de Kanizsa, de Letenye, de Nova, de Perlak et la ville de Nagykanizsa (Gross-Kanizsa).

63. La ville municipale de Fiume.

64. Les Comitats de Belovar-Kőrös et de Varasd et la ville municipale de Varasd (Varasdin).

65. Le Comitat de Lika-Krbava.

66. Le Comitat de Modrus-Fiume.

67. Le Comitat de Pozsega.

68. Le Comitat de Szerém et la ville municipale de Zimony (Semlin).

69. Le Comitat de Verőcze et la ville municipale d'Eszék (Esseg).

70. Le Comitat de Zágráb et la ville municipale de Zágráb (Agram).

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention sur les épizooties conclue à la date de ce jour entre l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie, les Ministres Plénipotentiaires respectifs ont fait les déclarations et accords suivants qui formeront partie intégrante de la Convention même sur les épizooties.

1. Les dispositions de la Convention sur les épizooties ne s'appliquent qu'aux provenances des territoires des Parties contractantes. L'admission d'animaux ou d'objets originaires d'autres pays et passant par le territoire de l'une des Parties, pour l'importation ou le transit sur les territoires de l'autre, ne rentre pas dans le cadre de la présente Convention.

Le transit direct de viande fraîche et préparée et de toutes autres matières brutes animales dans un emballage non réglementaire ainsi que de peaux, sabots et cornes complètement secs passant par la voie ferrée du territoire de l'une des Parties contractantes dans celui de l'autre, dans des wagons plombés clos ou sur des navires dans des espaces isolés et gardés, est autorisé sans aucune limitation, s'il s'agit toutefois d'objets provenant d'une des Parties contractantes (v. al. 1).

2. Outre le lieu d'origine, les certificats d'origine et de santé doivent aussi indiquer la circonscription politique et le rayon administratif dans lequel il est situé (dans l'Empire allemand : États fédérés et provinces ; en Autriche : Royaume et autres pays ; en Hongrie : Comitats et villes municipales).

3. La légalisation de la traduction des certificats d'origine et de santé, non délivrés en langue allemande, doit émaner d'une autorité ou d'une personne autorisée à se servir d'un sceau officiel.

Sera assimilé aux autorités et personnes susdites, lorsqu'il s'agit de transports par chemins de fer, le chef de la station où l'embarquement a lieu.

4. Le trafic réciproque avec chevaux de carrière et de trot ne dépend que de la production de certificats délivrés par des chefs spécialement autorisés à ce faire et ce avec l'apposition de leur sceau.

Ces certificats devront contenir un certificat d'origine de l'autorité locale et l'attestation d'un vétérinaire de l'administration, certifiant que le cheval est sain, et qu'aucun cas de maladie contagieuse n'a été constaté au cours des trois derniers mois, dans l'enclos où il était constamment remis. Les clubs autorisés à délivrer ces certificats seront connus de part et d'autre.

5. Pour les transports de volaille dans le trafic de frontière, dont l'importance sera inférieure à cent pièces, il ne sera exigé, lors de l'importation dans le territoire d'une des Parties contractantes, que le certificat d'origine à délivrer, conformément à l'article 2 de la Convention sanitaire relative au bétail, par l'autorité locale. Pour le reste, les dispositions de l'article 2 précité ne leur sont pas applicables. Est considéré comme trafic de frontière le trafic dans lequel la volaille est transportée, pour la consommation, de la zone-frontière de l'une des Parties contractantes, dans la zone-frontière de l'autre Partie.

6. L'épizootie devra être considérée comme sporadique, lorsque, dans une ferme ou un troupeau comprenant moins de 20 têtes de bétail, une seule bête est atteinte. dans l'espace de huit jours, de l'épidémie, et s'il y a 20 ou plus de 20 têtes de bétail, lorsque pas plus d'un dixième n'est atteint.

7. La réexpédition, prévue à l'article 3 de la Convention sur les épizooties, n'aura lieu que pour les animaux qui se seront trouvés en contact avec les animaux atteints d'une maladie contagieuse, ou suspects, et par suite, tout particulièrement, pour les animaux transportés en même temps qu'eux par chemin de fer ou par bateau, ou déchargés ou expédiés le même jour et à la même rampe.

8. Les prohibitions et limitations de trafic établies en vertu de l'article 5 de la Convention sur les épizooties, par l'une ou l'autre des Parties contractantes, en raison de l'introduction ou de la persistance d'une épidémie, doivent être levées dès que l'épidémie ayant provoqué la mesure est officiellement déclarée éteinte, ou que le territoire dont il s'agit est officiellement déclaré indemne, et qu'en outre sont expirés les délais suivants :

a. Pour les épidémies désignées à l'article 5 précité, alinéa 3: quarante jours.

b. Pour toutes les autres épidémies : neuf mois.

En principe, les prescriptions relatives aux délais, après l'expiration desquels la déclaration officielle de l'extension d'une épidémie est admise, sont les mêmes en Autriche et en Hongrie et dans l'Empire d'Allemagne.

Si, lors de l'expiration des délais stipulés sous a et b, règnent dans un territoire sous le coup d'une prohibition ou d'une limitation quelconque du trafic, d'autres maladies contagieuses, auxquelles sont exposées les espèces d'animaux soumises à ces dispositions, les mesures édictées demeurent en vigueur, jusqu'à ce que les conditions de leur abolition s'appliquent à ces dernières maladies elles-mêmes.

9. Pour l'importation des bœufs et des moutons destinés à être immédiatement abattus dans des abattoirs publics placés sous le contrôle de la police vétérinaire et ayant l'organisation qui convient, les dispositions spéciales suivantes sont valables, hormis le cas de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse :

a. Les prohibitions d'importation ne doivent avoir lieu que si elles apparaissent comme inévitables pour la sécurité de l'élevage du pays ;

b. Pour les maladies moins facilement transmissibles ou moins fréquentes, par exemple, la splénite, le charbon, les maladies contagieuses du gibier et du bétail, le farcin de la race bovine, aucune prohibition d'importation ne doit être prononcée ;

c. Pour les maladies facilement transmissibles, telles que l'aphte, le piétn ou la petite vérole des brebis, les interdictions d'importation ne doivent se produire que pour les divisions de territoire infectées (territoire interdits). S'il s'agit de la petite vérole des brebis, l'importation de cette espèce d'animaux est seule interdite.

Sont considérées comme territoires interdits en Autriche et en Hongrie les divisions territoriales, indiquées dans l'annexe II de la Convention, et, en Allemagne, les États confédérés, les circonscriptions de gouvernement ou les circonscriptions administratives équivalentes à ces dernières.

Toutefois l'interdiction ne doit être prononcée pour toute l'étendue d'un territoire interdit que si au moins 10 p. 100 de ses communes sont infectées.

Si ce degré d'infection n'existe pas, mais s'il se produit dans une circonscription administrative de première instance (cercle, administration d'arrondissement, capitainerie d'arrondissement, de justice, etc.), l'interdiction doit s'appliquer tant à celle-ci qu'aux circonscriptions administratives de première instance immédiatement limitrophes, dont la limite est éloignée de moins de 10 kilomètres d'un des centres d'épizootie ou à des parties de ces circonscriptions ; on peut en outre étendre l'interdiction aux circonscriptions similaires des territoires interdits limitrophes.

Dans le cas où l'infection de la circonscription administrative de première instance a atteint moins de 10 p. 100 des communes de celle-ci, l'interdiction peut néanmoins être prononcée dans l'étendue prescrite ci-dessus, contre cette circonscription et, le cas échéant, contre les circonscriptions limitrophes, soit que l'épidémie se soit étendue du district infecté aux territoires de l'autre Partie contractante, soit que des circonstances particulières fassent redouter que l'épizootie régnante sur le district en question ne menace gravement le bétail de l'autre Partie. Dans ce dernier cas, sur la demande de celle des deux Parties contractantes sur les territoires de laquelle se trouve le district interdit, une commission mixte (cf. chiffre 15 du présent Protocole final) doit être convoquée sans retard et donner son avis, après examen de la situation sur lieu et place, sur le point de savoir si un danger de la nature susdite existe réellement. Cet avis servira de base à la décision qui devra être prise.

d. En ce qui concerne le retrait des interdictions qui auront pu être prononcées sur la base des dispositions comprises dans l'alinéa c, on se

réglera sur le chiffre 8 du présent Protocole, en réduisant toutefois à trente jours les délais qui y sont prévus.

Les Parties contractantes échangeront les listes des abattoirs publics auxquels s'appliquent les prescriptions de l'alinéa 1, et cela, au moment de la mise en vigueur de la Convention. Elles se réservent la latitude de procéder à la fermeture des abattoirs dont l'installation n'est plus suffisante pour l'admission du bétail, ainsi qu'à l'ouverture d'établissements nouveaux, pourvus de tous les perfectionnements exigibles. Les deux Parties contractantes se feront mutuellement part, en temps opportun, des mesures prises par elles dans ce sens.

10. Les gouvernements des deux Parties contractantes se réservent de s'entendre sur la désignation des abattoirs situés sur la frontière bavaroise et la frontière saxonne du côté de l'Autriche, et dans lesquels seront admis annuellement, aux fins d'abatage immédiat, en provenance de l'Autriche et de la Hongrie ensemble, 80,000 têtes de porcs sains, au maximum, contre présentation de certificats délivrés par des vétérinaires officiels. Ces certificats devront être rédigés conformément aux prescriptions de l'article 2 de la Convention sur les épizooties et contenir, en outre, une attestation d'une part, que les animaux seront reconnus avoir été tenus en observation par un médecin vétérinaire, pendant trente jours avant leur expédition du lieu d'origine et jugés indemnes de tout indice suspect et, d'autre part, que le territoire de la circonscription administrative de première instance dans laquelle les animaux auront séjourné, est franc de peste porcine ainsi que de piétin et de fièvre aphteuse.

De ces 80,000 têtes de porcs, 50,000 seront attribuées aux abattoirs de la frontière bavaroise et 30,000 à ceux de la frontière saxonne. En conséquence, il peut être amené, hebdomadairement, jusqu'à 962 têtes aux premiers, et jusqu'à 577 têtes aux seconds. Ces contingents hebdomadaires sont susceptibles d'être renversés, sous la réserve que, dans l'espace d'un mois, plus de 5,625 pièces de porcs ne pourront être admises dans les abattoirs de la frontière bavaroise, et qu'il ne pourra pas en entrer plus de 3,375 dans ceux de la frontière saxonne.

La viande et le lard de ces animaux peuvent être débités dans les localités suivantes, en dehors de celles où se trouvent les abattoirs :

a. Si l'abatage a eu lieu dans les abattoirs de la frontière bavaroise : à Munich, à Nuremberg, Fürth, Hof, Augsburg, Ludwigshafen, Stuttgart, Kannstadt, Heilbronn, Mannheim, Karlsruhe et Pforzheim ;

b. Si l'abatage a eu lieu dans les abattoirs de la frontière saxonne : à Dresde, Leipzig, Chemnitz, Zwickau, Glauchau, Meerane, Plauen, Crimmitschau, Werdau, Reichenbach, Greiz et Gera.

En ce qui concerne l'importation, on appliquera pour le reste, les dispositions arrêtées de commun accord pour l'admission des bœufs et moutons d'abattoir (cf. chiffre 9 du présent Protocole final).

11. La prescription contenue dans le dernier alinéa de l'article 5 de la Convention sur les épizooties ne s'étend pas au transit par chemin de fer en wagons officiellement scellés. Toutefois aucun chargement complémentaire de bétail, aucun changement de voiture et aucun retard dans le transport ne seront tolérés, durant la traversée de la circonscription infectée.

12. Les tableaux annexés au présent Protocole final et dans lesquels sont énumérés les principaux bureaux de douane de la frontière qui entrent en ligne de compte pour le commerce d'échange du bétail, ne pourront, dans la suite, être modifiés qu'après une entente particulière des deux Etats contractants.

13. Les animaux mis au pacage dans les conditions prévues à l'article 9 de la Convention sur les épizooties ne pourront passer dans le libre trafic de celle des deux Parties contractantes sur le territoire de laquelle le pacage se trouve, que si aucun doute ne se présente relativement à leur bon état de santé, et si aucune interdiction ni aucune limitation d'importation provenant de la police vétérinaire ne frappe leur pays d'origine.

14. En ce qui concerne les animaux de l'espèce bovine importés sur le territoire de l'Empire Allemand, en provenance des districts-frontières de l'Autriche-Hongrie, par des agriculteurs des districts-frontières de la Bavière, de la Saxe et du Wurtemberg, pour être employés par eux, dans leur propre exploitation, à la culture ou à l'élevage, et en invoquant le bénéfice des facilités consenties dans l'application des mesures de police sanitaire par des réglemens autonomes, les Gouvernements des deux Parties contractantes pourront déterminer, d'un commun accord, des poids normaux à prendre pour base du calcul des droits au poids conventionnels.

15. Si, dans l'application de la Convention sur les épizooties, des différences d'interprétation viennent à se présenter entre les deux Parties contractantes, il est fait appel, sur la demande de l'une des deux Parties, à l'avis consultatif d'une commission mixte. Cet avis est pris en considération dans la solution qui est ensuite adoptée.

Chacune des deux Parties contractantes nomme deux membres de la commission. La commission est autorisée, dans les cas où l'accord ne s'établit pas dans son sein, à nommer, par cooptation, un cinquième membre. Ce cinquième membre est choisi, à moins que la commission n'en décide autrement, dans le premier cas de la formation d'une commission mixte, parmi les ressortissants de l'une des Parties contractantes, dans le second cas, parmi les ressortissants de l'autre Partie, et ainsi de suite, à tour de rôle. Dans la première éventualité de cette nature, le sort décide quelle sera celle des deux Parties contractantes à laquelle il appartiendra de choisir, parmi ses ressortissants, le cinquième membre de la commission.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme ratifié par les deux Parties contractantes, sans formalité particulière, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention sur les épizooties à laquelle il se réfère, a été signé à Berlin, en double expédition, le 25 janvier 1905.

Comte POSADOWSKY.

Baron DE RICHTHOFEN.

SZÖGYÉNY.

Annexe.

Bureaux de douane-frontière par lesquels ont lieu les plus importants échanges de bestiaux.

A. — EN ALLEMAGNE.

ÉTAT CONFÉDÉRÉ	STATIONS D'ENTRÉE				REMARQUES
	ANIMAUX			PRODUITS ANIMAUX A L'EXCEPTION de la viande	
	RUMINANTS	CHEVAUX	VOLAILLE		
Prusse.	Myslowitz. Dzieditz. Österr. Oderberg.	Myslowitz. Oswiecim. Österr. Oderberg. Dzieditz.	Myslowitz. Oswiecim. Österr. Oderberg. Seidenberg	Il ne sera pas apporté de modification ni de limitation aux usages adoptés relativement aux stations d'entrée sans un motif sérieux.	1. En ce qui concerne l'époque des importations, les règles suivies jusqu'ici seront le plus possible maintenues; s'il se produit quelque modification, elle sera notifiée en temps opportun à l'autre partie contractante. 2. Outre les stations spécifiées ci-contre, un trafic plus ou moins grand se produit à d'autres stations, qu'on ne peut pas spécifier globalement. Il ne sera donc pas fait de modifications aux usages concernant le trafic actuel, sans un motif sérieux.
ÉTAT CONFÉDÉRÉ	STATIONS D'ENTRÉE			PRODUITS ANIMAUX A L'EXCEPTION de la viande	REMARQUES
	POUR ANIMAUX				
Bavière.	Tittmoning, Freilassin bezw. Gare de Salzbourg, Kufstein, Mittenwald, Gare d'Eisenstein, Wegscheid, Passau, Simbach, Furth im Wald, Füssen, Lindau, Oberjoch, Kiefersfelden, Sachrang, Pfronten - Steinach, Ziegelhaus, Aach, Laufen, Kappel, Haibach, Burghausen, Kleinphilippsreuth, Schafberg, Neuaigen, Maidhaus, Bärnau, Wildenau.			Furth im Wald., Simbach, Passau, Salzbourg bezw. Freilassing, Kufstein, Lindau.	Comme ci-dessus.
Saxe (Royaume de).	Zittau, Bodenbach-Tetschen, Weipert, Voitzersreuth.			Zittau, Bodenbach-Tetschen, Voitzersreuth.	Comme ci-dessus.
Wurtemberg.	Friedrichshafen.			Friedrichshafen.	Comme ci-dessus.
Bade.	Constance.			Constance.	Comme ci-dessus.

B. — EN AUTRICHE-HONGRIE.

I. DANS LE TYROL :

1. Kufstein.
2. Kiefersfelden.
3. Wildbichl.
4. Scharnitz.
5. Leutasch-Schanze.
6. Pinswang.
7. Schönbichl.
8. Vilsrain.
9. Springen-Ach.
10. Unterhochsteg.
11. Bregenz.
12. Lindau (in Bayern).

II. DANS LE DUCHÉ DE SALZBOURG :

1. Oberndorf.
2. Salzburg.
3. Saalbrücke.
4. Hamerau.
5. Steinpass.

III. DANS LA HAUTE-AUTRICHE :

1. Schärding.
2. Passau (in Bayern).
3. Haibach.
4. Oberkappel.
5. Hanging (zu Wegscheid in Bayern).
6. Schwarzenberg.
7. Braunau.
8. Simbach (in Bayern).
9. Ach.
10. Ettenau.

IV. EN BOHÊME.

A. VERS LA BAVIÈRE.

1. Landstrasse.
2. Eisenstein.
3. Neumark.
4. Furth (in Bayern).
5. Vollman.
6. Haselbach.
7. Schwarzach.
8. Rosshaupt.

9. Paulusbrunn.
10. Mühlbach.
11. Wies.
12. Neuhausen.
13. Selberstrasse.

B. VERS LA SAXE.

1. Rossbach.
2. Voitzersreuth (gare).
3. Voitzersreuth (Strasse).
4. Weipert (gare).
5. Weipert (Strasse).
6. Bodenbach-Tetschen.
7. Niedereinsiedt (zu Sebnitz in Sachsen).
8. Rosenhain (zu Sohland in Sachsen).
9. Georgswalde (zu Ebersbach in Sachsen).
10. Warnsdorf.
11. Zittau (in Sachsen).

C. VERS LA PRUSSE.

1. Seidenberg (in Preussen).
2. Liebau (in Preussen).
3. Halbstadt.
4. Nachod.
5. Mittelwalde.

V. EN SILÉSIE.

1. Ziegenhals (Bahnhof in Preussen).
2. Hennersdorf.
3. Hotzenplotz.
4. Jägerndorf (gare).
5. Jägerndorf (Stadt).
6. Troppau.
7. Katharein.
8. Katharein (Piltcher Strasse).
9. Dzieditz (gare).
10. Oderberg (gare).
11. Oderberg (ville).
12. Petrowitz.

VI. EN GALICIE.

1. Oswiecim.
2. Jaworzno.
3. Szczakowa.

TEXTE ORIGINAL

Viehseuchenübereinkommen zwischen dem Deutschen Reich und Österreich- Ungarn.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der Kaiser von

Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn, andererseits, von dem Wunsche geleitet, den Verkehr mit Tieren und tierischen Rohstoffen zwischen den beiderseitigen Gebieten durch neue Vereinbarungen zu regeln, haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:

Allerhöchstihren, Staatsminister, Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Innern. Arthur Grafen von Posadowsky-Wehner und

Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Oswald Freiherrn von Richthofen,

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

Allerhöchstihren Kämmerer, Wirklichen Geheimen Rat, ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Ladislaus Szögyény-Marich von Magyar-Szögyén und Szolgaegyháza,

welche unter Vorbehalt der beiderseitigen Ratifikation nachstehendes Viehseuchenübereinkommen abgeschlossen haben:

Artikel 1.

Der Verkehr mit Tieren einschliesslich des Geflügels, mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, welche Träger des Ansteckungsstoffs von Tierseuchen sein können, aus den Gebieten des einen der vertragsschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen kann auf bestimmte Eintrittsstationen beschränkt und dort einer tierärztlichen Kontrolle von seiten jenes Staates, in welchen der Übertritt stattfindet, unterworfen werden.

Artikel 2.

Bei der Einfuhr der im Artikel 1 bezeichneten Tiere und Gegenstände aus den Gebieten des einen in oder durch die Gebiete des anderen Teiles ist ein Ursprungszeugnis beizubringen. Dasselbe wird von der Ortsbehörde ausgestellt und ist, sofern es sich auf lebende Tiere bezieht, mit der Bescheinigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarztes über die Gesundheit der betreffenden Tiere zu versehen. Ist das Zeugnis nicht in deutscher Sprache ausgefertigt, so ist demselben eine amtlich beglaubigte deutsche Übersetzung beizufügen. Das Zeugnis muss von solcher Beschaffenheit sein, dass die Herkunft der Tiere und Gegenstände und der bis zur Eintrittsstation zurückgelegte Weg mit Sicherheit verfolgt werden kann; die tierärztliche Bescheinigung muss sich ferner darauf erstrecken, dass am Herkunftsort und in den Nachbargemeinden innerhalb der letzten 40 Tage vor der Absendung die Rinderpest oder eine andere Seuche, hinsichtlich deren die Anzeigepflicht besteht und die auf die betreffende Tiergattung, für welche diese Zeugnisse ausgestellt sind, übertragbar ist, nicht geherrscht hat. (Vergleiche jedoch wegen der tierärztlichen Bescheinigungen bei Geflügelsendungen Absatz 4.)

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Rotlauf oder Wut in einer Nachbargemeinde steht der Ausstellung des Zeugnisses nicht entgegen, ist jedoch auf ihm ersichtlich zu machen. Dasselbe gilt bezüglich des Bläschenausschlags bei der Ausstellung von Zeugnissen sür Ochsen und Wallache.

Für Pferde, Maultiere, Esel und Rindvieh sind Einzelpässe auszustellen, für Schafe, Ziegen, Schweine und Geflügel sind Gesamtpässe zulässig.

Die Gesamtpässe für Geflügelsendungen müssen mit der Bescheinigung versehen sein, dass in der Gemeinde, aus der die Tiere zur Ausfuhr gelangen, eine ansteckende Geflügelkrankheit weder herrscht, noch innerhalb 14 Tagen nach dem Tage, an welchem eine solche Krankheit amtlich für erloschen erklärt worden ist, geherrscht hat. Dabei wird vorausgesetzt, dass zwischen dem letzten Krankheitsfall und dem Zeitpunkte der amtlichen Erklärung des Erlöschens der Seuche ebenfalls 14 Tage liegen.

Die Dauer der Gültigkeit der Zeugnisse beträgt acht Tage. Läuft diese Frist während des Transports ab, so muss, damit die Zeugnisse weitere acht Tage gelten, das Vieh von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarzte neuerdings untersucht und von diesem der Befund auf dem Zeugnisse vermerkt werden.

Bei Eisenbahn- und Schifftransporten muss von der Verladung eine besondere Untersuchung durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarzt vorgenommen und der Befund in das Zeugnis eingetragen werden.

Eisenbahn- und Schifftransporte von Geflügel sind jedoch vor der Verladung einer tierärztlichen Untersuchung nur dann zu unterziehen, wenn die für sie beigebrachten tierärztlichen Gesundheitsbescheinigungen vor mehr als drei Tagen ausgestellt sind.

Der Verkehr mit geschmolzenem Talg und Fett, mit fabriksmässig gewaschener und in geschlossenen Säcken verpackter Wolle, mit in geschlossenen Kisten oder Fässern eingelegten, trockenen oder gesalzenen Därmen ist auch ohne Beibringung von Ursprungszeugnissen gestattet.

Artikel 3.

Sendungen, die den angeführten Bestimmungen nicht entsprechen, ferner Tiere, die vom Grenztierarzte mit einer ansteckenden Krankheit behaftet oder einer solchen verdächtig befunden werden, endlich Tiere, die mit kranken oder verdächtigen Tieren zusammen befördert oder sonst in Berührung gekommen sind, können an der Eintrittsstation zurückgewiesen werden. Den Grund der Zurückweisung hat der Grenztierarzt auf dem Zeugnis anzugeben und mit seiner Unterschrift zu bestätigen.

Die erfolgte Rückweisung und der Anlass hierzu wird von der Grenzzollbehörde ohne Verzug der politischen Behörde des Grenzbezirktes jenes vertragschliessenden Teiles, aus welchem die Ausfuhr stattfinden sollte, im kürzesten Wege angezeigt werden.

Wird eine solche Krankheit an eingeführten Tieren erst nach

erfolgt dem Grenzübertritt im Bestimmungslande wahrgenommen, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem anderen vertragschliessenden Teile unverweilt zuzusenden.

In allen in diesem Artikel vorgesehenen Fällen ist ein etwa namhaft gemachter Kommissar des anderen vertragschliessenden Teiles (Artikel 6) ohne Verzug und unmittelbar zu verständigen.

Artikel 4.

Wenn die Rinderpest in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile auftritt, so steht dem anderen Teile das Recht zu, die Einfuhr von Wiederkäuern, Schweinen und tierischen Rohstoffen, sowie von giftfangenden Gegenständen für die Dauer der Seuchengefahr zu verbieten oder zu beschränken.

Artikel 5.

Wenn aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile durch den Viehverkehr eine ansteckende Tierkrankheit, hinsichtlich deren die Verpflichtung zur Anzeige besteht, nach den Gebieten des anderen Teiles eingeschleppt worden ist, so steht letzterem das Recht zu, die Einfuhr von Tieren aller derjenigen Gattungen für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten, auf welche der Ansteckungsstoff übertragbar ist.

Ferner ist, wenn eine dieser Tierkrankheiten in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile in bedrohlicher Weise herrscht, der andere Teile befugt, die Einfuhr von Tieren aller derjenigen Gattungen, auf die der Ansteckungsstoff übertragbar ist, für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

Einfuhrverbote dürfen, wenn es sich um Rotz, Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Räude der Einhufer, Bläschenauschlag der Einhufer und des Rindviehs, sowie um Krankheiten des Geflügels handelt, nur für Herkünfte aus den Ursprungsgebieten (Absatz 1) oder aus den von der Seuche betroffenen Gebieten (Absatz 2) erlassen werden. Im Falle des Absatzes 2 gilt diese Bestimmung auch bei Lungenseuche des Rindviehs.

Als Ursprungs- oder von der Seuche betroffene Gebiete im Sinne dieser Vorschrift gelten

a) hinsichtlich der Lungenseuche:

in Österreich die in der Anlage 1 näher bezeichneten Sperrgebiete.

in Ungarn die Komitate,

im Deutschen Reiche Bundesstaaten, Regierungsbezirke oder letzteren gleichstehende Verwaltungsbezirke;

b) hinsichtlich der übrigen im Absätze 3 dieses Artikels aufgeführten Seuchen:

in Österreich und in Ungarn die in der Anlage II näher bezeichneten Sperrgebiete,

im Deutschen Reiche dieselben Gebiete wie zu a).

Die Vorschriften der vorstehenden Absätze gelten auch für solche tierische Rohstoffe und Gegenstände, welche Träger des Ansteckungsstoffs sein können.

Wegen der Einschleppung oder wegen des Herrschens der Tuberculose finden Einfuhrverbote nicht statt.

Die in den Seuchengesetzgebungen der vertragschliessenden Teile enthaltenen Vorschriften, welchen zufolge im Falle des Ausbruchs von ansteckenden Tierkrankheiten an oder in der Nähe der Grenze zur Abwehr und Unterdrückung derselben der Verkehr zwischen den beiderseitigen Grenzbezirken, sowie der einen gefährdeten Grenzbezirk transitierende Verkehr besonderen Beschränkungen und Verboten unterworfen werden kann, werden durch das gegenwärtige Abkommen nicht berührt.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile räumen sich gegenseitig die Befugnis ein, durch Kommissare in den Gebieten des anderen Teiles Erkundigungen über den Gesundheitszustand der Viehbestände, über die Einrichtung von Viehhöfen, Schlachthäusern, Quarantäneanstalten und dergleichen sowie über die Durchführung der bestehenden veterinärpolizeilichen Vorschriften an Ort und Stelle einziehen zu lassen. Einer vorgängigen Anmeldung der Kommissare bedarf es nicht. Die vertragschliessenden Teile werden die Behörden allgemein anweisen, den Kommissaren des anderen Teiles, sobald sie sich als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

Artikel 7.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird periodische Nachweisungen über den jeweiligen Stand der Tierseuchen erscheinen und dieselben dem anderen vertragschliessenden Teile direkt zukommen lassen.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich die Behörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest ausbricht, wird den Regierungen des anderen Teiles von dem Ausbruch und der Verbreitung derselben auf telegraphischem Wege direkt Nachricht gegeben werden.

Artikel 8.

Eisenbahnwagen, in welchen Pferde, Maultiere, Esel, Rindvieh, Schafe, Ziegen, Schweine oder Geflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen nach Massgabe der gleichzeitig mit dem Viehseuchenübereinkommen vereinbarten Bestimmungen gereinigt und desinfiziert werden.

Die vertragschliessenden Teile werden die gemäss Absatz 1 im Bereich eines Teiles vorschriftsmässig vollzogene Reinigung und Desinfektion als auch für den anderen Teil geltend anerkennen.

Artikel 9.

Der Weideverkehr aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen ist unter nachstehenden Bedingungen gestattet :

a) Die Eigentümer der Herden werden beim Grenzübertritt ein Verzeichnis der Tiere, welche sie auf die Weide bringen wollen, mit der Angabe der Stückzahl und der charakteristischen äusseren Merkmale derselben zur Verifizierung (Prüfung und Beglaubigung) vorlegen.

b) Die Rückkehr der Tiere wird nur nach Feststellung ihrer Identität bewilligt.

Wenn jedoch während der Weidezeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teile der Herden oder auch nur an einem weniger als 20 Kilometer von dem Weideplatz entfernten Orte oder auf jener Strasse, auf welcher die Rückkehr der Herde zur Grenzstation erfolgen soll, ausbricht, so ist die Rückkehr des Viehs nach den Gebieten des anderen Teiles untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung usw.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der von der Seuche noch nicht ergriffenen Tiere nur unter Anwendung von durch die zuständigen Behörden zur Verhinderung der Seuchenverschleppung vereinbarten Sicherungsmassregeln erfolgen.

Artikel 10.

Die Bewohner von nicht mehr als 5 Kilometer von der Grenze entfernt liegenden Ortschaften können die Grenze in beiden Richtungen zu jeder Stunde mit ihren eigenen, an den Pflug oder an ein Fuhrwerk gespannten Tieren überschreiten, jedoch nur zum Zwecke landwirtschaftlicher Arbeiten oder in Ausübung ihres Gewerbes und unter Beobachtung der bestehenden Zollvorschriften.

Diese Vergünstigung kann seitens der vertragschliessenden Teile von der Erfüllung folgender Bedingungen abhängig gemacht werden :

a) Jedes Gespann, welches die Grenze zu landwirtschaftlicher Arbeit oder im Gewerbebetrieb überschreitet, muss mit einem Zeugnisse des Ortsvorstandes der Gemeinde versehen sein, in welcher sich der Stall befindet. Dieses Zeugnis muss den Namen des Eigentümers oder des Führers des Gespannes, die Beschreibung der Tiere und die Angabe des Umkreises (in Kilometern) des Grenzgebiets, in welchem das Gespann zu arbeiten bestimmt ist, enthalten.

b) Überdies ist beim Austritte wie bei der Rückkehr ein Zeugnis des Ortsvorstandes derjenigen Grenzgemeinde erforderlich, aus welcher das Gespann kommt und im Falle des Durchzugs durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch eine Bescheinigung der letzteren, womit bestätigt wird, dass die betreffende Gemeinde vollkommen frei von jeder Tierseuche ist und dass auch in einem Umkreise von 10 Kilometern die Rinderpest und Lungenseuche nicht vorkommen. Dieses Zeugnis muss alle 6 Tage erneuert werden.

Artikel 11.

Die bei dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Übereinkommens etwa noch bestehenden, mit seinen Bestimmungen nicht vereinbaren Beschränkungen und Verbote sind ausser Kraft zu setzen.

Artikel 12.

Das gegenwärtige Übereinkommen ist bestimmt, das Viehseuchenübereinkommen zwischen den vertragschliessenden Teilen vom 6. Dezember 1891 zu ersetzen.

Es soll gleichzeitig mit dem zwischen den vertragschliessenden Teilen vereinbarten Zusatzvertrage zu dem bestehenden Handels- und Zollvertrage vom 6. Dezember 1891 in Geltung treten und so lange in Wirksamkeit bleiben, als der genannte Handels- und Zollvertrag, auf Grund der im Zusatzvertrage getroffenen Bestimmung über seine fernere Dauer, fortbesteht.

Die Ratifikationen des gegenwärtigen Übereinkommens sollen gleichzeitig mit denen des Zusatzvertrags zum bestehenden Handels- und Zollvertrag ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beige drückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 25. Januar 1905.

(L. S.) GRAF VON POSADOWSKY.

(L. S.) FREIHERR VON RICHTHOFEN.

(L. S.) SZÖGYÉNY.

Anlage I.

Verzeichnis der Gebiete in Österreich, gegen die seitens des Deutschen Reichs nach Artikel 5 Absatz 2 und 3 des Viehseuchenübereinkommens Einfuhrverbote wegen bedrohlichen Auftretens von Lungenseuche erlassen werden dürfen.

**I. ERSTES SPERRGEBIET
IN NIEDERÖSTERREICH.**

Bezirks- hauptmann- schaft	Waidhofen a. d. Thaya.
	Gmünd.
	Zwettl.
	Pöggstall.
	Horn.
	Krems.
	Oberhollabrunn.
	Tulln.
	Korneuburg.
	Mistelbach.
	Unter-Gänserndorf.
	Floridsdorf.

**II. ZWEITES SPERRGEBIET
IN NIEDERÖSTERREICH.**

Bezirks- hauptmann- schaft	Amstetten.
	Scheibbs.
	Melk.
	Sankt Pölten.
	Lilienfeld.
	Hietzing.
	Bruck a. d. Leitha.
	Mödling.
	Baden.
	Wiener-Neustadt.
Reichs-Haupt- Stadt	Neunkirchen.
	und Residenzstadt Wien.
	Wiener-Neustadt.
	Waidhofen a. d. Ybbs.

III. OBERÖSTERREICH.

IV. HERZOGTHUM SALZBURG.

V. STEIERMARK.

VI. KÄRNTEN.

VII. KRAIN.

VIII. KÜSTENLAND.

IX. TIROL UND VORARLBERG.

X. ERSTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Asch.
	Eger.
	Plan.
	Graslitz.
	Tepl.
	Marienbad.
	Kralovitz.
	Hofovitz.
	Rakonitz.
	Rokitzan.
	Podersam.
	Kaaden.
	Joachimsthal.
Falkenau.	
Karlsbad.	
Luditz.	

XI. ZWEITES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Komotau.
	Brüx.
	Dux.
	Teplitz.
	Aussig.
	Leitmeritz.
	Raudnitz.
	Melnik.
	Schlan.
	Saaz.
Laun.	

XII. DRITTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Tetschen.
	Schluckenau.
	Rumburg.
	Gabel.
	Reichenberg.
	Friedland.
	Gablonz.
	Semil.
	Turnau.
	Jičin.
	Podebrad.
	Jungbunzlau.
	Dauba.
Böhmisch Leipa.	
Münchengrätz.	
Stadt.....	Reichenberg.

XIII. VIERTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Starkenbach.
	Hohenelbe.
	Trautenau.
	Braunau.
	Neustadt.
	Senftenberg.
	Reichenau.
	Königgrätz.
	Neupaka.
Königinhof.	
Neu-Bydžov.	

XIV. FÜNFTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Pardubitz.
	Hohenmauth.
	Landskron.
	Leitomischl.
	Polička.
	Chrudim.
	Chotěboř.
	Deutschbrod.
Ledec.	
Caslau.	

XV. SECHSTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Tabor.
	Pilgram.
	Neuhaus.
	Wittingau.
	Kaplitz.
	Krumau.
	Prachatz.
	Budweis.
Moldautein.	

XVI. SIEBENTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Schüttenhofen.
	Klattau.
	Taus.
	Bischofteinitz.
	Tachau.
	Mies.
	Pilsen.
	Blatna.
	Mühlhausen.
	Pisek.
Strakonitz.	
Prestitz.	

XVII. ACHTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	Selčan.
	Příbram.
	Smichow.
	Kladno.
	Karolinenthal.
	Böhmisch Brod.
	Kolin.
	Kuttenberg.
	Beneschau.
	Königl. Weinberge.
Zižkov.	
Stadt.....	Prag.

XVIII. ERSTES SPERRGEBIET IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Datschitz.
	{	Iglau.
	{	Neustadtl.
	{	Boškovitz.
	{	Gross Meseritsch.
	{	Trebitsch.
	{	Brünn.
	{	Tischnowitz.
	{	Kromau.
	{	Mährisch-Budwitz.
Stadt	{	Znaim.
	{	Nikolsburg.
	{	Auspitz.
	{	Brünn.
	{	Iglau.
	{	Znaim.

XIX. ZWEITES SPERRGEBIET IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Göding.
	{	Gaya.
	{	Ungarisch Hradisch.
	{	Ungarisch Brod.
	{	Hollerschau.
	{	Prerau.
	{	Kremsier.
	{	Wischau.
	{	Prossnitz.
	{	Ungarisch Hradisch.
Stadt	{	Kremsier.

XX. DRITTES SPERRGEBIET IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Olmütz.
	{	Sternberg.
	{	Littau.
	{	Römerstadt.
	{	Mährisch Trübau.
	{	Hohenstadt.
	{	Schönberg.
	{	Wallachisch Meseritsch.
	{	Weisskirchen.
	{	Neutitschein.
	{	Mährisch-Ostrau.
	{	Mistek.
Stadt	{	Olmütz.

XXI. SCHLESIEN.

XXII. ERSTES SPERRGEBIET IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Saybusch.
	{	Biala.
	{	Chrzanów.
	{	Wadowice.
	{	Krakau.
	{	Podgórze.
	{	Wieliczka.
	{	Myślenice.
	{	Bochnia.
	{	Limanowa.
	{	Neumarkt.

Bezirks- hauptmann- schaft (suite) Stadt	{	Neu-Sandec.
	{	Brzesko.
	{	Dabrowa.
	{	Tarnów.
	{	Grybów.
	{	Krakau.

XXIII. ZWEITES SPERRGEBIET IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Gorlice.
	{	Jaslo.
	{	Pilzno.
	{	Mielec.
	{	Tarnobrzeg.
	{	Nisko.
	{	Kolbuszowa.
	{	Ropczyce.
	{	Przeworsk.
	{	Łańcut.
	{	Rzeszów.
	{	Strzyżów.
	{	Krosno.
	{	Sanok.
	{	Brzozów.

XXIV. DRITTES SPERRGEBIET IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Jarosław.
	{	Przemyśl.
	{	Dobromil.
	{	Lisko.
	{	Turka.
	{	Staremiasto.
	{	Sambor.
	{	Mościska.
	{	Jaworów.
	{	Cieszanów.
	{	Rawa ruska.
	{	Sokal.
	{	Zolkiew.
	{	Grodek.
	{	Rudki.
	{	Drohobycz.

XXV. VIERTES SPERRGEBIET IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Stryj.
	{	Dolina.
	{	Zydaczów.
	{	Bobrka.
	{	Lemberg.
	{	Kamionka Strumilowa.
	{	Brody.
	{	Złoczów.
	{	Przemyślany.
	{	Brzeżany.
	{	Rohatyn.
	{	Kalusz.
	{	Bohorodczany.
	{	Stanisław.

XXVI. FÜNFTES SPERRGEBIET

	IN GALIZIEN.
Bezirks- hauptmann- schaft	{ Nadworna.
	{ Tlumacz.
	{ Buczacz.
	{ Podhajce.
	{ Tarnopol.
	{ Zbaraz.
	{ Skalat.
	{ Trembowla.
	Husiatyn.

Bezirks- hauptmann- schaft (suite)	{ Czortków.
	{ Borszczów.
	{ Zaleszczyki.
	{ Horodenka.
	{ Kolomea.
	{ Peczenizyn.
	{ Sniatyn.
	Kosów.

XXVII. BUKOWINA.

XXXVIII. DALMATIEN.

Anlage II.

Verzeichnis der Gebiete in Österreich und in Ungarn, gegen die seitens des Deutschen Reichs nach Artikel 5 Absatz 1 bis 3 des Viehseuchenübereinkommens Einfuhrverbote erlassen werden können.

A. — IN ÖSTERREICH.

I. ERSTES SPERRGEBIET
IN NIEDERÖSTERREICH.

Bezirks- hauptmann- schaft	{ Floridsdorf.
	{ Untergänserndorf.
	{ Mistelbach.
	{ Oberhollabrunn.
	{ Korneuburg.
	Tulln.

II. ZWEITES SPERRGEBIET
IN NIEDERÖSTERREICH.

Bezirks- hauptmann- schaft	{ Horn.
	{ Krems.
	{ Waidhofen a. d. Thaya.
	{ Gmünd.
	{ Zwettl.
	Pöggstall.

III. DRITTES SPERRGEBIET
IN NIEDERÖSTERREICH.

Bezirks- hauptmann- schaft	{ Bruck a. d. Leitha.
	{ Mödling.
	{ Baden.
	{ Wiener Neustadt.
	{ Neunkirchen.
	Hietzing Umgebung.
Reichs-Haupt- Stadt.....	und Residenzstadt Wien.
	Wiener Neustadt.

IV. VIERTES SPERRGEBIET
IN NIEDERÖSTERREICH.

Bezirks- hauptmann- schaft	{ St. Pölten.
	{ Melk.
	{ Amstetten.
	{ Scheibbs.
	{ Lilienfeld.
Stadt.....	Waidhofen a. d. Ybbs.

V. ERSTES SPERRGEBIET
IN OBERÖSTERREICH.

Bezirks- hauptmann- schaft	{ Perg.
	{ Freistadt.
	{ Urfahr.
	{ Rohrbach.

VI. ZWEITES SPERRGEBIET
IN OBERÖSTERREICH.

Bezirks- hauptmann- schaft	{ Linz.
	{ Steyr.
	{ Kirchdorf.
	{ Gmunden.
	{ Linz.
Stadt.....	Steyr.

VII. DRITTES SPERRGEBIET
IN OBERÖSTERREICH

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Wels.
Schärding.
Ried.
Braunau.
Vöcklabruck.

VIII. SALZBURG.

IX. ERSTES SPERRGEBIET
IN STEIERMARK.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Bruck a. d. Mur.
Mürzzuschlag.
Leoben.
Liezen.
Gröbming.
Judenburg.
Murau.

X. ZWEITES SPERRGEBIET
IN STEIERMARK.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Hartberg.
Weitz.
Feldbach.
Radkersburg.
Luttenberg.
Marburg.
Pettau.
Stadt..... { Marburg.
Pettau.

XI. DRITTES SPERRGEBIET
IN STEIERMARK.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Graz Umgebung.
Voitsberg.
Deutsch Landsberg.
Windischgraz.
Feistritz.
Gonobitz.
Cilli Umgebung.
Rann.
Graz.
Cilli.
Stadt.....

XII. ERSTES SPERRGEBIET
IN KÄRNTEN.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Wolfsberg.
St. Veit.
Völkermarkt.
Klagenfurt Umgebung.
Stadt..... Klagenfurt.

XIII. ZWEITES SPERRGEBIET
IN KÄRNTEN.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Spittal.
Villach
Hermagor.

XIV. KRAIN.

XV. KÜSTENLAND

XVI. ERSTES SPERRGEBIET IN TIROL.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Kitzbühel.
Kufstein.
Schwaz.
Innsbruck.
Brixen.
Stadt..... Innsbruck.

XVII. ZWEITES SPERRGEBIET IN TIROL.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Reutte.
Imst.
Landeck.
Meran.
Schlanders.

XVIII. DRITTES SPERRGEBIET IN TIROL.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Lienz.
Bruneck.
Bozen.
Cavalese.
Primiero.
Borgo.
Stadt..... Bozen.

XIX. VIERTES SPERRGEBIET IN TIROL.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Cles.
Trient.
Tione.
Rovereto.
Riva.
Stadt..... { Trient.
Rovereto.

XX. VORARLBERG.

XXI. ERSTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Schluckenau.
Rumburg.
Tetschen.
Leitmeritz.
Böhmisch Leipa.
Friedland.
Gabel.
Reichenberg.
Gablonz.
Turnau.
Dauba.
Münchengrätz.
Melnik.
Stadt..... Reichenberg.

XXII. ZWEITES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Aussig.
Teplitz.
Dux.
Brüx.
Komotau.
Raudnitz.
Laun.
Saaz.
Podersam.
Schlan.
Rakonitz.

XXIII. DRITTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Kaaden.
		Joachimsthal.
		Karlsbad.
		Graslitz.
		Falkenau.
		Asch.
		Eger.
		Luditz.
		Kralovitz.
		Tepl.
Marienbad.		
Plan.		

XXIV. VIERTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Braunau.
		Trautenau.
		Hohenelbe.
		Starkenbach.
		Nachod.
		Neustad.
		Königinhof.
		Königgrätz.
		Neupaka.
		Semil.
Jičin.		
Neubydžov.		

XXV. FÜNFTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Poděbrad.
		Kolin.
		Kuttenberg.
		Jungbunzlau.
		Böhmisch Brod.
		Beneschau.
		Karolinenthal.
		Zižkov.
		Königl. Weinberge.
		Smichov.
Kladno.		
Prag.		

Stadt.....

XXVI. SECHSTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Hořovitz.
		Příbram.
		Selčan.
		Rokitzan.
		Blatna.
		Mühlhausen.
		Pisek.

XXVII. SIEBENTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Pilsen.
		Mies.
		Tachau.
		Přestitz.
		Bischofteinitz.
		Taus.
		Klattau.

XXVIII. ACHTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Reichenau.
		Senftenberg.
		Landskron.
		Hohenmauth.
		Leitomischl.
		Polička.
		Pardubic.
		Chrudim.
Caslau.		
Chotěbör.		

XXIX. NEUNTES SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Ledeč.
		Deutschbrod.
		Tabor.
		Pilgram.
		Moldautein.
		Neuhaus.
Wittingau.		

XXX. ZEHNTE SPERRGEBIET IN BÖHMEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Budweis.
		Prachatitz.
		Krumau.
		Kaplitz.
		Strakonitz.
		Schüttenhofen.

XXXI. ERSTES SPERRGEBIET IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Mährisch Schönberg.
		Hohenstadt.
		Mährisch Trübau.
		Römerstadt.
		Littau.
		Sternberg.
		Olmütz.
Olmütz.		

Stadt.....

XXXII. ZWEITES SPERRGEBIET IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Neustadtl.
		Iglau.
		Gross Meseritsch.
		Trebitsch.
		Datschitz.
		Mährisch Budwitz.
		Mährisch Kromau.
		Znaim.
		Iglau.
		Znaim.

Stadt.....

XXXIII. DRITTES SPERRGEBIET
IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Boskovitz.
		Prossnitz.
		Prerau.
		Tischnowitz.
		Brünn.
		Wischau.
		Kremsier.
		Auspitz.
		Gaya.
		Nikolsburg.
Stadt.....	{	Göding.
		Brünn.
		Kremsier.

XXXIV. VIERTES SPERRGEBIET
IN MÄHREN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Mährisch Ostrau.
		Mährisch Weisskirchen.
		Neustischlein.
		Mistek.
		Wallachisch Meseritsch.
		Holeschau.
		Ungarisch Hradisch.
		Ungarisch Brod.
Stadt.....	{	Ungarisch Brod.

XXXV. SCHLESIEEN.

XXXVI. ERSTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Chrzanów.
		Krakau.
		Podgórze.
		Wieliczka.
		Bochnia.
		Brzesko.
		Biala.
		Wadowice.
		Myślenice.
		Limanowa.
		Neu Sandec.
		Saybusch.
		Neumarkt.
Stadt.....	{	Krakau.

XXXVII. ZWEITES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Dabrowa.
		Mielec.
		Tarnobrzeg.
		Nisko.
		Kolbuszowa.
		Lańcut.
		Tarnów.
		Pilzno.
		Ropczyce.
		Rzeszów.
		Przeworsk.

XXXVIII. DRITTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Grybów.
		Gorlice.
		Iaslo.
		Strzyżów.
		Brzozów.
		Krosno.
		Sanok.
		Dobromil.
Stadt.....	{	Lisko.

XXXIX. VIERTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Jaroslau.
		Cieszanów.
		Rawa Ruska.
		Sokal.
		Jaworów.
		Zolkiew.
		Przemyśl.
		Mościska.
Stadt.....	{	Grodek.

XL. FÜNFTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Stary Sambor.
		Sambor.
		Rudki.
		Drohobycz.
		Zydaczów.
		Turka.
		Stryj.
		Dolina.

XLI. SECHSTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks- hauptmann- schaft	{	Kamionka Strumilowa.
		Brody.
		Lemberg.
		Zloczów.
		Bobrka.
		Przemyślany.
		Brzeżany.
		Rohatyn.
Stadt.....	{	Lemberg.

XLII. SIEBENTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Tarnopol.
Zbaraz.
Skalat.
Podhajce.
Trembowla.
Husiatyn.
Buczacz.
Czortków.
Zaleszczyki.
Borszczów.

XLIII. ACHTES SPERRGEBIET
IN GALIZIEN.

Bezirks-
hauptmann-
schaft { Kalusz.
Stanislaw.
Tlumacz.
Horodenka.
Bohorodzany.
Nadwórna.
Kolomea.
Sniatyn.
Peczenizyn.
Kosów.

XLIV. BUKOWINA.

XLV. DALMATIEN.

B. — IN UNGARN.

1. Sperrgebiet: Komitat Abauj-Torna und die Munizipalstadt Kassa (Kaschau).
2. Sperrgebiet: Komitat Alsó-Fehér.
3. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Arad die Stuhlrichterbezirke Arad, Borosjenő, Elek, Kisjenő, Pécska, Vilagos und die Munizipalstadt Arad.
4. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Arad die Stuhlrichterbezirke Borossebes, Nagyhalmágy, Radna, Ternoza.
5. Sperrgebiet: Die Komitate Arva, Liptó, Turóc.
6. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Bács-Bodrog die Stuhlrichterbezirke Bácsalmás, Baja, Topolya, Zenta, Zombor; ferner die Stadt Zenta und die Munizipalstädte Baja, Szabadka (Maria Theresiopel) und Zombor.
7. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Bács-Bodrog die Stuhlrichterbezirke Apatin, Hódcság, Kula, Nemetpalánka, Obecse, Titel, Ujvidék, Zsablya und die Munizipalstadt Ujvidék (Neusatz).
8. Sperrgebiet: Komitat Baranya und die Munizipalstadt Pécs (Fünfkirchen).
9. Sperrgebiet: Komitate Bars und Hont und die Munizipalstadt Selmecz (Schemnitz)-és Bélabánya.
10. Sperrgebiet: Komitat Békés.
11. Sperrgebiet: Komitat Bereg und Ugocsa.
12. Sperrgebiet: Komitat Besztercze-Naszód.
13. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Bihar die Stuhlrichterbezirke Berettyóújfalú, Derecske, Erőmihályfalva, Margitta, Székelyhid, Sárrét.
14. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Bihar die Stuhlrichterbezirke Cséffa, Eled, Központ, Mezökeresztes, Szalárd und die Munizipalstadt Nagyvárad (Groszwardein).
15. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Bihar die Stuhlrichterbezirke Bél, Belényes, Magyarcséke, Nagyszalonta, Tenke, Vaskó.
16. Sperrgebiet: Komitat Borsod.
17. Sperrgebiet: Die Komitate Brassó und Háromszék.
18. Sperrgebiet: Die Komitate Csanád, Csongrád und die Munizipalstädte Hódmezővásárhely und Szeged (Szegecin).
19. Sperrgebiet: Komitat Csik.
20. Sperrgebiet: Die Komitate Esztergom, Győr, Komárom und die Munizipalstädte Győr (Raab) und Komárom (Komorn).
21. Sperrgebiet: Komitat Fejér und die Munizipalstadt Székes-Fejérvár (Stuhlweissenburg).
22. Sperrgebiet: Die Komitate Fogaras und Szeben.
23. Sperrgebiet: Die Komitate Gömör és Kishont und Zólyom.
24. Sperrgebiet: Komitat Hajdu und die Munizipalstadt Debreczen (Debreczin).
25. Sperrgebiet: Komitat Heves.
26. Sperrgebiet: Komitat Hunyad.
27. Sperrgebiet: Komitat Jász-Ragykun-Szolnok.
28. Sperrgebiet: Die Komitate Kis-Küküllő und Nagy-Küküllő.
29. Sperrgebiet: Komitat Kolozs und die Munizipalstadt Kolozsvár (Klausenburg).

30. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Krassó-Szörény die Stuhlrichterbezirke Béga, Bogsán, Facset, Karánsebes, Lugos, Maros, Temes und die Städte Karánsebes und Lugos.

31. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Krassó-Szörény die Stuhlrichterbezirke Bozovics, Jám, Moldova, Oravicza, Orsova, Resicza und Teregoava.

32. Sperrgebiet: Komitat Máramaros.

33. Sperrgebiet: Die Komitate Maros-Torda und Udvarhely und die Munizipalstadt Marosvásárhely.

34. Sperrgebiet: Die Komitate Moson, Sopron und die Munizipalstadt Sopron (Ödenburg).

35. Sperrgebiet: Komitat Nógrád.

36. Sperrgebiet: Komitat Nyitra.

37. Sperrgebiet: Aus dem Komitat Pest-Pilis-Solt-Kiskun die Stuhlrichterbezirke Bia, Gödöllő, Pomáz, Vác, ferner die Städte Szent Endre (St. Andrä) und Vác (Waitzen) und die Haupt- und Residenzstadt Budapest.

38. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Pest-Pilis-Solt-Kiskun die Stuhlrichterbezirke Alsódabas, Monor, Nagykáta, Ráczkeve, ferner die Städte Nagykőrös und Czegléd und die Munizipalstadt Kecskemét.

39. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Pest-Pilis-Solt-Kiskun die Stuhlrichterbezirke Abonyiálsó, Dunavecse, Kalocsa, Kiskőrös, Kiskunfélegyháza und Kunszentmiklós und die Städte Kiskunhalas und Kiskunfélegyháza.

40. Sperrgebiet: Komitat Pozsony und die Munizipalstadt Pozsony (Pressburg).

41. Sperrgebiet: Komitat Sáros.

42. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Somogy die Stuhlrichterbezirke Igal, Lengyeltóti, Marczali und Tab.

43. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Somogy die Stuhlrichterbezirke Bares, Csurgó, Kaposvár, Nagyatád, Szigetvár und die Stadt Kaposvár.

44. Sperrgebiet: Komitat Szabolcs.

45. Sperrgebiet: Komitat Szatmár und die Munizipalstadt Szatmár-Németi.

46. Sperrgebiet: Komitat Szepes.

47. Sperrgebiet: Komitat Szilágy.

48. Sperrgebiet: Komitat Szolnok-Doboka.

49. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Temes die Stuhlrichterbezirke Buziás, Központ, Lippa, Rékás, Ujarad, Vinga, sowie die Munizipalstadt Temesvár.

50. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Temes die Stuhlrichterbezirke Csákova, Detta, Fehértemplom (Weisskirchen), Kubin, Verseck, ferner die Stadt Fehértemplom sowie die Munizipalstadt Verseck (Werschetz).

51. Sperrgebiet: Komitat Tolna.

52. Sperrgebiet: Komitat Torda-Aranyos.

53. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Torontál die Stuhlrichterbezirke Csene, Nagykikinda, Nagyszentmiklós, Párdány, Perjámos, Törökbecse, Torokkanizsa, Zsombolya (Hatzfeld) und die Stadt Nagykikinda (Gross-Kikinda).

54. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Torontál die Stuhlrichterbezirke Alibunár, Antalfava, Bánlak, Módos, Nagybecskerek, Pancsova, ferner die Stadt Nagybecskerek (Gross-Becskerek) und die Munizipalstadt Pancsova.

55. Sperrgebiet: Komitat Trencsén.

56. Sperrgebiet: Komitat Ung, aus dem Komitate Zemplén die Stuhlrichterbezirke Homonna, Szinna, Sztrópkó.

57. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Zemplén die Stuhlrichterbezirke Bodroghöz, Gálszécs, Nagymihály, Sátoraljaújhely, Szerencs, Tokaj, Varannó und die Stadt Sátoraljaújhely.

58. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Vas die Stuhlrichterbezirke Felsőőr, Kisczell, Köszeg, Németújvár, Sárvar, Szombathely, und die Städte Köszeg (Güns) und Szombathely.

59. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Vas die Stuhlrichterbezirke Körmend, Muraszombat, Szentgotthárd, Vaszvár, und die Stadt Szombathely (Steinamanger).

60. Sperrgebiet: Komitat Veszprém.

61. Aus dem Komitate Zala die Stuhlrichterbezirke Keszthely, Pacsa, Sümeg, Tapolca, Zalaegerszeg, Zalaszentgrót und die Stadt Zalaegerszeg.

62. Sperrgebiet: Aus dem Komitate Zala die Stuhlrichterbezirke Alsólendva, Csáktornya, Kanizsa, Letenye, Nova, Perlak und die Stadt Nagykanizsa (Gross-Kanizsa).

63. Sperrgebiet: Munizipalstadt Fiume.

- 64. Sperrgebiet: Komitate Belovár-Kőrös und Varasd und die Munizipalstadt Varasd (Varasdin).
- 65. Sperrgebiet: Komitat Lika-Krbava.
- 66. Sperrgebiet: Komitat Modrus-Fiume.
- 67. Sperrgebiet: Komitat Poszege.
- 68. Sperrgebiet: Komitat Szerém und die Munizipalstadt Zimony (Sémlin).
- 69. Sperrgebiet: Komitat Verőcze und die Munizipalstadt Eszég (Esseg).
- 70. Sperrgebiet: Komitat Zágráb und die Munizipalstadt Zágráb (Agram).

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Viehseuchen-übereinkommens zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt:

1. Die Bestimmungen des Viehseuchenübereinkommens finden nur auf Provenienzen eines der vertragschliessenden Teile Anwendung. Die Zulassung von Tieren oder Gegenständen, welche, aus anderen Ländern stammend, durch die Gebiete des einen Teiles zur Ein- oder Durchfuhr in die Gebiete des anderen Teiles gelangen sollen, liegt ausserhalb des Rahmens des gegenwärtigen Übereinkommens.

Die direkte Durchfuhr von frischem und zubereitetem Fleische und sonstigen tierischen Rohstoffen in undurchlässiger Verpackung sowie von Häuten, Klauen und Hörnern in völlig trockenem Zustand aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles auf der Eisenbahn in plombierten, umschlossenen Waggons oder auf Schiffen in abgesonderten und verwahrten Räumen ist, soweit es sich um Provenienzen eines der vertragschliessenden Teile handelt (vgl. Absatz 1), ohne Beschränkungen zulässig.

2. In den Ursprungszeugnissen istn eben dem Ursprungsort auch der politische Bezirk und derjenige grössere Verwaltungsbezirk (im Deutschen Reiche: Bundesstaaten und Provinzen; in Österreich: Königreiche und Länder; in Ungarn: Komitate und Munizipalstädte) zu bezeichnen, welchem der Ursprungsort angehört.

3. Die amtliche Beglaubigung der Übersetzung der nicht in deutscher Sprache ausgefertigten Ursprungszeugnisse ist durch eine zur Führung eines Dienstsiegels befugte Person oder Behörde zu bewirken. Diesen personen oder Behörden wird bei Eisenbahntransporten der Verlade-station zugerechnet.

4. Der gegenseitige Verkehr mit Renn- oder Trabrennpferden ist nur von der Beibringung von Zeugnissen abhängig, die von hierzu besonders ermächtigten Rennklubs unter Beidrückung ihres Segels ausgestellt worden sind. Diese Zeugnisse haben ein Ursprungszeugnis der Ortsbehörde und die amtstierärztliche Bescheinigung, dass das Pferd gesund ist und dass in dem Gehöfte, wo es ständig untergebracht war, sowie in dessen nächster Umgebung ansteckende Pferdekrank-

heiten in den letzten drei Monaten nicht vorgekommen sind, zu enthalten. Die zur Ausstellung derartiger Zeugnisse ermächtigten Klubs werden gegenseitig bekanntgegeben werden.

5. Für Geflügeltransporte im Grenzverkehre, die aus weniger als 100 Stück bestehen, ist bei der Einbringung in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile lediglich das gemäss Artikel 2 des Viehseuchenübereinkommens von der Ortsbehörde auszustellende Ursprungszeugnis beizubringen. Im übrigen finden auf sie die Bestimmungen des angeführten Artikels 2 keine Anwendung.

Als Grenzverkehr gilt der Verkehr mit Geflügel aus dem Grenzbezirke des einen vertragschliessenden Teiles zur Verwendung in dem Grenzbezirke des anderen Teiles.

6. Als « vereinzelt » ist das Auftreten einer Seuche dann anzusehen, wenn in einem Gehöft oder in einer Herde innerhalb acht Tagen bei einem Bestande von weniger als 20 Tieren nicht mehr als ein Tier, bei einem Bestande von 20 oder mehr als der zehnte Teil der Tiere erkrankt.

7. Die im Artikel 3 des Viehseuchenübereinkommens vorgesehene Zurücksendung wird sich nur auf Tiere erstrecken, die mit den kranken oder verdächtigen Tieren nachweislich in Berührung gekommen sind, insbesondere also auf Tiere, die in einem Eisenbahnwagen oder auf einem Schiffe gleichzeitig befördert oder auf derselben Station und derselben Rampe an einem und demselben Tage ent- oder verladen worden sind.

8. Die auf Grund des Artikel 5 des Viehseuchenübereinkommens wegen der Einschleppung oder des Herrschens einer Seuche seitens eines der vertragschliessenden Teile verfügten Verbote oder Verkehrsbeschränkungen sind spätestens ausser Kraft zu setzen, sobald die Seuche, die zu der Massregel Anlass gegeben hat, amtlich für erloschen erklärt oder die Seuchenfreiheit des betreffenden Gebiets amtlich festgestellt worden ist und überdies folgende Fristen verstrichen sind:

a) bei den im angeführten Artikel 5 Absatz 3 bezeichneten Seuchen 40 Tage;

b) bei allen anderen Seuchen 9 Monate.

Dabei wird vorausgesetzt, dass die Vorschriften über die Fristen, nach deren Ablauf die amtliche Erklärung des Erlöschens einer Seuche erfolgen darf, in Österreich und in Ungarn dieselben sind wie im Deutschen Reiche.

Herrschen beim Ablaufe der zu *a* und *b* genannten Fristen in dem von einem Verbot oder einer sonstigen Verkehrsbeschränkung betroffenen Gebiet andere Krankheiten, für welche die diesen Verfügungen unterworfenen Tiergattungen empfänglich sind, so verbleibt es bei den verfügten Massregeln, bis die Voraussetzungen zu ihrer Aufhebung auch für diese Krankheiten zutreffen.

9. Für die Einfuhr von Rindern und Schafen, welche zur alsbaldigen Abschachtung in öffentlichen, veterinärpolizeilich überwachten und mit den gehörigen Einrichtungen versehenen Schlachthäusern bestimmt

sind, gelten, abgesehen vom Falle der Rinderpest und der Lungenseuche, folgende besondere Bestimmungen:

a) Verbote dieser Einfuhr sollen nur dann stattfinden, wenn sie zur Sicherung der heimischen Viehzucht unabwendbar erscheinen.

b) Wegen der minder leicht übertragbaren oder minder häufig vorkommenden Krankheiten, z. B. Milzbrand, Rauschbrand, Wild-, und Rinderseuche, Bläschenauerschlag des Rindviehs, sollen solche Verbote nicht ausgesprochen werden.

c) Wegen der leicht übertragbaren Krankheiten, z. B. Maul- und Klauenseuche oder Pockenseuche der Schafe, sollen die Einfuhrverbote nur gegen verseuchte Gebietsteile (Sperrgebiete) ergehen. Handelt es sich um Pockenseuche der Schafe, so kann nur die Einfuhr dieser Tierrasse verboten werden.

Als Sperrgebiete gelten in Österreich und in Ungarn die in der Anlage II des Übereinkommens aufgeführten Gebietsteile, in Deutschen Reiche Bundesstaaten, Regierungsbezirke oder letzteren gleichstehende Verwaltungsbezirke.

Indes soll nur dann gegen die ganze Ausdehnung eines solchen Sperrgebiets gesperrt werden, wenn mindestens 10 Prozent seiner Gemeinden verseucht sind.

Liegt dieser Grad der Verseuchung nicht vor, besteht er aber für einen Verwaltungsbezirk erster Instanz (Kreis, Bezirksamt, Bezirkshauptmannschaft, Stuhlrichterbezirk usw.), so kann gegen diesen sowie gegen diejenigen unmittelbar angrenzenden erstinstanzlichen Verwaltungsbezirke, deren Grenze von einem der Seuchenorte weniger als 10 Kilometer entfernt ist, oder gegen Teile von ihnen gesperrt werden; hierbei kann auch auf solche Bezirke in angrenzenden Sperrgebieten zurückgegriffen werden.

Falls die Verseuchung des erstinstanzlichen Verwaltungsbezirkes weniger als 10 Prozent seiner Gemeinden ergriffen hat, so kann trotzdem die Sperre in dem vorbezeichneten Umfang gegen diesen Bezirk und beziehungsweise die angrenzenden Bezirke erfolgen, wenn entweder aus dem verseuchten Bezirk eine Verschleppung der Seuche in die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles stattgefunden hat, oder wenn wegen besonderer Umstände aus der Verseuchung des fraglichen Bezirkes eine ernstliche Gefahr für den Viehstand des anderen Teiles zu gewärtigen ist. In diesem letzteren Falle soll aber auf Antrag desjenigen vertragschliessenden Teiles, in dessen Gebieten der gesperrte Bezirk belegen ist, ohne Verzug eine gemischte Kommission (vgl. Ziffer 15 des gegenwärtigen Schlussprotokolls) zusammentreten und nach Prüfung der Sachlage an Ort und Stelle ihr Gutachten mit aller Beschleunigung darüber abgeben, ob eine derartige Gefahr wirklich vorliegt; dieses Gutachten wird als Grundlage für die zu treffende Entscheidung dienen.

d) Für die Aufhebung der gemäss der Bestimmungen unter c) etwa ausgesprochenen Verbote gelten die Vorschriften der Ziffer 8 des gegenwärtigen Schlussprotokolls mit der Massgabe, dass die dort vorgesehenen Fristen auf 30 Tage herabgesetzt werden.

Die vertragschliessenden Teile werden Verzeichnisse derjenigen

öffentlichen Schlachthäuser, auf welche die Bestimmungen des Absatzes 1 Anwendung finden, bei Inkrafttreten dieses Übereinkommens gegenseitig austauschen. Es bleibt vorbehalten, Schlachthäuser, deren Einrichtungen zur Ausnahme von Schlachtvieh nicht mehr genügen, hiervor zu schliessen, sowie andererseits Schlachthäuser, die mit dem erforderlichen Einrichtungen versehen worden sind, dem Verkehre mit Schlachtvieh zu öffnen. Solche Massnahmen werden dem anderen Teile rechtzeitig bekanntgegeben werden.

10. Zur alsbaldigen Abschachtung in Schlachthäusern, die an der bayerischen und sächsischen Grenze gegen Österreich gelegen sind, und deren Bezeichnung einer Verständigung zwischen den Regierungen der vertragschliessenden Teile vorbehalten bleibt, werden aus Österreich und aus Ungarn zusammen jährlich bis zu 80.000 Stück gesunde Schweine auf Grund staatstierärztlicher Bescheinigungen zugelassen, die nach Artikel 2 des Viehseuchenübereinkommens auszustellen sind und überdies die Bestätigung enthalten müssen, dass diese Tiere vor der Versendung am Herkunftsf- (Stand-) orte durch 30 Tage tierärztlich überwacht und unbedenklich befunden wurden, und dass das Gebiet der politischen Verwaltungsbehörde erster Instanz, in welchem die Tiere gestanden haben, frei von Schweinepest (Schweineseuche) und Maul- und Klauenseuche ist.

Von diesen 80.000 Stück Schweinen entfallen 50.000 auf die Schlachthäuser an der bayerischen Grenze und 30.000 auf die Schlachthäuser an der sächsischen Grenze. Hiernach dürfen den ersteren wöchentlich bis zu 962 Stück, den letzteren wöchentlich bis zu 577 Stück zugeführt werden. Diese Wochenkontingente sind mit der Massgabe übertragbar, dass innerhalb eines Monats in die Schlachthäuser an der bayerischen Grenze nicht mehr als 5625, in die an der sächsischen Grenze nicht mehr als 3375 Stück eingebracht werden dürfen.

Fleisch und Speck dieser Tiere dürfen ausser an den Orten, wo diese Schlachthäuser sich befinden, noch nach folgenden Orten abgesetzt werden,

a) soweit die Schlachtung in Schlachthäusern an der bayerischen Grenze stattgefunden hat, nach München, Nürnberg, Fürth, Hof, Augsburg, Ludwigshafen, Stuttgart, Kannstadt, Heilbronn, Mannheim, Karlsruhe, Pforzheim,

b) soweit die Schlachtung in Schlachthäusern an der sächsischen Grenze stattgefunden hat, nach Dresden, Leipzig, Chemnitz, Zwickau, Glauchau, Meerane, Plauen, Crimmitschau, Werdau, Reichenbach, Greiz, Gera.

Auf die Einfuhr finden im übrigen die vereinbarten Bestimmungen über die Zulassung von Schlachtrindern und Schlachtschafen entsprechende Anwendung (vgl. Ziffer 9 des gegenwärtigen Schlussprotokolls).

11. Die Bestimmung im letzten Absatze des Artikels 5 des Viehseuchenübereinkommens erstreckt sich nicht auf den durchgehenden Eisenbahnverkehr in amtlich verschlossenen Waggons; hierbei soll jedoch jede Zuladung von lebendem Vieh, jede Umladung und jede Transportverzögerung im verseuchten Grenzbezirk untersagt sein.

12. Die diesem Schlussprotokolle beiliegenden Verzeichnisse der für den gegenseitigen Viehverkehr hauptsächlich in Betracht kommenden Grenzzollämter können fernerhin nur in gegenseitigem Einvernehmen abgeändert werden.

13. Nach Artikel 9 des Viehseuchenübereinkommens zur Weide gebrachte Tiere dürfen in den freien Verkehr jenes Teiles, in dessen Gebiet sich die Weide befindet, übergehen, wenn rücksichtlich deren Gesundheit keine Bedenken bestehen, und wenn gegenüber ihrem Herkunftsorte veterinärpolizeiliche Verbote oder Beschränkungen nicht vorliegen.

14. Für Rindvieh, das im Deutschen Reiche von Landwirten bayerischer, sächsischer und württembergischer Grenzgebietsteile zur Verwendung für Nutz- oder Zuchtzwecke im eigenen Wirtschaftsbetriebe aus österreichischen Grenzgebietsteilen unter Inanspruchnahme der für diesen Verkehr auf Grund autonomer Verordnungen gewährten seuchenpolizeilichen Erleichterungen eingeführt wird, können von den Regierungen der vertragschliessenden Teile Normalgewichte vereinbart werden, die der Verzollung zum vertragsmässigen Gewichtszoll zu Grunde zu legen sind.

15. Wenn bei der Handhabung des Viehseuchenübereinkommens zwischen den vertragschliessenden Teilen Meinungsverschiedenheiten entstehen, so wird auf Verlangen eines dieser Teile die gutachtliche Äusserung einer gemischten Kommission eingeholt werden. Diese Äusserung wird bei der hiernach zu treffenden Entscheidung entsprechend gewürdigt werden.

Jeder der vertragschliessenden Teile ernennt für die Kommission zwei Mitglieder. Die Kommission ist befugt, sich in Fällen, in denen sie sich nicht einigen kann, ein fünftes Mitglied zu kooptieren. Dieses fünfte Mitglied ist, wenn die Kommission sich hierüber nicht anders verständigt, in dem ersten Falle der Bildung einer gemischten Kommission aus den Angehörigen des einem und im zweiten Falle aus den Angehörigen des anderen der beiden vertragschliessenden Teile und so abwechselnd aus den Angehörigen des einem oder des anderen Teiles zu wählen. Im ersten Falle dieser Art wird der vertragschliessende Teil, dessen Angehörigen das fünfte Mitglied zu entnehmen ist, durch das Los bestimmt.

Das gegenwärtige Protokoll, welches ohne besondere Ratifikation durch die blosse Tatsache der Auswechselung Ratifikationen des Viehseuchenübereinkommens, auf welches es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Teilen gebilligt und bestätigt anzusehen ist, wurde in doppelter Ausfertigung am 25 Januar 1905 Berlin unterzeichnet.

GRAF VON POSADOWSKY.
FREIHERR VON RICHTHOFEN.
SZÖGYÉNY.

Anlage.
Für den gegenseitigen Viehverkehr hauptsächlich
in Betracht kommende Grenzzollämter.

A. — IM DEUTSCHEN REICHE.

BUNDES- STAAT	EINTRITTSTATIONEN FÜR				BEMERKUNGEN.
	TIERE			TIERISCHE ROHSTOFFE MIT AUSNAHME VON FLEISCH	
	WIEDER- KAUER	PFERDE	GEFLÜGEL		
Preussen.	Myslowitz. Dzieditz. Österr. Oderberg.	Myslowitz. Oswiecim. Österr. Oderberg. Dzieditz.	Myslowitz. Oswiecim. Österr. Oderberg. Seidenberg	Eine Änderung der gegenwärtigen, eine Beschränkung auf bestimmte Eintrittsstationen nicht enthaltenden Praxis wird ohne gewichtigen Grund nicht erfolgen.	1. Bezüglich der Einfuhrzeiten wird die bisherige Praxis tunlichst aufrecht-erhalten werden. Etwaige Änderungen werden dem anderen vertrag-schliessenden Teile rechtzeitig mitge-teilt werden. 2. Ausser den in Spalte 2 aufgeführ-ten Eintrittsstationen findet ein mehr oder minder geringfügi-ger Verkehr über verschiedene andere Eintrittsstationen statt, deren Bindung nicht erfolgen kann. Es wird indessen nicht beabsichtigt, eine Änderung des bisherigen Verkehrs ohne gewichtigen Grund eintreten zu lassen.

BUNDES- STAAT	EINTRITTSTATIONEN FÜR		BEMERKUNGEN	
	TIERE			
Bayern.	Tittmoning, Freilassing bezw. Bahn- hof Salzburg, Kufstein, Mitten- wald, Bahnhof Eisenstein, Weg- scheid, Passau, Simbach, Furth im Wald, Füssen, Lindau, Ober- joch, Kiefersfelden, Sachrang, Pfronten, - Steinach, Ziegelhaus, Aach, Laufen, Kappel, Haibach, Burghausen, Kleinphilippsreuth, Schafberg, Neuaigen, Waidhaus, Bärnau, Wildenau.		Furth im Wald, Simbach, Passau, Salzburg bezw. Freilassing, Kuf- stein, Lindau.	Wie vor.
Sachsen (Königreich).	Zittau, Bodenbach-Tetschen, Wei- pert, Voitzersreuth.		Zittau, Bodenbach- Tetschen, Voi- tersreuth.	Wie vor.
Württemberg.	Friedrichshafen.		Friedrichshafen.	Wie vor.
Baden.	Konstanz.		Konstanz.	Wie vor.

B. — IN ÖSTERREICH-UNGARN.

I. IN TIROL :

1. Kufstein.
2. Kiefersfelden.
3. Wildbichl.
4. Scharnitz.
5. Leutasch-Schanze.
6. Pinswang.
7. Schöbichl.
8. Vilsrain.
9. Springen-Ach.
10. Unterhochsteg.
11. Bregenz.
12. Lindau (in Bayern).

II. IN SALZBURG :

1. Oberndorf.
2. Salzburg.
3. Saalbrücke.
4. Hamerau.
5. Steinpass.

III. IN OBERÖSTERREICH :

1. Schärding.
2. Passau (in Bayern).
3. Haibach.
4. Oberkappel.
5. Hanging (zu Wegscheid in Bayern).
6. Schwarzenberg.
7. Braunau.
8. Simbach (in Bayern).
9. Ach.
10. Ettenau.

IV. IN BÖHMEN.

A. GEGEN BAYERN.

1. Landstrasse.
2. Eisenstein.
3. Neumark.
4. Furth (in Bayern).
5. Vollman.
6. Haselbach.
7. Schwarzach.
8. Rosshaupt.

9. Paulusbrunn.
10. Mühlbach.
11. Wies.
12. Neuhausen.
13. Selberstrasse.

B. GEGEN SACHSEN.

1. Rossbach.
2. Voigersreuth (Bahnhof).
3. Voigersreuth (Strasse).
4. Weipert (Bahnhof).
5. Weipert (Strasse).
6. Bodenbach-Tetschen.
7. Niedereinsiedl (zu Sebnitz in Sachsen).
8. Rosenhain (zu Sohland in Sachsen).
9. Georgswalde (zu Ebersbach in Sachsen).
10. Warnsdorf.
11. Zittau (in Sachsen).

C. GEGEN PREUSSEN.

1. Eidenberg (in Preussen).
2. Liebau (in Preussen).
3. Halbstadt.
4. Nachod.
5. Mittelwalde.

V. IN SCHLESSEN.

1. Ziegenhals (Bahnhof — in Preussen).
2. Hennersdorf.
3. Hotzenplotz.
4. Jägerndorf (Bahnhof).
5. Jägerndorf (Stadt).
6. Troppau.
7. Katharein.
8. Katharein (Piltscher Strasse).
9. Dzieditz (Bahnhof).
10. Oderberg (Bahnhof).
11. Oderberg (Stadt).
12. Petrowitz.

VI. IN GALIZIEN.

1. Oswiecim.
2. Jaworzno.
3. Szezakowa.

Echange de notes du 25 janvier 1905 concernant le traitement vétérinaire du bétail à la frontière.

Notenwechsel vom 25 Januar 1905 zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche, wegen der veterinären Behandlung des Rindviehs im Grenzverkehr und der Festsetzung von Normalgewichten für solches.

Berlin, den 25. Januar 1905.

Der Unterzeichnete beehrt sich, Seiner Exzellenz dem k. u. k. österreichisch-ungarischen ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter, Herrn Szögyény-Marich v. Magyar-Szögyén und Szolgaegyháza, im Hinblick auf die soeben erfolgte Unterzeichnung eines neuen Viehseuchenübereinkommens zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn namens der kaiserlichen Regierung die nachstehende Mitteilung zu machen :

Im Deutschen Reiche bestehen auf Grund autonomer, im Interesse der Aufrechthaltung langjähriger Verkehrsbeziehungen erlassener Verordnungen erleichternde seuchenpolizeiliche Vorschriften über die Zulassung von Rindvieh, das von Landwirten bayerischer, sächsischer und württembergischer Grenzgebietsteile zur Verwendung für Nutz- oder Zuchtzwecke im eigenen Wirtschaftsbetrieb aus österreichischen Grenzgebietsteilen eingeführt wird.

Es besteht Einverständnis, dass auch auf dieses Vieh die nach den Vorschriften des Viehseuchenübereinkommens zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn zulässigen Verbote und Beschränkungen bei dem Vorhandensein der dort angegebenen Voraussetzungen angewendet werden können.

Die kaiserliche Regierung ist

indes zu der Erklärung bereit, dass sie von den ihr hienach zustehenden Sperrbefugnissen für das bezeichnete Vieh, welches jedoch unbedingt nur zu Nutz- oder Zuchtzwecken, nicht aber zur Schlachtung bestimmt sein darf, — in Aufrechthaltung der bisherigen Praxis — nur unter Beobachtung jeder mit der Abwehr einer Seuchengefahr vereinbaren Schonung der wirtschaftlichen Interessen der beiderseitigen Grenzbevölkerung Gebrauch machen und mit dieser Massgabe die auf den erwähnten autonomen Verordnungen beruhenden Erleichterungen auch künftig und zwar bis zum 31. Dezember 1917 aufrecht halten wird, sofern nicht der Handels- und Zollvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn, an dessen Dauer der Bestand des Viehseuchenübereinkommens geknüpft ist, schon vor diesem Zeitpunkte ausser Kraft getreten ist.

Die Frist, während welcher das auf Grund jener Verordnungen eingebrachte Vieh im Flurbereiche des Bestimmungs-ortes und in der Wirtschaft des Einbringers verbleiben muss (Konfinierungsfrist), soll die zur Zeit bestehende Dauer nicht übersteigen.

Ebenso soll die bestehende Bedingung aufrecht erhalten bleiben, dass das Vieh vor der Einfuhr 30 Tage im österreichi-

schen Grenzbezirk aufgestellt gewesen sein muss.

Dagegen bleibt vorbehalten, die österreichischen Gebiets-
teile, aus denen das Vieh stam-
men darf, zu beschränken auf :

Vorarlberg, Tirol nördlich
des Hochkammes der Alpen,
Salzburg, Oberösterreich und
die böhmischen Bezirkshaupt-
mannschaften Kaplitz, Kru-
mau, Prachatitz, Schütten-
hofen, Klattau, Taus, Bischof-
teinitz, Mies, Tachau, Plan,
Marienbad, Tepl, Eger, Asch,
Falkenau, Graslitz, Joachims-
thal, Kaaden, Komotau, Brüx,
Dux, Teplitz, Aussig, Tet-
schen, Schluckenau, Warns-
dorf, Gabel, Reichenberg und
Friedland.

Bei dieser Gelegenheit bemerkt
der Unterzeichnete, dass für das
Rindvieh, welches unter den vor-
bezeichneten Bedingungen aus
österreichischen Grenzgebietstei-
len nach bayerischen, sächsischen
und württembergischen Grenzge-
bietsteilen eingeht, folgende durch-
schnittliche Gewichte angemessen
erscheinen :

	Kilogramm
Kälber im Alter bis zu sechs Wochen.....	50
Jungrinder im Alter von mehr als sechs Wochen bis zu an- derthalb Jahren :	
männliche Tiere....	175
weibliche Tiere.....	150
Jungrinder im Alter von mehr als an- derthalb bis zu zwei einhalb Jahren :	
männliche Tiere....	250
weibliche Tiere....	200
Rinder im Alter von mehr als zweiein- halb Jahren :	
männliche Tiere....	400
weibliche Tiere.....	300

Im Falle des österreichisch-un-
garischerseits erfolgten Einver-
ständnisses werden diese Gewichts-
einheiten auf Grund der Ziffer
14 des Schlussprotokolls zum neuen
Viehseuchenübereinkommen der
Verzollung des unter den oben
bezeichneten Bedingungen einge-
henden Rindviehs als Normalge-
wichte zu Grunde gelegt werden.

Der Unterzeichnete benutzt auch
diesen Anlass, um Seiner Exzellenz
dem Herrn Botschafter die Ver-
sicherung seiner ausgezeichnetsten
Hochachtung zu erneuern.

(L. S.)

FREIHERR V. RICHTOFEN m. p.

An

Seine Exzellenz den k. u. k. öster-
reichisch-ungarischen ausseror-
dentlichen und bevollmächtig-
ten Botschafter.

Herrn Szögyény-Marich von
Magyar-Szögyén und Szol-
gaegyháza.

Hier.

Berlin, den 25. Januar 1905.

Seine Exzellenz der Staatsse-
kretär des Auswärtigen Amts des
Deutschen Reichs, Herr Freiherr
von Richthofen, hat die Geneigt-
heit gehabt, dem Unterzeichneten
durch Note vom heutigen Tage
folgende Mitteilung zu machen :

Im Deutschen Reiche bestehen
auf Grund autonomer, im
Interesse der Aufrechterhaltung
langjähriger Verkehrsbeziehun-
gen erlassener Verordnungen
erleichternde seuchenpolizeili-
che Vorschriften über die Zulas-
sung von Rindvieh, das von
Landwirten bayerischer, säch-
sischer und württembergischer
Grenzgebietsteile zur Verwen-
dung für Nutz- oder Zuchtzwecke
im eigenem Wirtschaftsbetriebe
aus österreichischen Grenzge-
bietsteilen eingeführt wird.

Es besteht Einverständnis, dass auch auf dieses Vieh die nach den Vorschriften des Viehseuchenübereinkommens zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche zulässigen Verbote und Beschränkungen bei dem Vorhandensein der dort angegebenen Voraussetzungen angewendet werden können.

Die kaiserliche Deutsche Regierung ist indes zu der Erklärung bereit, dass sie von den ihr hienach zustehenden Sperrbefugnissen für das bezeichnete Vieh, welches jedoch unbedingt nur zu Nutz- oder Zuchtzwecken, nicht aber zur Schlachtung bestimmt sein darf, — in Aufrechthaltung der bisherigen Praxis — nur unter Beobachtung jeder mit der Abwehr einer Seuchengefahr vereinbaren Schonung der wirtschaftlichen Interessen der beiderseitigen Grenzbevölkerung Gebrauch machen und mit dieser Massgabe die auf den erwähnten autonomen Verordnungen beruhenden Erleichterungen auch künftig, und zwar bis zum 31. Dezember 1917 aufrecht halten wird, sofern nicht der Handels- und Zollvertrag zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche, an dessen Dauer der Bestand des Viehseuchenübereinkommens geknüpft ist, schon vor diesem Zeitpunkte ausser Kraft getreten ist.

Die Frist, während welcher das auf Grund jener Verordnungen eingebrachte Vieh im Flurbereiche des Bestimmungsortes und in der Wirtschaft des Einbringers verbleiben muss (Konfinierungsfrist), soll die zur Zeit bestehende Dauer nicht übersteigen.

Ebenso soll die bestehende Bedingung aufrecht erhalten

bleiben, dass das Vieh vor der Einfuhr 30 Tage im österreichischen Grenzbezirk aufgestellt gewesen sein muss.

Dagegen bleibt vorbehalten, die österreichischen Gebietsteile, aus denen das Vieh stammen darf, zu beschränken auf.

Vorarlberg, Tirol nördlich des Hochkammes der Alpen, Salzburg, Oberösterreich und die böhmischen Bezirkshauptmannschaften Kaplitz, Krumau, Prachatz, Schüttenhofen, Klattau, Taus, Bischofteinitz, Mies, Tachau, Plan, Marienbad, Tepl, Eger, Asch, Falkenau, Graslitz, Joachimsthal, Kaaden, Komotau, Brüx, Dux, Teplitz, Aussig, Tetschen, Schluckenau, Warnsdorf, Gabel, Reichenberg und Friedland.

Der Unterzeichnete beehrt sich, namens seiner Regierung von dieser Erklärung Akt zu nehmen.

Gleichzeitig gestattet sich der Unterzeichnete, das Einverständnis seiner Regierung damit auszusprechen, dass auf Grund der Ziffer 14 des Schlussprotokolls zum neuen Viehseuchenübereinkommen der Verzollung des unter den oben bezeichneten Bedingungen aus österreichischen Grenzgebietsteilen nach bayerischen, sächsischen und württembergischen Grenzgebietsteilen eingehenden Rindviehs folgende Normalgewichte zu Grunde gelegt werden:

	Kilogram
Kälber im Alter zu sechs Wochen	50
Jungrinder im Alter von mehr als sechs Wochen bis zu anderthalb Jahren:	
männliche Tiere.....	175
weibliche Tiere.....	150

Jungrinder im Alter von
mehr als anderthalb
bis zu zweieinhalb
Jahren :

männliche Tiere.....	250
weibliche Tiere.....	200

Rinder im Alter von mehr
als zweieinhalb Jahren:

männliche Tiere.....	400
weibliche Tiere.....	300

Der Unterzeichnete benutzt auch
diesen Anlass, um Seiner Exzellenz
dem Herrn Staatssekretär die

Versicherung seiner ausgezeich-
netsten Hochachtung zu erneuern.

(L. S.) Szögyény m. p.

An

Seine Exzellenz den Staatssekretär
des Auswärtigen Amts des
Deutschen Reichs,

Herrn Freiherrn von Richthofen,

Hier.

**Arrangement du 25 janvier 1905
concernant la désinfection des wagons pour le bétail.**

**Übereinkommen vom 25. Januar 1905 zwischen Österreich-
Ungarn und dem Deutschen Reiche über die Desinfektion
der Eisenbahnviehwagen.**

Zur Regelung der Vorschriften
über die Desinfektion der Eisen-
bahnviehwagen im Verkehr zwi-
schen Österreich-Ungarn und dem
Deutschen Reiche sind die Unter-
zeichneten :

1. der k. u. k. österreichisch-
ungarische ausserordentliche und
bevollmächtigte Botschafter in
Berlin,

2. der Staatssekretär des Aus-
wärtigen Amts des Deutschen
Reichs,

auf Grund der ihnen durch ihre
Regierungen erteilten Ermächti-
gung über folgende Bestimmungen
übereingekommen :

Artikel I.

Eisenbahnwagen, in welchen
Pferde, Maultiere, Esel, Rind-
vieh, Schafe, Ziegen, Schweine
oder Geflügel befördert worden

sind, müssen nebst den zugehö-
rigen Gerätschaften der Eisen-
bahnverwaltungen vor ihrer wei-
teren Verwendung nach folgenden
Vorschriften gereinigt und desin-
fiziert werden :

1. Der eigentlichen Desinfektion
der Wagen muss stets die Besei-
tigung der Streumaterialien, des
Düngers, der Federn, der Reste
von Anbindesträngen u. s. w.
sowie eine gründliche Reini-
gung durch heisses Wasser voran-
gehen. Wo solches nicht in genü-
gender Menge zu beschaffen ist,
darf auch unter Druck ausströ-
mendes kaltes Wasser verwendet
werden, jedoch muss vorher zur
Aufweichung des anhaftenden
Schmutzes eine Abspülung mit
heissem Wasser erfolgen. Die
Reinigung ist nur dann als ausrei-
chend anzusehen, wenn durch sie
alle von dem Transporte herrüh-
renden Verunreinigungen voll-

ständig beseitigt sind; auch die in die Fugen der Wagenböden eingedrungenen Schmutzteile sind vollständig — erforderlichenfalls unter Anwendung von eisernen Geräten mit abgestumpften Spitzen und Rändern — zu entfernen.

2. Die Desinfektion selbst hat sich, und zwar auch in den Fällen, wo der Wagen nur teilweise beladen war, auf alle Teile des Wagens oder des benutzten Wagenabteils zu erstrecken.

Sie muss bewirkt werden:

- a) unter gewöhnlichen Verhältnissen durch Waschen der Fussböden, Decken und Wände mit einer auf mindestens 50 Grad Celsius erhitzten Sodalaug, zu deren Herstellung wenigstens 2 Kilogramm Soda auf 100 Liter Wasser verwendet sind. Auf Stationen, die mit den erforderlichen Einrichtungen versehen sind, ist statt der Waschung mit Sodalaug auch die gründlichste Behandlung der Fussböden, Decken und Wände mit Wasserdampf unter Benutzung geeigneter Vorrichtungen zulässig; der zur Verwendung kommende Wasserdampf muss eine Spannung von mindestens zwei Atmosphären haben;
- b) in Fällen einer Infektion des Wagens durch Rinderpest (orientalische Rinderpest), Milzbrand, Maul- und Klauenseuche, Rotz, Schweineseuche (einschliesslich Schweinepest), Schweinerotlauf, Geflügelcholer, Hühnerpest oder des dringenden Verdachtes einer solchen Infektion durch Anwendung eines der beiden unter a) vorgeschriebenen Verfahren und ausserdem durch sorgfältiges Bepinseln der Fussböden, Decken und Wände mit einer dreiprozentigen Lösung einer

Kresolschwefelsäuremischung oder mit einer zweiprozentigen Formaldehydlösung. Die Kresolschwefelsäuremischung ist durch Mischen von zwei Teilen rohem Kresol (Kresolum crudum des Arzneibuchs eines der vertragschliessenden Teile) und einem Teile roher Schwefelsäure (Acidum sulfuricum crudum des Arzneibuchs eines der vertragschliessenden Teile) bei gewöhnlicher Temperatur zu bereiten. Zur Herstellung der dreiprozentigen Lösung darf die Mischung frühestens 24 Stunden, spätestens 3 Monate nach ihrer Bereitung benützt werden. Die Lösung ist innerhalb 24 Stunden zu verwenden.

Anstatt des Bepinselns kann auch eine Bespritzung mit einem von der Regierung des betreffenden Staates als geeignet zugelassenen Apparate erfolgen.

3. Die verschärfte Art der Desinfektion (2 b) ist der Regel nur auf veterinär-polizeiliche Anordnung, ohne solche Anordnung jedoch auch dann vorzunehmen, wenn die Wagen zur Beförderung von Klauenvieh von solchen Stationen, in deren Umkreise von 20 Kilometer die Maul- und Klauenseuche herrscht oder noch nicht für erloschen erklärt worden ist, gedient haben. Der zuständigen Verwaltungsbehörde bleibt vorbehalten, die verschärfte Desinfektion (2 b) auch in anderen Fällen anzuordnen, wenn sie es zur Verhütung der Verschleppung der bezeichneten Seuchen für unerlässlich erachtet.

4. Wenn Wagen mit einer inneren Verschalung der verschärfte Desinfektion (2 b) zu unterwerfen sind, ist die Verschalung abzunehmen und ebenso wie

der Wagen zu reinigen und zu desinfizieren.

5. Bei gepolsterten Wagen ist die Polsterung, die entfernbar sein muss, in ausreichender Weise zu reinigen. Hat eine Infektion des Wagens durch eine der unter 2 b genannten Seuchen stattgefunden oder liegt der dringende Verdacht einer solchen Infektion vor, so muss die Polsterung verbrannt werden.

Der Wagen selbst ist in der zu 1 bis 3 angegebenen Weise zu behandeln. Ausländische (keinem der vertragschliessenden Teile angehörige) Wagen, deren Polsterung nicht entfernbar ist, dürfen nicht wieder beladen werden.

6. Bei Wagen, die zur Beförderung von einzelnen Stücken Kleinvieh (ausser Geflügel) in Kisten oder Käfigen gedient haben und nicht durch Streu, Futter, Auswurfstoffe u. s. w. verunreinigt wurden, gilt, vorbehaltlich der Festsetzungen zu 2 b und 3, eine Waschung der Wände, des Fussbodens und der Decke mit heissem Wasser als ausreichende Desinfektion.

Die zur Beförderung von verpacktem lebendem Geflügel benutzten Wagen sind nur dann den vorstehenden Vorschriften entsprechend zu reinigen und zu desinfizieren, wenn eine Verunreinigung durch Streu, Futter oder Auswurfstoffe stattgefunden hat.

7. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Eisenbahnwagen, die zum Transporte von Vieh der im Eingange bezeichneten Art benutzt werden, bei der Beladung oder bei den aus dritten Staaten kommenden Wagen beim Eintritt in ihre Gebiete auf beiden Seiten mit Zetteln von gelber Farbe und mit der Aufschrift « Zu desinfi-

zieren » zu bekleben. Sofern ein Wagen der verschärften Desinfektion unterzogen werden muss (2 b, 3), ist er auf derjenigen Station, wo die Voraussetzungen für diese Art der Desinfektion eintreten oder bekannt werden, mit Zetteln von gelber Farbe mit einem in der Mitte aufgedruckten senkrechten roten Streifen und der Aufschrift « Verschärft zu desinfizieren » zu bekleben. Nach der Desinfektion sind die Zettel zu entfernen und an ihrer Stelle solche von weisser Farbe mit dem Aufdruck » Desinfiziert am..... Stunde..... in..... » anzubringen, die erst bei der Wiederbeladung des Wagens zu beseitigen sind.

Die zur Beförderung von verpacktem lebendem Geflügel benutzten Wagen sind, soweit ihre Reinigung und Desinfektion nach Ziffer 6, Absatz 2, erforderlich ist, auf der Empfangsstation zu bezetteln.

Sollte ein Wagen bei dem Übergang aus den Gebieten des einen Teiles in die des anderen Teiles nicht in der bezeichneten Weise bezettelt sein, so ist dieses auf der Grenzübergangsstation von der übernehmenden Verwaltung nachzuholen.

8. Leere oder mit anderen Gütern als Vieh der im Eingange bezeichneten Art beladene Eisenbahnwagen, die in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile eingehen und äusserlich erkennbar zur Beförderung solchen Viehs benutzt, aber nicht nach den Vorschriften dieses Abkommens gereinigt und desinfiziert worden sind, sind, wenn sie nicht zurückgewiesen werden, nach den Vorschriften dieses Abkommens zu reinigen und zu desinfizieren.

Artikel II.

Das gegenwärtige Übereinkommen soll ohne besondere Ratifikation gleichzeitig mit dem heute unterzeichneten Viehseuchenübereinkommen in Kraft treten und unbeschadet der Änderungen, die in Berücksichtigung neu hervor-

tretender Bedürfnisse im Einvernehmen der beiderseitigen Regierungen etwa vereinbart werden möchten, während der Dauer des genannten Übereinkommens in Geltung bleiben.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 25. Januar 1905.

(L. S.) SZÖGYÉNY m. p.

(L. S.) FREIHERR V. RICHTHOFEN m. p.

Das vorstehende Viehseuchenübereinkommen samt Schussprotokoll und Anlagen wird nach erfolgter Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrates nebst dem gleichzeitig erfolgten Notenwechsel wegen der veterinären Behandlung des Rindviehes im Grenzverkehr und der Festsetzung von Normalgewichten für solches, und dem gleichzeitig abgeschlossenen Übereinkommen über die Desinfektion der Eisenbahnviehwagen hiemit kundgemacht.

Wien, am 21. Februar 1906.

GAUTSCH m. p.

KOSEL m. p.

Wrba m. p.

BYLANDT m. p.

BUGNON m. p.

AUERSPERG m. p.

Ordonnance du Ministère des Finances et du Commerce du 21 février 1906, concernant l'application des scellés aux navires.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 21 Februar 1906, womit das Übereinkommen mit dem Deutschen Reiche über die Anwendung des Schiffsverschlusses kundgemacht wird.

Auf Grund des Artikels 5, Punkt X des mit dem Deutschen Reiche am 25. Januar 1905 abgeschlossenen Zusatzvertrages zum Handels- und Zollvertrag vom 6. Dezember 1891 wurde nachstehendes Übereinkommen zwischen Österreich - Ungarn und dem Deutschen Reiche über die Anwendung des Schiffsverschlusses getroffen :

Artikel 1.

Für den Verkehr von Flussfahrzeugen auf der Elbe, deren Nebenflüssen und den mit ihr zusammenhängenden Wasserstrassen werden die zur Zeit geltenden Vorschriften der « Beilage D des Vollzugsprotokolls zum Handels- und Zollvertrage vom 11. April 1865 » durch die nachfolgende, in den beiderseitigen

Gebieten zu erlassende Verschlussordnung für Elbeschiffe nebst Ausführungsbestimmungen ersetzt.

Artikel 2.

Die auf Grund des § 14 dieser Verschlussordnung von einem Hauptamte eines Teiles ausgestellten Anerkennnisse und die auf Grund des § 18 den Schiffseignern erteilten Zulassungsscheine werden von den Ämtern des anderen Teiles respektiert werden; erstere jedoch nur, insoweit nicht die Verschluss-einrichtung bei Prüfung des Schiffes durch ein hierzu befugtes Amt (vergl. § 17 der Verschlussordnung) Mängel aufweist, welche nicht sofort beseitigt werden.

Im Falle der Einziehung eines Anerkennnisses oder eines Zulassungsscheines (§§ 16, 17 und 20 der Verschlussordnung) sind diese nebst den bezüglichen Verhandlungsakten unmittelbar an jene Behörde einzusenden, welche das Anerkennnis oder den Zulassungsschein ursprünglich ausgestellt hat.

Artikel 3.

Die auf Grund des § 20 der Verschlussordnung von einer Direktivbehörde des einen Teiles verfügte zeitliche oder dauernde Entziehung des Zulassungsscheines wird von den Ämtern des anderen Teiles so respektiert werden, als wenn sie von der eigenen Direktivbehörde verfügt worden wäre. Eine Person, welche durch Verfügung einer Direktivbehörde des einen Teiles von der Beschäftigung als Führer eines Verschluss-schiffes ausgeschlossen worden ist, wird auch in dem anderen Teile nicht zu einer solchen Beschäftigung zugelassen werden.

Von den auf Grund des § 20 der Verschlussordnung einem Schiffeigner auferlegten Vertragsstrafen sowie von der Untersagung der Beschäftigung einer bestimmten Person als Schiffsführer sind auch sämtliche in Betracht kommende Hauptämter des anderen vertragschliessenden Teiles, das heisst alle zur Ausstellung von Anerkennnissen über die Verschlussfähigkeit von Schiffen befugten Hauptämter und diejenige Finanzbehörde, welche den Zulassungsschein für den Schiffseigner ausgestellt hat, unmittelbar in Kenntnis zu setzen.

Zu diesem Zwecke werden die beiderseitigen Regierungen innerhalb eines Monats Verzeichnisse der in ihrem Gebiete zur Ausstellung von Anerkennnissen über Verschlusseinrichtungen von Elbeschiffen befugten Hauptämter austauschen.

Artikel 4.

Bezüglich der einheitlichen Führung der Verzeichnisse und Nachweisungen, die in den Ausführungsbestimmungen zur Verschlussordnung erwähnt sind, sowie der Formulare für den Schriftwechsel zwischen den beteiligten Behörden bleibt ein Vorbehalt vorbehalten.

Artikel 5.

Für den Verschluss der Flussfahrzeuge auf der Donau, deren Nebenflüssen und den mit ihr zusammenhängenden Wasserstrassen bewendet es bis auf weiteres kein dem zur Zeit üblichen Verfahren.

Diese Bestimmungen haben mit 1. März 1906 in Kraft zu treten.

ROSEL m. p. AUERSPERG m. p.

DEUXIÈME PARTIE

CONFÉRENCES INTERNATIONALES
CORRESPONDANCES — DÉPÊCHES — NOTES

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

CONCERNANT

LES BÂTIMENTS HOSPITALIERS

(La Haye, 13-21 décembre 1904)

PROCÈS-VERBAL N° 1.

(Séance d'ouverture du 13 décembre 1904.)

Les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de Chine, de Corée, de Danemark, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, des Etats-Unis du Mexique, de France, de Grèce, de Guatémala, d'Italie, du Japon, de Luxembourg, des Pays-Bas, de Perse, de Portugal, de Roumanie, de Russie, de Serbie et de Siam, ayant, à la suite de la proposition du Gouvernement de la République Française, et sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, accepté d'examiner d'un commun accord un projet de convention, tendant à faire reconnaître comme exempts des droits et taxes, habituellement perçus dans les ports des Puissances précitées, les bâtiments hospitaliers mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, MM. les Délégués desdits Gouvernements se sont réunis en conférence aujourd'hui le 13 décembre 1904 à quatre heures et demie, à La Haye dans la salle des séances de la Première Chambre des Etats-Généraux.

Etaient présents :

pour l'Allemagne : Son Excellence C. DE SCHLÖZER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour l'Autriche-Hongrie : Son Excellence OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la Belgique : Son Excellence le Baron GUILLAUME, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la Chine : Son Excellence HOO WEI-TEH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la Corée : Son Excellence MIN YEUNG-TCHAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour le Danemark : Monsieur DE GREVENKOP CASTENSKJOLD, Chargé d'affaires ;

pour l'Espagne : Son Excellence ARTURO DE BAGUER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour les Etats-Unis d'Amérique : M. JOHN W. GARRETT, Secrétaire de Légation ;

pour les Etats-Unis du Mexique : Son Excellence J. ZENIL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la France : Son Excellence J. R. DE MONBEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la Grèce : Son Excellence D. G. METAXAS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour le Guatémala : M. LE COMTE JEAN PRICHARD ;

pour l'Italie : Son Excellence S. TUGINI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour le Japon : Son Excellence NOBUKATA MITSUHASHI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour le Luxembourg : M. LE COMTE DE VILLERS, Chargé d'affaires ;

pour les Pays-Bas : Son Excellence T. M. C. ASSER, Ministre d'Etat, Membre du Conseil d'Etat ;

pour la Perse : Son Excellence MIRZA SAMAD KHAN MOMTAZAS SALTANEH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour le Portugal : Son Excellence le COMTE DE SÉLIR, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la Roumanie : Son Excellence J. N. PAPINIU, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour la Russie : Son Excellence FRÉDÉRIC DE MARTENS, Conseiller Privé, Membre Permanent du Conseil du Ministère des Affaires Etrangères ;

M. OUTCHINNIKOFF, Lieutenant-Colonel, Officier pour missions spéciales près l'Etat-Major de la Marine ;

pour la Serbie : Son Excellence R. VESNITCH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

pour le Siam : Son Excellence PHYA RAJA NUPHRAPHANDH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Son Excellence Monsieur le BARON MELVIL DE LYNDEN, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, ouvre la séance et prononce le discours suivant :

Messieurs,

La date du 29 juillet 1899 restera toujours mémorable dans l'histoire de la civilisation. Ce jour-là a été signée la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Mais les Puissances signataires, prévoyant que le but, auquel on voulait atteindre, ne pourrait pas être réalisé d'un seul coup, se sont occupées aussi des

moyens d'atténuer autant que possible les horreurs de la guerre. Dans cet ordre d'idées, elles ont le même jour signé parmi d'autres une Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.

Cette Convention que 25 Puissances ont ratifiée, portait que les bâtiments-hôpitaux militaires, équipés soit par les Etats belligérants, soit par des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, seraient respectés et ne pourraient être capturés pendant la durée des hostilités. L'adhésion à cette Convention restait ouverte aux Etats non-signataires pour autant qu'ils auraient accepté ladite Convention de Genève. Quatre Etats y ont notifié leur adhésion, à savoir : la *Corée*, le *Guatemala*, le *Pérou* et *Salvador*. Le nombre des Etats contractants se trouve donc être 29.

Afin de faciliter les efforts de ceux qui se vouent à la tâche humanitaire de secours en temps de guerre, et pour alléger leurs charges autant que possible, le Gouvernement de la République Française a pris l'initiative pour faire exempter, par voie d'entente internationale, les bâtiments hospitaliers des droits et des taxes, habituellement perçus dans les ports, et pour provoquer une Conférence des Puissances signataires ou adhérentes à cet effet. Le Cabinet de La Haye s'est associé de bon cœur à cette généreuse idée et s'est déclaré prêt à inviter la Conférence à se réunir dans ce pays.

A la suite de notre invitation, faite d'un commun accord avec le Gouvernement de la République Française, presque tous les Gouvernements se sont fait représenter ici, et c'est sur Vous, Messieurs, qu'est dévolue la tâche d'arriver à une entente dans cette matière et de trouver pour cette entente la juste formule. Au nom du Gouvernement de Sa Majesté la Reine j'ai l'honneur de Vous souhaiter la bienvenue dans cette Résidence Royale et de Vous exprimer nos remerciements pour Votre présence et l'espoir que Vos travaux mèneront promptement à la signature de l'accord désiré.

Je déclare ouverte la Conférence Internationale concernant les bâtiments hospitaliers, et Vous invite à commencer Vos délibérations.

Son Excellence Monsieur OKOLICSANYI d'OKOLICSNA répond ainsi :

Les chaleureuses paroles de bienvenue que Votre Excellence a bien voulu nous adresser en cette belle résidence de Sa Majesté Votre Auguste Souveraine nous pénètrent d'une reconnaissance dont je ne saurais trouver une expression plus éloquente, qu'en Vous priant, Monsieur le Ministre, au nom de mes collègues, d'accepter la présidence d'honneur de cette assemblée, appelée à compléter les mesures humanitaires en temps de guerre.

Son Excellence M. le BARON DE LYNDEN accepte la présidence d'honneur et propose à la Conférence de conférer la présidence effective à S. E. M. de MONBEL, le représentant du Gouvernement, qui a pris l'initiative de la Conférence.

Après avoir accepté l'honneur qui lui est fait, M. DE MONBEL adresse ses remerciements à la Conférence ; dans la décision, dont il est l'objet, il se plaît à voir l'approbation la plus flatteuse de l'initiative prise par son Gouvernement.

Il exprime également sa reconnaissance du bienveillant concours que le BARON DE LYNDEN a prêté à la réalisation du désir, qui a permis la réunion de la conférence actuelle, ainsi que de l'hospitalité du Gouvernement des Pays-Bas et à propos de l'œuvre, qui va être entreprise, il prononce les paroles suivantes :

La tâche en elle-même sera facile à remplir, car elle touche à une question essentiellement humanitaire ; à ce titre elle est assurée de trouver parmi tous les délégués une bonne volonté exceptionnelle.

Bien que le but de la Conférence soit très restreint et, en quelque sorte, une conséquence de la grande œuvre inaugurée en 1899, son actualité est presque désolante, et à ce propos il nous est impossible de ne pas reporter avec tristesse notre pensée vers la généreuse initiative du puissant Souverain, qui a voulu ouvrir pour l'humanité une ère de paix.

N'est-il pas douloureux de penser que le Prince Auguste, celui à qui l'on avait décerné le titre de « Prince de la Paix » se trouve engagé dans le fléau de la guerre, et qu'il a pour adversaire, précisément, ce peuple jeune, plein de sève et briguant l'honneur de se placer au premier rang des nations civilisées ?

En face de pareilles conjonctures la mission que Vous allez remplir, Messieurs, Vous paraîtra d'autant plus urgente et Vous y apporterez Vos soins les plus efficaces.

J'ai l'honneur avant toute chose, de Vous proposer de placer nos travaux sous les auspices de Sa Majesté la Reine et de Lui adresser le télégramme suivant :

« Réunis à La Haye, afin de contribuer à l'œuvre humanitaire si »
 » heureusement placée sous la sauvegarde des Pays-Bas, les Délégués »
 » à la Conférence Internationale qui vient de s'ouvrir, adressent à »
 » Votre Majesté l'expression de leur profonde gratitude pour la »
 » protection qu'Elle ne cesse d'accorder à leurs travaux et ils Vous »
 » prient, Madame, de voir à Vos pieds leurs respectueux hommages ».

(Adhésion unanime).

M. DE MONBEL prend de nouveau la parole pour proposer de conférer la Vice-Présidence à M. Asser.

La Conférence se range à cette proposition.

M. ASSER accepte volontiers l'honneur de la Vice-Présidence.

Après une courte délibération le Secrétariat est ainsi constitué :

M. DOUDE VAN TROOSTWIJK, Sous-chef de la Direction politique au Ministère des Affaires Étrangères.

M. DE PROLLIUS, Conseiller de Légation d'Allemagne.

M. ALLARD DE CHATEAUNEUF, Second Secrétaire d'Ambassade de France.

M. LE JONKHEER DE STUERS, Attaché au Ministère des Affaires Étrangères.

M. ASSER expose l'opportunité de choisir la « Salle de la Trêve » comme lieu de réunion pour les prochaines séances de la Conférence.

Aucune objection n'étant faite à l'initiative prise par M. ASSER, M. le BARON DE LYNDEN, après avoir consulté M. DE MONBEL, fixe à mercredi 14 décembre à onze heures la date et l'heure de la prochaine séance et prononce la clôture de l'Assemblée.

La séance est levée à 5 $\frac{1}{2}$ heures.

Les Secrétaires.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

VON PROLIUS.

G. DELLA TORRE.

ALLARD DE CHATEAUNEUF.

J. DE STUERS.

Le Président,

MONBEL.

PROCÈS-VERBAL N° 2.

(Séance du 14 Décembre 1904.)

La Séance est ouverte à 11 $\frac{1}{2}$ heures. Sont présents tous les Délégués, qui ont assisté à la première séance.

Sur la proposition du PRÉSIDENT est adjoint au Secrétariat M. le Comte DELLA TORRE DI LAVAGNA, Secrétaire de Légation de première classe d'Italie.

Le Président expose ensuite succinctement l'objet de la Conférence, œuvre humanitaire, ayant pour but de faciliter l'exercice de la charité en temps de guerre par un règlement nouveau, applicable à la mission des navires hôpitaux. Il sera ainsi plus aisé à l'initiative privée d'accomplir son œuvre bienfaisante. Les intérêts des Etats ne sont pas en jeu dans la question, qui, simplement limitée à un but particulier, ne présente aucun côté politique.

Le Président donne ensuite lecture du projet de Convention, qui, communiqué préalablement aux divers Gouvernements pour servir de base aux délibérations, reste susceptible d'être modifié sur différents points.

En communiquant à la Conférence les motifs invoqués par les Gouvernements de la Grande Bretagne et de Suède et Norvège qui n'ont pas pu accepter l'invitation de participer à la Conférence, le Président fait ressortir, que ces motifs sont d'un ordre purement constitutionnel et administratif.

Lecture est donnée d'une réserve formulée par le Gouvernement de Portugal de la teneur suivante :

« Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle tout en étant d'avis » d'accorder l'exemption proposée, estime que les bâtiments hospi-

- » taliers ne pourraient pas se soustraire à toutes les formalités des
- » lois et des règlements sur la visite et non pas seulement à celles
- » qui ont trait au contrôle de la contrebande de guerre.
- » En se ralliant à l'idée de cette Conférence le Gouvernement
- » Royal le fait donc sous la réserve que ce droit général de visite
- » soit expressément reconnu dans la convention à conclure ».

En continuant, le Président invite la Conférence à se préoccuper de l'interprétation de l'article unique. Il s'agit de préciser l'étendue de l'exemption, qui pourra soit comprendre tous les droits et taxes, soit respecter ceux qui sont perçus par des administrations locales et des particuliers

Monsieur DE MARTENS désire formuler trois observations.

La rédaction de la fin du premier paragraphe est trop vague. Pourquoi les droits de pilotage sont-ils seuls spécifiés ? Les mots « tels que » ne résolvent pas la question.

La manière, dont le maintien du droit de visite et de contrôle est proposé dans le dernier paragraphe, constituerait une dérogation à la Convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, qui réserve le droit de visite aux seuls belligérants.

Il serait enfin de toute nécessité d'insérer une clause analogue à celle de l'article 11 de cette Convention.

M. ASSER fait remarquer que la rédaction du projet est conçue en termes généraux et qu'il ne peut être considéré comme un texte précis et définitif. Il est d'avis qu'actuellement les Etats intéressés ne sauraient exempter les bâtiments hospitaliers des droits et taxes perçus par des autorités locales ou des particuliers. Il met en lumière que plusieurs droits ne sont point, en effet, levés au profit seul de l'Etat, mais pour le bénéfice de communes, de sociétés privées ou de particuliers. Ces droits seraient compris dans la rédaction du projet.

En se reportant en pensée à une prochaine Conférence, on peut envisager la possibilité d'accorder ultérieurement de plus complètes immunités aux bâtiments hospitaliers.

En réponse à l'objection de M. DE MARTENS, quant au droit de visite, M. ASSER fait observer qu'il ne s'agit pas uniquement du droit de visite au point de vue de la contrebande de guerre, droits que seuls les belligérants peuvent exercer ; il est nécessaire de maintenir intégralement les droits de visite existants pour prévenir les contraventions aux lois nationales en matière fiscale et de police sanitaire et autres. Aucun abus n'est à redouter, la rédaction définitive devant sauvegarder tous les principes reconnus.

En ce qui concerne l'avis exprimé par M. DE MARTENS quant à la nécessité d'insérer dans le projet l'article 11 de la Convention susmentionnée, M. ASSER croit qu'en effet une clause semblable serait utile.

Le COMTE DE SÉLIR tient à rappeler à la Conférence que le Portugal fait des réserves relativement au droit de visite. Il estime que le dernier paragraphe de l'article unique, qui a été proposé dans le projet du Gouvernement Français, pourrait laisser supposer qu'il a pour but de restreindre le droit de visite. Le COMTE DE SÉLIR est disposé à voter

tout texte qui serait proposé si la Conférence tient compte de cette réserve. Toutefois, l'utilité dudit paragraphe qui ne vise aucun but humanitaire lui paraît contestable.

Le PRÉSIDENT répond que dans la rédaction définitive il sera certainement tenu compte de l'objection soulevée.

M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, en vue de donner aux travaux de la Conférence un programme défini, suggère la nomination immédiate d'une Commission pour examiner en détails l'article unique du Projet de Convention communiqué préalablement aux divers Gouvernements.

La Conférence s'étant ralliée unanimement à cet avis, le PRÉSIDENT propose de prier M. ASSER de présider cette Commission qui serait composée de MM. GARRETT, GUILLAUME, Rapporteur, DE MARTENS, MIRZA SAMAD KHAN MOMTAZAS SALTANEH, DE SCHLOEZER, DE SÉLIR, TUGINI, VESNITCH et ZÉNIL.

Ces propositions sont adoptées.

M. ASSER invite les membres désignés pour faire partie de la Commission de bien vouloir se réunir dans l'après-midi à trois heures.

La séance est levée à midi et demi.

Les Secrétaires,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

VON PROLLIUS.

G. DELLA TORRE.

ALLARD DE CHATEAUNEUF.

J. DE STUERS.

Le Président :

MONBEL.

Annexe 1 au procès-verbal N° 2.

Projet de Convention soumis aux Gouvernements invités.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances signataires de la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ;

Considérant que les articles 1, 2 et 3 de la première de ces Conventions ont consacré le principe de l'intervention de la Croix Rouge dans les guerres navales par la neutralisation des bâtiments de secours ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE UNIQUE.

Les bâtiments hospitaliers, mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime

des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, et qui auraient reçu à cet effet une Commission officielle de leurs Gouvernements et dont les noms auraient été notifiés d'avance aux Puissances contractantes, seront exemptés dans les ports desdites Puissances, en temps de guerre, du prélèvement de tous droits et taxes, à l'exception de ceux qui sont établis pour l'usage des différents services des ports, tels que les droits de pilotage.

Les navires en question seront soumis à la visite et au contrôle, prévus par les lois et règlements du lieu en vue de prévenir le transport de la contrebande de guerre.

Annexe 2 au procès-verbal N° 2.

The Hague, December 9 1904.

Monsieur le Ministre,

With reference to the Marquess of LANSDOWNE's note of yesterday's date to Baron GERICKE VAN HERWIJNEN, I have been requested by His Lordship to lay before Your Excellency the following considerations which have prevented His Majesty's Government from accepting the invitation extended to them by the Netherland Government, to take part in the proposed International Conference to be held at The Hague to discuss the question of the exemption of Hospital Ships from certain Port Dues in time of war.

It appears that dues upon shipping using the Ports in the United Kingdom are levied by the various independent authorities in whom the Ports are vested, the only exceptions being the ports of Holyhead and Ramsgate where the Board of Trade are the Harbour authority.

It is therefore apparent that legislation would be necessary, before effect could be given in the United Kingdom to any convention on the proposed lines

His Majesty's Government, likewise, cannot bind themselves to adopt any conclusions, which may be arrived at by the Conference until they have had an opportunity of fully considering the effect of such conclusions upon the private interests concerned, and of consulting representatives of the Harbour Authorities of the United Kingdom, as also those of Colonial and Indian ports, to which the above considerations would, so far as they are at present aware, seem to be equally applicable.

In these circumstances, although His Majesty's Government are disposed to consider favourably the proposal to be submitted for discussion, they are not in a position to send a Delegate to attend the Conference.

I avail, etc.

(*signé*) HENRY HOWARD.

Son Excellence

Le BARON MELVIL DE LYNDEN.

Annexe 3 au Procès-verbal N° 2.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Stockholm, le 6 décembre 1904.

Monsieur le Baron,

Par une lettre en date du 3 octobre dernier, Vous avez bien voulu, d'ordre de Votre Gouvernement, inviter les Royaumes-Unis à se faire représenter à une Conférence qui devait se réunir à La Haye dans le courant de ce mois de Décembre, dans le but d'exempter des droits et taxes, habituellement perçus dans les ports, les bâtiments hospitaliers mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.

Les Royaumes-Unis ont, il est vrai, déjà accepté en principe la proposition française, qui sera l'objet des délibérations de la Conférence. Toutefois, la mise en exécution, en Norvège, des prescriptions correspondantes ne pourra, par des raisons d'ordre constitutionnel, avoir lieu que dans le courant de l'année prochaine. Dans ces circonstances, les Royaumes-Unis ne sauront, pour le présent, prendre un engagement formel et définitif dans le but indiqué et devront donc s'abstenir de participer à la Conférence, se réservant toutefois d'accéder plus tard à l'entente qu'il faut espérer, résultera de cette réunion des autres puissances signataires de l'acte international de 1899.

Veuillez agréer, etc.

(signé.) LAGERHEIM

*Monsieur le Baron DE HEECKEREN DE KELL,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté
la Reine des Pays-Bas, etc., etc., etc.*

Annexe 4 au Procès-verbal N° 2.

LÉGATION DE PORTUGAL AUX PAYS-BAS.

La Haye, le 1 novembre 1904.

Monsieur le Ministre,

Je suis chargé de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle se fera représenter dans

la Conférence qui doit se réunir à La Haye pour décider si les bateaux hospitaliers, sous le drapeau de la Croix-Rouge, peuvent être dispensés du paiement de tous droits taxés, à l'exception de ceux qui sont établis pour l'usage des différents services des ports.

Mon Gouvernement, étant d'avis d'accorder cette exemption, désire faire, dès à présent, une réserve en ce qui concerne le droit de visite. Le Gouvernement du Roi estime en effet que ces bâtiments ne pourraient pas se soustraire à toutes les formalités des lois et règlements sur la visite et non pas, seulement, à celles qui ont trait au contrôle de la contrebande de guerre.

En se ralliant à l'idée de cette Conférence, le Gouvernement Portugais le fait donc sous la réserve que ce droit général de visite soit expressément reconnu dans la Convention à conclure.

Je saisis, etc.

(signé) DE OLIVEIRA SOARES.

Son Excellence

*Monsieur le Baron MELVIL DE LYNDEN, Ministre des Affaires
Etrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.*

PROCÈS-VERBAL N° 3.

(Séance du 17 décembre 1904.)

La séance est ouverte à 3 1/2 heures. Sont présents MM. les Délégués qui ont assisté à la première réunion.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la dépêche suivante, que Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a daigné adresser au Bureau Présidentiel en réponse au télégramme de la Conférence.

« Je suis heureuse de voir la Conférence Internationale concernant les bâtiments hospitaliers réunie à La Haye, et Je vous assure que Je prends un vif intérêt à vos travaux qui ont pour objet un but si humanitaire ».

(signé) WILHELMINA.

L'ordre du jour comporte la discussion du rapport de la Commission nommée pour examiner en détails le projet de Convention soumis préalablement aux divers Gouvernements.

Le PRÉSIDENT remercie la Commission et son éminent Président, M. ASSER, de ses travaux et demande si le Rapport présenté au nom de la Commission par son Rapporteur, le Baron GUILLAUME, appelle quelque observation de la part de l'Assemblée.

Aucune objection n'étant formulée, M. DE MONBEL se plaît à constater l'approbation générale dont ce rapport est l'objet.

Le Président fait observer que l'article unique de l'ancien projet a été divisé en deux articles, auxquels la Commission a ajouté quatre autres articles d'un caractère protocolaire qui sont la reproduction à peu près exacte des différentes dispositions contenues dans la Convention de 1899 sur la guerre maritime.

Le préambule a été conservé comme il l'était originairement.

M. DE BAGUER voudrait substituer, dans le préambule, le mot « faciliter à celui de « favoriser ». Cette proposition ayant été acceptée, le préambule est adopté à l'unanimité.

PRÉAMBULE.

Considérant que la Convention, conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, a consacré le principe de l'intervention de la Croix Rouge dans les guerres navales par des dispositions en faveur des bâtiments hospitaliers;

Désirant conclure une convention à l'effet de faciliter par des dispositions nouvelles la mission desdits bâtiments;

Ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté, etc.

.....
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

On procède à la discussion de l'article premier :

M. DE BAGUER ne s'explique pas l'utilité du membre de phrase « qui sont imposés aux navires au profit de l'Etat » ; il préférerait la suppression des mots « qui sont » et « aux navires », et la simple adoption des termes : « imposés au profit de l'Etat. »

M. ASSER fait valoir que les mots « aux navires » ont leur raison d'être, puisque l'immunité ne s'appliquera pas aux droits de douane auxquels seraient soumis les objets se trouvant à bord des navires.

M. DE BAGUER n'insiste pas.

La suppression des mots « qui sont » est adoptée.

M. DE SCHLÖZER est chargé de faire la déclaration suivante :

« La disposition de l'article 1 du nouveau projet de convention, qui limite l'exemption des droits et taxes de port à ceux qui sont perçus au profit de l'Etat, ne correspond pas au principe de la réciprocité. Selon cette clause les Puissances contractantes ou les droits de port appartiennent à l'Etat, se trouveraient dans une situation moins favorable que les Etats dont les ports sont soumis à l'administration communale ou privée.

De plus, chaque Etat, s'il était obligé pour une raison ou l'autre, d'introduire de nouveaux droits de port communaux, pourrait rendre illusoire le but de la convention. »

Le PRÉSIDENT ne conteste pas qu'en droit strict l'argument de M. DE SCHLÖZER ait sa valeur, ni que les effets qui résulteront de l'application de l'article, comme il est proposé, puissent entraîner une inégalité à l'égard des Parties contractantes.

Il pense, cependant, que les Gouvernements accepteront volontairement cette inégalité, puisqu'il s'agit en la matière d'une œuvre purement humanitaire, qui fait reléguer au second plan les conséquences de nature financière.

M. D'OKOLICSANYI D'OKOLICSNA se rallie aux vues exposées par M. DE SCHLÖZER. Pour les motifs exposés il serait à craindre que plusieurs Etats n'hésitent à donner leur signature.

M. DE MARTENS dit que la Commission s'est rendu compte des différentes situations existant dans les ports. On a, cependant, jugé opportun d'accepter pour le moment les conséquences de ces situations, afin de ne pas retarder les bienfaits qui résulteront de la Convention.

La Conférence se bornerait à prononcer à cet égard le vœu suivant, que la Commission a adopté sur sa proposition :

« La Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers, convoquée à La Haye en décembre 1904, après avoir voté à l'unanimité l'affranchissement des bâtiments hospitaliers du paiement de tous les droits et taxes imposés aux navires dans les ports des Puissances contractantes au profit de l'Etat, émet le vœu qu'en vue de la mission hautement humanitaire de ces navires, les Gouvernements respectifs prennent les mesures nécessaires afin d'affranchir dans un bref délai ces navires également du paiement des droits et taxes, prélevés dans leurs ports au profit d'autres que l'Etat, notamment de ceux qui sont prélevés au profit des communes, des compagnies privées ou des particuliers. »

M. ASSER croit, qu'en principe, la Conférence est d'accord avec les motifs donnés par M. DE SCHLÖZER. Elle le prouvera en adoptant le vœu proposé par M. DE MARTENS.

M. ASSER ajoute que le côté financier est d'un intérêt tellement secondaire, qu'il y aurait tout lieu de ne pas trop insister dès à présent sur le principe de la réciprocité.

M. le Comte DE SÉLIR émet une opinion analogue.

L'assemblée est unanime à adhérer au vœu formulé par M. DE MARTENS.

Après un échange de vues entre M. LE PRÉSIDENT et MM. MÉTAXAS, TUGNI et DE SÉLIR, l'article premier est adopté après la déclaration du Délégué d'Allemagne, qu'il se réserve son vote :

Article premier.

Les bâtiments hospitaliers à l'égard desquels se trouvent remplies les conditions prescrites dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention conclue à La Haye, le 29 juillet 1899, pour l'adaptation à la guerre

maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, seront exemptés en temps de guerre dans les Ports des Parties contractantes de tous droits et taxes, imposés aux navires au profit de l'Etat.

On passe à la discussion de l'article 2.

M. DE BAGUER propose de substituer les mots : « L'exemption établie par l'article précédent » au lieu des mots « la disposition de l'article précédent. »

Il est d'avis que ce changement mettrait plus d'accord entre l'article premier et l'article 2.

Toutefois il tient à faire observer que cette remarque ne traduit qu'une impression personnelle et ne saurait, dans sa pensée, aller à l'encontre de l'opinion générale.

M. DE MARTENS démontre que l'amendement proposé par M. DE BAGUER limiterait la portée de l'article 2.

L'article 2 est adopté sans modification :

Article 2.

La disposition de l'article précédent n'empêche pas l'application, au moyen de la visite et d'autres formalités, des lois fiscales ou autres lois en vigueur dans ces ports.

L'article 3 est adopté sans discussion comme il suit :

Article 3.

La règle contenue dans l'article premier n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

La dite règle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

On passe à la discussion de l'article 4.

M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA suggère de préciser, pour plus de clarté, quelles sont les Puissances auxquelles se réfère l'alinéa 1^{er} de cet article.

Selon lui, il y aurait avantage à compléter le mot « Puissances » par « signataires de la Convention de 1899 », ou par « représentées à la Conférence ».

En réponse, M. ASSER fait ressortir, qu'en ne limitant pas la faculté de signer à une catégorie déterminée de Puissances, on laissera la porte ouverte à toutes celles qui voudront s'associer à cette œuvre généreuse.

M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA admet cette manière de voir.

M. ASSER dit que M. le Directeur du Protocole au Ministère des Affaires Etrangères l'a entretenu d'une certaine considération ayant trait à la fixation du délai durant lequel les Puissances auront la faculté d'apposer leur signature.

A l'appui de cette opinion M. le Directeur fait ressortir qu'une convention, le jour où une première ratification est intervenue, ne comporte plus de nouvelles signatures, mais seulement la participation sous la forme d'adhésion.

Conséquemment M. ASSER soumet à l'appréciation de ses collègues la substitution des mots « premier dépôt des ratifications » aux mots « premier juillet 1905 », et l'insertion des mots « après le premier juillet 1905 », dans le second alinéa, à la suite de « La Haye ».

Des objections sont soulevées par M. VESNITCH qui exprime la crainte de voir certains retards se produire.

M. DE BAGUER se rallie à cette manière de voir et fait remarquer que ce serait imposer un grand retard à la mise en vigueur de cet Acte international si on ne fixait pas une date déterminée. Une disposition qui ferait dépendre l'exécution de la Convention du dépôt de deux ratifications ne lui semblerait pas présenter un caractère pratique et il préfère pour cette raison la fixation d'une date précise donnant force de loi.

Diverses appréciations ayant été émises et contestées par plusieurs Délégués M. PAPINIU croit pouvoir satisfaire à ces divergences d'opinion en proposant de substituer la date du « premier octobre » à celle du « premier juillet ».

La Conférence, sans vouloir préjuger à présent le fond de la question, se rallie unanimement à la proposition de M. PAPINIU.

L'article 4 est adopté avec cette modification ;

Article 4.

La présente Convention qui, portant la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au premier octobre 1905 par les Puissances qui en auraient manifesté le désir, sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye. Il sera dressé du dépôt des ratifications un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme, sera remise après chaque dépôt par la voie diplomatique à toutes les Puissances signataires.

On discute l'article 5.

A ce propos M. TUGINI fait remarquer que la rédaction de cet article 5, qui n'est autre chose que la reproduction de l'article 13 de la Convention de La Haye de 1899 sur la guerre maritime, a laissé de côté les mots « qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864 » et il se demande s'il n'y a pas lieu de réintégrer le texte exact.

M. DE MARTENS s'applique à justifier les termes généraux du projet en invoquant les deux raisons suivantes.

En 1899 il s'agissait d'adapter à la guerre maritime les principes de l'Acte de Genève ; par conséquent il était nécessaire de réserver l'adhésion à la nouvelle Convention aux seuls signataires de l'Acte précité.

Il importait aussi d'amener, au moyen de cette réserve, les Etats non signataires de l'Acte de Genève à y participer.

Ces deux motifs n'ont plus de raison d'être à l'égard de la présente Convention, qui n'a pas de rapport direct avec l'Acte de Genève.

M. TUGINI croit néanmoins qu'il faut dans l'intérêt de la symétrie, rétablir la formule adoptée à l'article 13 de la Convention sur la guerre maritime de 1899.

En conformité avec la modification apportée à l'article 4, la Conférence adopte de substituer dans le présent article le mot « octobre » à celui de « Juillet. »

L'Article 5 est adopté en ces termes :

Article 5.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la Présente Convention après le premier octobre 1905.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

L'Article 6 est adopté sans discussion :

Article 6.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifié.

M. le Comte DE SÉLIR se demande si le vœu exprimé par M. DE MARTENS et auquel la Conférence a déclaré donner son adhésion ne figurerait pas à juste titre dans l'Acte final de la Conférence.

La Conférence se prononce affirmativement.

La discussion étant terminée, M. LE PRÉSIDENT soumet au vote le Projet de Convention dans son ensemble.

M. le DÉLÈGUÉ D'ALLEMAGNE déclare qu'il ne peut voter qu'ad referendum.

Comme il l'avait dit à la Commission, M. le DÉLÉGUÉ D'ITALIE tient à répéter qu'il a télégraphié à son Gouvernement le texte adopté par la Commission.

Puisque son Gouvernement n'a pas eu le temps matériel pour lui donner d'instructions, il doit réserver la liberté de son Gouvernement quant à l'approbation et la signature de la Convention.

Il se demande s'il ne serait pas préférable que la Conférence n'arrêtât rien de définitif avant que les Gouvernements aient pu se prononcer sur le projet de la Convention.

La Conférence s'oppose à cette manière de voir.

Le projet mis au vote est unanimement adopté sous la seule réserve de MM. les Délégués d'Allemagne et d'Italie.

M. LE PRÉSIDENT interroge MM. les Délégués sur leurs convenances personnelles relativement à la fixation du jour de la réunion au cours de laquelle il sera procédé à la signature de la Convention.

Il fait allusion aux instructions ultérieures que quelques Délégués, au cours des délibérations, ont déclaré devoir solliciter de leurs Gouvernements respectifs.

A ce propos M. HOO WEI-TEH informe la Conférence qu'il est muni des pouvoirs requis pour signer d'accord avec la majorité des Puissances représentées à la Conférence. Vu les modifications apportées au projet il croit toutefois de son devoir de les soumettre à son Gouvernement et de demander de nouvelles instructions.

M. MIN YEUNG-TCHAN, considérant les modifications introduites dans le Projet comme n'étant pas de nature à l'obliger de s'en référer de nouveau à son Gouvernement, se déclare prêt à signer dès maintenant cet acte humanitaire auquel son Gouvernement est heureux de s'associer.

La proposition du PRÉSIDENT de fixer au mercredi 21 décembre à 4 heures la séance de clôture, au cours de laquelle l'apposition des signatures pourra avoir lieu, est adoptée sans discussion.

Le PRÉSIDENT prononce l'allocution suivante :

Messieurs,

« Vos travaux étant terminés, et bien terminés, je tiens à Vous remercier de l'attention que Vous avez apportée à l'étude de la question qui Vous était soumise.

Je tiens aussi à remercier encore une fois la Commission et son Président, M. ASSER, du soin qu'ils y ont consacré, ainsi que M. le Baron GUILLAUME de la netteté des conclusions auxquelles nous sommes redevables d'avoir pu arriver si vite à une décision.

L'arrangement actuel comble une lacune de la Conférence qui a pris à tâche d'adapter les principes de la Convention de Genève à la guerre maritime, lacune ne touchant qu'au côté humanitaire de la Convention, mais par cela même ayant aux yeux du monde charitable et civilisé, une valeur spéciale et immédiate.

Pour tous ceux qui s'intéressent au grand principe de la Croix Rouge, la question se pose journellement de savoir s'il n'y aurait pas encore quelques déterminations utiles à prendre, afin de renforcer, autant que possible, l'initiative privée de la charité dans les conflits maritimes.

De bons esprits le pensent ainsi, et je crois satisfaire à leur intention généreuse en appelant la sollicitude de cette assemblée sur différents sujets susceptibles, le cas échéant, par exemple lors d'une révision future de la Convention de La Haye, de devenir le point de départ de délibérations fructueuses. Un échange d'idées constatant dans les procès-verbaux de cette Conférence, vos préoccupations et vos tendances à l'égard de ces questions humanitaires, ne pourrait être que d'un prix inestimable et il ne saurait, en tout cas, que paraître les désirs et les directions que nous ont laissés nos devanciers de 1899, lors de la mémorable réunion internationale.

En vertu de l'article 5 de la Convention, les navires hôpitaux se trouvent distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte, d'un mètre et demi de largeur environ.

Ils se font reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Ces distinctions de couleur et de pavillon sont visibles pendant le jour. Mais quand il fait sombre ou tout à fait nuit, quels sont les signaux protecteurs de ces bâtiments ?

La Convention de La Haye est muette sur un sujet si important.

D'après l'article 2 de la Convention les navires hôpitaux doivent être porteurs d'un document émanant de l'autorité compétente et établissant qu'ils ont été soumis à un contrôle pendant leur armement, jusqu'au moment de leur départ.

Ce certificat, daté du port de départ, est-il suffisant durant tout le cours du voyage et des opérations des navires hôpitaux, ou bien les autorités des ports, touchés en route, devraient-elles également participer à la délivrance de ces certificats ?

Le doute ne devrait pas être permis à cet égard, car il y aurait un intérêt réel à l'élucider.

Si Vous l'estimez bon, Messieurs et si Vous jugez la proposition que j'ai l'honneur de Vous soumettre, compatible aussi bien avec les espérances qui se manifestent de toute part au sujet des questions humanitaires qu'avec la réserve et le caractère qui Vous sont personnels, je Vous invite à appeler sur ces différents points l'attention de Vos Gouvernements respectifs ».

La Conférence décide que l'allocation de M. le Président sera insérée *in extenso* dans le Procès-Verbal.

M. DE SCHLÖZER demande la parole et s'exprime en ces termes.

Messieurs,

« Je suis heureux de pouvoir m'associer aux observations si judicieuses de M. le Président concernant les lacunes qui se trouvent dans la Convention de La Haye de 1899.

De ce point de vue, il me paraît utile de signaler à Votre bienveillante attention une autre petite lacune de la Convention de 1899.

En vertu de l'article 7 de cet acte « le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment (hospitalier) capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre ».

Mais on se demande si les médecins militaires, se trouvant au service actif d'un belligérant, sont aussi « inviolables » et ne peuvent pas être faits prisonniers de guerre ?

Je pose simplement la question, et je ne demande point qu'elle soit discutée au sein de cette Conférence.

Seulement je suis convaincu que tous les membres de cette Conférence partagent ma conviction, que le privilège établi par l'article 7 de la Convention de 1899, doit intégralement être reconnu au profit des médecins militaires se trouvant sur les bâtiments hospitaliers.

Pour le moment je me borne à demander que mon observation soit consignée au procès-verbal, qui sera communiqué aux Gouvernements représentés à cette Conférence.

Le PRÉSIDENT prend acte de la déclaration, si digne d'être prise en considération, du Délégué d'Allemagne, et dont l'insertion au Procès-verbal est unanimement approuvée.

M. DE MARTENS se félicite de pouvoir rappeler que la réunion d'une nouvelle Conférence de la Paix a été adoptée en principe.

Cette Conférence ultérieure sera donc appelée à statuer sur les questions qui viennent d'être soulevées dans les déclarations de MM. les Délégués de France et d'Allemagne.

Le Délégué de Russie tient ensuite à signaler une omission de la Convention de La Haye de 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, et sur laquelle les événements actuels ont attiré tout spécialement l'attention.

L'article 5 de cette Convention n'établit, comme l'a démontré M. le Ministre de France, aucun signe significatif pour les bâtiments hospitaliers pendant la nuit. Considérant néanmoins qu'il est nécessaire d'établir ces signes distinctifs de nuit pour les bâtiments hospitaliers russes, le Gouvernement Impérial de Russie a pris des dispositions pour que, pendant le temps de guerre, les dits bâtiments portent sur la corne d'artimon ou sur le bâton de pavillon d'arrière trois feux verticaux, desquels celui du haut et celui du bas seraient blancs, et celui du milieu rouge.

Cette disposition du Gouvernement Russe a été portée à la connaissance de tous les Gouvernements, celui du Japon non excepté, et aucun Gouvernement n'a combattu ce procédé absolument d'accord avec l'esprit et le but de la Convention de La Haye ».

M. DE GREVENKOP CASTENSKJOLD annonce que son Gouvernement l'a autorisé à signer le projet, mais sous le bénéfice d'une réserve, dont il demande à la Conférence la permission de lire les considérants :

« Le règlement actuel en Danemark des ports et des ponts n'accorde d'exemption de droits et taxes aux bâtiments hospitaliers. Ce règlement expire le 31 mars 1905. Le nouveau règlement, qui sera en vigueur du 1^{er} avril 1905 jusqu'au 31 mars 1910, stipulera que les bâtiments

hospitaliers, qui battront le pavillon de la Croix Rouge, seront entièrement exemptés, en temps de guerre, des droits et taxes des ports et des ponts. En cas de révision de ces droits et taxes, une stipulation analogue y sera insérée.

Dans ces conditions l'adhésion du Gouvernement du Roi à l'acte international, par lequel la Conférence a décidé de consacrer ses travaux, ne pourra être acquise qu'à partir du 1^{er} avril 1905 ».

Le PRÉSIDENT après avoir mentionné de nouveau que la prochaine séance aura lieu le mercredi 21 décembre 1904 à 4 heures, prononce la clôture à 5 $\frac{1}{2}$ heures.

Les Secrétaires,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

VON PROLLIUS.

G. DELLA TORRE.

ALLARD DE CHATEAUNEUF.

J. DE STUERS.

Le Président,

MONBEL.

Annexe 1 au Procès-verbal N^o 3.

Rapport de la Commission à la Conférence.

Messieurs,

La mission que vous nous avez confiée fut aisée à remplir, grâce à la sympathique unanimité qui a accueilli la pensée généreuse des promoteurs de la Conférence.

Le projet de Convention, communiqué à nos Gouvernements, et que l'on soumet aujourd'hui à notre examen, est l'expression d'une pensée humanitaire approuvée par tous. Mais il résulte des déclarations qui vous ont été faites, que le texte ne devait pas en être considéré comme définitif; il ne doit constituer à nos yeux qu'une base pour nos délibérations.

Le principe même de la Convention n'a pas été discuté; on s'accorde à reconnaître qu'il est désirable — comme le disait récemment M. le Ministre de France — de faciliter l'exercice de la charité en temps de guerre par un règlement nouveau applicable à la mission des navires hospitaliers. Chacun veut encourager les entreprises humanitaires, écarter les difficultés de leur route, réduire les frais qui leur incombent.

Le projet élaboré par le Gouvernement de la République Française nous propose l'abandon, en temps de guerre, au profit des bâtiments hospitaliers mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, de certaines taxes établies dans les ports.

Qui fera le sacrifice de ces droits ? Quelle sera la nature des taxes, dont la perception sera abandonnée ? — Telles sont les questions qui se sont imposées tout d'abord à notre examen.

Les membres de la Commission ont été unanimes à déclarer que les Etats devaient s'engager à renoncer aux droits et taxes qu'ils perçoivent à leur profit. Ce principe n'est pas inscrit d'une manière aussi absolue dans le projet qui nous a été soumis ; mais il nous a paru répondre cependant à la pensée généreuse de ceux qui nous ont réunis ici.

Votre Comité s'est rendu compte des difficultés que rencontrerait, dans son application immédiate, une extension de cette règle aux taxes perçues, soit par des administrations municipales, soit par des compagnies privées, des groupes ou des individus. Les législations sont multiples en cette matière ; l'organisation, les moyens financiers, les conditions d'être des ports sont variés. Vouloir décréter une règle uniforme, c'était retarder fatalement l'accomplissement de l'œuvre qui est soumise à l'examen de nos Gouvernements. Le Comité de rédaction se résoud donc à vous proposer seulement d'émettre le vœu que les municipalités, les compagnies et les particuliers, qui perçoivent des droits et des taxes dans les ports, n'en exigent dorénavant plus le paiement de la part des bâtiments hospitaliers.

Un jour viendra — prochain, nous l'espérons tous — où une nouvelle Conférence de la Paix pourra inscrire dans ses Actes une disposition plus large en cette matière.

Au cours de l'échange de vues qui nous a conduits à la rédaction que nous avons l'honneur de vous présenter sur ce point, des suggestions d'une portée plus étendue s'étaient fait jour ; plusieurs Délégués n'auraient pas reculé devant le principe de l'exemption de tous droits de douane au profit des bâtiments hospitaliers ; en outre, M. le Délégué du Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie se montrait disposé à étendre le principe de la Convention aux ambulances qui seraient établies sur des lacs, des fleuves ou des canaux, et MM. les Délégués des Gouvernements Persan, Russe et Serbe étaient prêts à appuyer une motion dans ce sens.

Cette dernière disposition sortirait du cadre de nos délibérations ; — le but visé par la Conférence étant limité à la guerre maritime. Nous devons craindre d'ailleurs, que de telles extensions données au programme assigné à nos travaux, ne pussent compromettre l'accord désirable ou, tout au moins, retarder l'entente cherchée. Ces généreuses dispositions constitueront un jalonnement pour la route que suivra une autre Conférence.

L'article 1^{er} du projet de Convention porte :

« Les bâtiments hospitaliers à l'égard desquels se trouvent remplies les conditions prescrites dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, seront exemptés, en temps de guerre, dans les ports des Parties contractantes, de tous droits et taxes, qui sont imposés aux navires au profit de l'Etat ».

Les exemptions de taxes que stipule le projet élaboré par le Cabinet de Paris, et que nous avons maintenues dans leur essence, n'impliquent pas la suppression du droit de visite appartenant aux autorités locales dans les divers ports. Les auteurs de la formule qui nous avait été proposée, avaient estimé cependant qu'il n'était pas inutile de constater, en termes précis, le maintien de ce droit, pour ce qui concerne la recherche de la contrebande de guerre.

Cette affirmation a provoqué des réserves du Gouvernement de S. M. Très Fidèle ; M. le Délégué de Portugal a exprimé la crainte que le fait même de la mention ne pût être interprété dans un sens restrictif, et mettre en doute des droits incontestables.

Votre Comité a reconnu qu'il importait d'éviter tout malentendu sur ce point. Il vous propose donc une formule, d'une portée plus générale, stipulant que les dispositions relatives aux droits et aux taxes dont seront exemptés les navires hospitaliers, n'empêcheront pas l'application des règles du droit territorial destinées à garantir, au moyen de la visite et d'autres formalités, l'exécution des lois fiscales ou d'autres lois en vigueur dans ces ports.

Si la rédaction qui est soumise à votre examen ne mentionne plus le contrôle destiné à prévenir le transport de la contrebande de guerre, c'est que votre Comité a jugé inutile de rappeler une règle qui est consacrée par le droit des gens.

D'autres rédactions avaient été proposées qui répondaient également au but visé ; j'en mentionnerai une qui a retenu, plus que toute autre, l'attention de la Commission. Elle disait :

« Il est entendu que ces bâtiments hospitaliers ne peuvent en aucune façon se soustraire aux visites et autres formalités édictées par les lois ou règlements territoriaux ».

Elle était claire, mais la Commission n'a pas cru pouvoir l'adopter, à raison d'une remarque faite très-judicieusement par M. le Second Délégué du Gouvernement Russe. Les bâtiments hôpitaux-militaires, visés par l'article 1^{er} de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899, jouissent de l'exterritorialité, et ne peuvent être soumis à des visites, que doivent au contraire subir les bâtiments hospitaliers équipés aux frais de particuliers ou de sociétés, et qui font l'objet des articles 2 et 3 de ladite Convention.

La rédaction proposée n'établissait pas la distinction nécessaire, tandis que le texte que nous avons l'honneur de vous soumettre, ne laisse aucune prise à une observation de ce genre.

A l'occasion de la rédaction de cet article, M. le Premier Délégué du Gouvernement de Sa M. l'Empereur de Toutes les Russies, d'accord d'ailleurs avec ses collègues, a exprimé le vœu que les autorités douanières des ports où feront escale des bâtiments hospitaliers, fusent pénétrées de la nécessité de n'appliquer les règlements administratifs qu'avec une extrême discrétion.

Il importe qu'une distinction soit faite entre les objets ou produits qui servent à l'accomplissement de la mission humanitaire assignée à ces navires, et les marchandises qui se trouveraient dans la cargaison. Des mesures conservatoires trop minutieuses, des obstacles opposés

au débarquement momentané d'outils ou d'objets du service de l'ambulance, pourraient apporter des entraves fâcheuses à l'œuvre hospitalière.

Voici la rédaction de l'article 2 du projet que nous vous soumettons :

« La disposition de l'article précédent n'empêche pas l'application, au moyen de la visite et d'autres formalités, des lois fiscales ou autres lois en vigueur dans ces ports ».

Enfin, Messieurs, il a paru opportun d'insérer, dans le texte de l'Acte, une disposition quasi identique à celle qui forme l'article 11 de la Convention du 29 juillet 1899, pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864.

On ne fut cependant pas éloigné de se demander, au nom des sentiments humanitaires qui nous unissent ici, si cette clause n'aurait pas dû subir certaines modifications. Elles eussent été inspirées par le désir de ne pas priver des avantages édictées par l'article 1^{er}, les bateaux hospitaliers de toutes les nations, par le simple fait qu'une seule Puissance, engagée dans le conflit, n'aurait pas adhéré aux principes que nous espérons consacrer par une Convention. Mais cette clause a été insérée dans la Convention de La Haye de 1899 dont nous cherchons aujourd'hui à compléter les dispositions ; elle figure également dans plusieurs autres Conventions internationales relativement récentes ; ces considérations ont engagé votre Commission à ne pas innover. Elle laisse l'examen de ce problème à d'autres Assises internationales.

L'article 3 de notre projet porte :

« La règle contenue dans l'article premier n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

» Ladite règle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non-contractante se joindrait à l'un des belligérants. »

La Commission a maintenu la base du préambule inséré en tête du projet que nous a soumis le Gouvernement de la République Française, c'est-à-dire la mention des dispositions prises par l'Acte du 29 juillet 1899 ; elle ne l'a que légèrement modifiée ; mais elle a cru devoir donner au projet de convention une forme protocolaire semblable à celle du Traité, dont nous voulons étendre les bienfaits.

Le préambule commence donc par l'énumération des Souverains et Chefs d'Etat contractants ; il donne ensuite l'indication des articles visés de la Convention de 1899, et enfin la désignation des Plénipotentiaires.

Deux modes pouvaient être adoptés pour le dépôt des ratifications : la liberté pour chaque Gouvernement de procéder à cet acte selon ses convenances, ou l'obligation de n'opérer le dépôt qu'au jour où plusieurs Etats se déclareraient disposés à agir de concert. Tel a été le cas pour certaines conventions récentes relatives au droit international privé. M. le Délégué du Gouvernement Russe a fait justement observer qu'en matière de droit international privé, il est opportun de prévoir des difficultés de coordination, et des problèmes juridiques longs à résoudre, tandis qu'en matière de charité, il faut laisser à chacun la satisfaction de se hâter.

Votre Comité vous propose donc d'adopter la rédaction de l'article 12 de la Convention du 29 juillet 1899.

Il en est de même pour les articles 13 et 14 du dit Traité, qui règlent le mode d'adhésion des Puissances non-signataires et les moyens de dénonciation.

La rédaction de ces articles n'a soulevé aucune discussion, elle n'a subi qu'une simple modification protocolaire ; la Commission s'est bornée à émettre le vœu que la première de ces dispositions compte de nombreux cas d'application, tandis que la seconde resterait lettre morte.

Elle a la confiance que la rédaction qu'elle a adoptée et qu'elle vous propose, est de nature à faciliter de nouvelles adhésions à une œuvre que l'initiative généreuse du Gouvernement Français a enfantée, et dont l'accomplissement se trouve facilité par l'hospitalier concours du Gouvernement de Sa Majesté la Reine WILHELMINE.

(signé) Baron GUILLAUME.

Annexe 2 au procès verbal N° 3.

Projet de Convention adopté par la Commission.

Sa Majesté.....

.....
 Considérant que la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, a consacré le principe de l'intervention de la Croix Rouge dans les guerres navales par des dispositions en faveur des bâtiments hospitaliers ;

Désirant conclure une convention à l'effet de favoriser par des dispositions nouvelles la mission des dits bâtiments ;

Ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté, etc.

.....
 lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les bâtiments hospitaliers, à l'égard desquels se trouvent remplies les conditions prescrites dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864,

seront exemptés en temps de guerre dans les ports des Parties contractantes de tous droits et taxes, qui sont imposés aux navires au profit de l'Etat.

Article 2.

La disposition de l'article précédent n'empêche pas l'application, au moyen de la visite et d'autres formalités, des lois fiscales ou autres lois en vigueur dans ces ports.

Article 3.

La règle contenue dans l'article premier n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

La dite règle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non-contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 4.

La présente Convention qui, portant la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au premier juillet 1905 par les Puissances qui en auraient manifesté le désir, sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye. Il sera dressé du dépôt des ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise après chaque dépôt par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 5.

Les Puissances non-signataires sont admises à adhérer à la présente Convention après le premier juillet 1905.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 6.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye le Décembre mil neuf cent quatre, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Annexe 3 au Procès-Verbal N° 3.

Projet de Convention adopté par la Conférence dans sa séance du 17 décembre 1904.

Sa Majesté, etc.....

Considérant que la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, a consacré le principe de l'intervention de la Croix Rouge dans les guerres navales par des dispositions en faveur des bâtiments hospitaliers ;

Désirant conclure une convention à l'effet de faciliter par des dispositions nouvelles la mission des dits bâtiments ;

Ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté, etc.....

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les bâtiments hospitaliers, à l'égard desquels se trouvent remplies les conditions prescrites dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, seront exemptés en temps de guerre dans les ports des Parties contractantes de tous droits et taxes, imposés aux navires au profit de l'Etat.

Article 2.

La disposition de l'article précédent n'empêche pas l'application, au moyen de la visite et d'autres formalités, des lois fiscales ou autres lois en vigueur dans ces ports.

Article 3.

La règle contenue dans l'article premier n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

La dite règle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 4.

La présente Convention qui, portant la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au premier octobre 1905 par les Puissances qui en auraient manifesté le désir, sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye. Il sera dressé du dépôt des ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise après chaque dépôt par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes. ●

Article 5.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention après le premier octobre 1905.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 6.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye le Décembre mil neuf cent quatre, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

PROCÈS-VERBAL N° 4.

(Séance de clôture, 21 décembre 1904.)

Sont présents MM. les Délégués qui ont assisté à la première Séance, à l'exception de M. le Comte PRICHARD, Délégué de Guatémala, rappelé à Madrid.

Est également présent Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères, Président d'honneur de la Conférence.

Le Baron MELVIL DE LYNDEN prend place au fauteuil présidentiel et ouvre la séance à 4 1/2 heures.

M. de MONBEL, Président de la Conférence, dit que des épreuves des procès-verbaux ont été distribuées à MM. les Délégués qui ont bien voulu indiquer au Secrétariat les rectifications qu'ils désiraient y voir introduites. Il propose à la Conférence d'approuver les procès-verbaux des séances précédentes sous réserve de ces rectifications, et de conférer au Bureau Présidentiel le mandat d'arrêter le procès-verbal de la présente séance.

Cette proposition est adoptée.

M. DE MONBEL adresse ses remerciements personnels à M. DOUDE VAN TROOSTWIJK et au Bureau du Secrétariat pour la diligence et la précision avec laquelle ils ont résumé les délibérations de la Conférence.

Il rend hommage aux dispositions généreuses de l'assemblée et met en lumière l'intérêt qu'a présenté la participation aux débats des cinq Puissances de l'Asie.

Il y a lieu de se féliciter d'un concours aussi général qui consacre l'usage adopté par les nations, de venir à La Haye. Il exprime l'espoir que la Conférence future, qui s'annonce dans un avenir rapproché sous les auspices des Etats-Unis d'Amérique, portera ses fruits; ainsi devient de plus en plus précieuse et justifiée l'hospitalité du Gouvernement des Pays-Bas. »

M. ASSER prononce les paroles suivantes :

Messieurs,

« Permettez-moi d'adresser, avant la clôture de la Conférence, quelques paroles à notre cher et très-honoré Président, Son Excellence le Ministre de France.

L'objet de nos travaux peut, au premier abord, paraître sans grande importance : il ne s'agit, en effet, que de l'exemption, en temps de guerre, de quelques droits et taxes peu considérables, et au profit d'un nombre restreint de navires.

Cependant la matière présentait certaines difficultés qui auraient pu faire échouer nos efforts, si, grâce à Votre esprit de conciliation, grâce surtout à la manière si distinguée, si courtoise et si impartiale avec laquelle notre Président a dirigé les débats, Vous n'aviez pas réussi à trouver des formules acceptables pour tous.

Nous nous sommes convaincus que l'idée qui a inspiré l'Union des Femmes de France, n'est pas immédiatement et complètement réalisable, puisqu'elle ne dépend pas des Etats seuls. Déjà d'après l'avant-projet qui nous a été communiqué avant la Conférence, l'exemption ne devait pas s'étendre aux droits de pilotage, ceux-ci étant perçus dans plusieurs pays au profit des pilotes pour les services rendus par eux.

La Conférence a compris que la Convention pouvait entrer en vigueur sans trop de retard, et que les bâtiments hospitaliers profiteraient dans un bref délai de l'exemption des droits perçus au profit des Etats, si elle limitait pour l'instant ses effets à ces seuls droits.

D'un autre côté on devra reconnaître que les observations de Leurs Excellences le Ministre d'Allemagne et le Ministre d'Autriche-Hongrie, formulées dans l'intérêt d'une plus stricte application de la réciprocité entre les Etats signataires, sont bien fondées en principe.

On peut donc espérer que le temps viendra, où, conformément au vœu exprimé par la Conférence, tous les droits et taxes perçus sur les navires hospitaliers pourront être supprimés sans exception aucune, et où l'on examinera aussi avec toute l'attention qu'elle mérite, la proposition faite par Son Excellence le Ministre d'Italie pour l'extension du principe aux rivières, aux canaux et aux lacs.

Même alors, quand ces extensions auront été adoptées, le sacrifice sera peu important au point de vue financier, mais quand on se pénètre de l'esprit dans lequel la proposition en a été faite, on y verra une nouvelle preuve, Monsieur le Président, de cette vérité reconnue par tout le monde, que votre belle et noble patrie aime à se faire le champion de toutes les idées libérales et généreuses, et qu'en voyant les souffrances causées par la guerre, elle ne veut rien négliger de ce qui peut contribuer à les soulager.

Nos remerciements, Monsieur le Président, s'adressent donc tant à Vous qu'à la Puissance dont Vous êtes le digne représentant. »

M. le Comte DE SÉLIR croit traduire les sentiments unanimes de ses collègues en proposant de faire parvenir à Monsieur le Président de la République Française un télégramme pour le remercier de leur avoir fourni l'occasion de se réunir à La Haye en vue d'un acte utile à l'humanité.

M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA croit être l'interprète des sentiments de tous ses collègues en rendant hommage au Vice-Président M. le Ministre d'Etat ASSER, qui a beaucoup contribué à la réussite des travaux de la Conférence.

M. le DÉLÈGUÉ D'ITALIE fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement du Roi se réserve d'approuver et de signer

la « Convention dans le délai fixé par le texte du projet de Convention « adopté par la Conférence ».

M. le DÉLÉGUÉ D'ALLEMAGNE fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement Impérial se réserve la faculté de ne pas » appliquer la présente Convention vis-à-vis des Etats dans les ports » desquels des droits et taxes sont imposés aux navires hospitaliers » allemands à un profit autre que celui de l'Etat ».

M. le DÉLÉGUÉ DE ROUMANIE fait la déclaration suivante :

« Mon Gouvernement m'a autorisé à signer la Convention que » nous venons de négocier, sous réserve cependant du principe de la » réciprocité et des taxes de pilotage ».

M. PAPINIU prie la Conférence de lui donner acte de cette déclaration et en demande l'insertion dans le Procès-verbal.

Le PRÉSIDENT donne acte à MM. les Délégués d'Italie, d'Allemagne et de Roumanie de leurs déclarations.

La Conférence décide que les textes de ces déclarations seront insérés au Procès-verbal.

M. HOO WEI-TEH qui avait, lors de la séance précédente, fait connaître son intention de demander des instructions ultérieures à son Gouvernement, communique à la Conférence qu'il a reçu un télégramme l'autorisant à signer la Convention sauf ratification.

Il est donné lecture de la Convention et de l'Acte final de la Conférence.

Le PRÉSIDENT D'HONNEUR prononce alors l'allocution suivante :

Messieurs,

« Vous voilà arrivés au terme de Vos travaux, et je Vous en félicite. Votre réunion n'est pas restée sans résultats et la cause de l'humanité ne peut que gagner par l'accord que Vous venez de conclure, même en tenant compte de certaines réserves, que quelques Gouvernements ont cru devoir faire quant à son application dans leurs pays.

Ces réunions de Délégués du monde entier, qui deviennent de plus en plus fréquentes, ne peuvent manquer d'exercer un effet salutaire sur le progrès de la civilisation. Plus on apprend à se connaître, plus on s'apprécie mutuellement, plus on se rend compte d'appartenir à la même famille humaine, et plus on se sent solidairement responsable des intérêts de l'humanité. Vous pouvez donc considérer le temps, que Vous nous avez fait l'honneur de passer à La Haye, comme mis à profit pour la cause du progrès.

Il me sera permis d'exprimer le vœu, que Vous reviendrez sous peu dans cette ville pour accomplir une tâche bien plus importante et plus étendue, dans une nouvelle Conférence qu'on voit déjà poindre à l'horizon, et dont celle-ci aura été le précurseur.

Je veux de mon côté remercier M. le Ministre de France d'avoir bien

voulu prendre sur lui les fonctions de Président, et les autres membres du Bureau d'avoir donné leur temps et leur peine à l'accomplissement du but généreux de cette Conférence.

Je termine en invitant Messieurs les Plénipotentiaires des Etats représentés, à signer son Acte final et l'instrument de la Convention. »

En conformité du vœu exprimé par M. le Ministre du Portugal et unanimement adopté par l'assemblée, le PRÉSIDENT donne lecture du télégramme suivant qui va être adressé à Monsieur le Président de la République Française :

« Les membres de la Conférence internationale réunie à La Haye me chargent de vous remercier chaleureusement, Monsieur le Président, de leur avoir fourni l'occasion, par l'initiative de Votre Gouvernement, d'avoir contribué à l'accomplissement d'un acte utile à l'humanité.

(*Acclamations.*)

MONBEL. »

Les formalités de la signature terminées, M. le PRÉSIDENT D'HONNEUR prononce la clôture de la Conférence.

La séance est levée à 6 heures.

Les Secrétaires,

Le Président,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

MONBEL.

VON PROLLIUS.

G. DELLA TORRE.

ALLARD DE CHATEAUNEUF.

J. DE STUERS.

ACTE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention ayant pour but d'exempter les bâtiments hospitaliers, en temps de guerre, dans les ports des Parties contractantes de tous droits et taxes imposés aux navires au profit de l'Etat, les Plénipotentiaires signataires du présent Acte émettent le vœu, qu'en vue de la mission hautement humanitaire de ces navires, les Gouvernements contractants prennent les mesures nécessaires afin d'exempter, dans un bref délai, ces navires également du paiement des droits et taxes, prélevés dans leurs ports au profit d'autres que l'Etat, notamment de ceux qui sont perçus au profit des communes, des compagnies privées ou des particuliers.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent procès-verbal qui, portant la date de ce jour, pourra être signé jusqu'au premier octobre 1905.

Fait à La Haye, le vingt-et-un décembre mil neuf cent quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront

remises par la voie diplomatique aux Puissances signataires de la Convention précitée.

- Le plénipotentiaire de S. M.
l'Empereur d'Allemagne, Roi
de Prusse* (l. s.) V. SCHLÖZER.
- Le plénipotentiaire de S. M. Im-
périale et Royale Apostolique* (l. s.) OKOLICSANYI D'OKOLICSNA
- Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi des Belges* (l. s.) GUILLAUME.
- Le plénipotentiaire de S. M.
l'Empereur de Chine* (l. s.) HOO-WEI-TEH.
- Le plénipotentiaire de S. M.
l'Empereur de Corée* (l. s.) Y. C. MIN.
- Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi de Danemark* (l. s.) W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.
- Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi d'Espagne* (l. s.) A. DE BAGUER.
- Le plénipotentiaire des Etats-
Unis d'Amérique* (l. s.) JOHN W. GARRETT.
- Le plénipotentiaire des Etats-
Unis Mexicains* (l. s.) J. ZENIL.
- Le plénipotentiaire de la Répu-
blique Française* (l. s.) MONBEL.
- Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi des Hellènes* (l. s.) D. G. METAXAS.
- Le plénipotentiaire de S. M.
l'Empereur du Japon* (l. s.) NOBUKATA MITSUHASHI.
- Le plénipotentiaire de S. A. R.
le Grand - Duc de Luxem-
bourg, Duc de Nassau* (l. s.) C^{TE} DE VILLERS.
- Le plénipotentiaire de S. M. la
Reine des Pays-Bas* (l. s.) T. M. C. ASSER.
- Le plénipotentiaire de S. M. I.
le Schah de Perse* (l. s.) M. SAMAD KHAN.
- Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi de Portugal et des
Algarves, etc* (l. s.) CONDE DE SELIR.
- Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi de Roumanie* (l. s.) J. N. PAPINIU.
- Le plénipotentiaire de S. M.
l'Empereur de Toutes les
Russies* (l. s.) MARTENS.

Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi de Serbie..... (l. s.) VESNITCH.

Le plénipotentiaire de S. M. le
Roi de Siam..... (l. s.) RAJA NUPRAPHANDH.

Convention.

*)

Considérant que la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, a consacré le principe de l'intervention de la Croix Rouge dans les guerres navales par des dispositions en faveur des bâtiments hospitaliers ;

Désirant conclure une convention à l'effet de faciliter par des dispositions nouvelles la mission des dits bâtiments ;

Ont nommé comme Plénipotentiaires, savoir :

*)

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les bâtiments hospitaliers, à l'égard desquels se trouvent remplies les conditions prescrites dans les articles 1, 2 et 3 de la Convention conclue à La Haye le 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, seront exemptés, en temps de guerre, dans les ports des Parties contractantes, de droits et taxes, imposés aux navires au profit de l'Etat.

Article 2.

La disposition de l'article précédent n'empêche pas l'application, au moyen de la visite et d'autres formalités, des lois fiscales ou autres lois en vigueur dans ces ports.

*) La Convention devant rester ouverte à la signature jusqu'au premier octobre 1905, les noms des Puissances signataires et de Leurs Plénipotentiaires seront inscrits à cette date suivant l'ordre alphabétique.

Article 3.

La règle contenue dans l'article premier n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

La dite règle cessera d'être obligatoire du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 4.

La présente Convention qui, portant la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au premier octobre 1905 par les Puissances qui en auraient manifesté le désir, sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye. Il sera dressé du dépôt des ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise après chaque dépôt par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 5.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention après le premier octobre 1905.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 6.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye le vingt-et-un décembre mil neuf cent quatre, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

- Pour Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.* (l. s.) VON SCHLÖZER.
- Pour Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.* (l. s.) OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.
- Pour Sa Majesté le Roi des Belges.* (l. s.) GUILLAUME.
- Pour Sa Majesté l'Empereur de Chine.* (l. s.) HOO WEI-TEH.
- Pour Sa Majesté l'Empereur de Corée.* (l. s.) YOUNG CHAN MIN.
- Pour Sa Majesté le Roi de Danemark.* (l. s.) W. GREVENKOP CASTENSKJOLD.
- Pour Sa Majesté le Roi d'Espagne.* (l. s.) A. DE BAGUER.
- Pour les Etats Unis d'Amérique.* (l. s.) JOHN W. GARRETT.
- Pour les Etats Unis Mexicains.* (l. s.) J. ZENIL.
- Pour la République Française.* (l. s.) MONBEL.
- Pour Sa Majesté le Roi des Hellènes.* (l. s.) D. G. METAXAS.
- Pour Sa Majesté l'Empereur du Japon.* (l. s.) NOBUKATA MITSUHASHI.
- Pour Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg, Duc de Nassau.* (l. s.) Cte DE VILLERS.
- Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.* (l. s.) BN. MELVIL DE LYNDEN.
- Pour Sa Majesté Impériale le Schah de Perse.* (l. s.) M. SAMAD KHAN.
- Pour Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc....* (l. s.) CONDE DE SELIR.
- Pour Sa Majesté le Roi de Roumanie.* (l. s.) J. N. PAPINIU.
- Pour S. M. l'Empereur de Toutes les Russies.* (l. s.) MARTENS.
- Pour Sa Majesté le Roi de Serbie.* (l. s.) MIL. R. VESNITCH.
- Pour Sa Majesté le Roi de Siam.* (l. s.) RAJA NUPRAPHANDH.
- { Sous réserve de la déclaration faite dans la séance de la Conférence du 21 décembre 1904.
- { Sous réserve de la réciprocité et des taxes de pilotage.

AFFAIRES DE MACÉDOINE (1904-1907).

A. Application du Programme de Muerzsteg ⁽¹⁾ (1904, 1905).

I. — 1904.

*NOTE adressée par la Porte aux Ambassadeurs
d'Autriche-Hongrie et de Russie.*

(10 janvier 1904.)

Par sa réponse du 24 novembre dernier la Sublime Porte a eu l'honneur de déclarer à LL. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie qu'elle acceptait en principe les neuf points énumérés dans leur mémoire du 9/22 octobre, se réservant d'entrer en négociation à leur sujet pour s'étendre sur les détails de leur application en conformant les premier et second points à l'indépendance, aux droits souverains, au prestige du Gouvernement Impérial et au *statu quo*.

Elle s'empresse aujourd'hui de leur communiquer ci-après le résultat auquel elle est arrivée à la suite des pourparlers et des entretiens qui ont eu lieu avec Leurs Excellences.

I. — Les deux agents civils spécialement désignés par les Gouvernements austro-hongrois et russe pour surveiller l'activité des autorités des trois provinces de Salonique, Monastir et Kossovo dans l'application des réformes déjà arrêtées, résideront dans les mêmes lieux que l'Inspecteur général, attireront son attention sur les besoins des différentes populations et lui signaleront tout acte illégal dont ils auraient eu connaissance. Les ordres à donner à l'Inspecteur général sur les communications que lesdits agents feront à leurs Ambassadeurs lui seront transmis, selon l'usage, par la Sublime Porte sur iradé impérial. Un nombre déterminé de secrétaires et de drogmans seront adjoints aux Agents Civils pour l'exécution de leurs ordres et seront autorisés à des tournées dans les districts accompagnés de fonctionnaires connaissant les langues du pays qui seront spécialement désignés à cet effet par les autorités locales. La tâche des Agents Civils étant de veiller à l'application des réformes déjà arrêtées, leur mandat expirera dans le délai de deux ans à partir de leur nomination. De même les secrétaires et drogmans qu'ils seront autorisés à s'adjoindre seront nommés pour la même durée et leurs fonctions cesseront en même temps que celles des Agents Civils.

(1) Suite des documents publiés dans *Arch. diplomatiques*, 1903, t. 88 (nos 10-11-12), p. 130.

II. — La tâche de réorganiser la gendarmerie dans les trois vilayets sera confiée à un général italien spécialement et provisoirement engagé au service du Gouvernement impérial.

Cet officier général se rendra en Roumélie avec la mission de mettre à exécution, d'accord avec les autorités locales, les mesures qui seront arrêtées par décision du Conseil des Ministres et sanctionnées par iradé impérial en vue de la réorganisation de la gendarmerie desdites provinces.

Il correspondra avec l'Inspecteur général et se servira des officiers suédois, norvégiens et belges déjà engagés pour inspecter et réorganiser la gendarmerie dans les différents cazas. Il aura, en outre, à faire part à l'Inspecteur général des faits, que lui ou les officiers placés sous ses ordres auront constatés dans le cours de leur travail de réorganisation.

III. — Après l'apaisement complet du pays, le Gouvernement impérial étudiera toute modification qui serait jugée nécessaire dans la délimitation des circonscriptions territoriales en vue de faciliter le fonctionnement des services administratifs et des relations des habitants avec les autorités. Il complètera aussi la réorganisation des nahiés conformément à la loi *ad hoc*.

IV. — D'après les lois de l'Empire, la différence de race ou de religion ne faisant aucun obstacle à l'admission des sujets fidèles de S. M. I. le Sultan aux emplois publics, des recommandations seront faites à l'Inspecteur général pour qu'il ait à observer strictement ce principe et à admettre les différents éléments de la population aux fonctions pour lesquelles ils posséderaient les aptitudes requises. D'ailleurs, depuis la promulgation du Hatti impérial de Gulhané, cette règle est constamment appliquée et observée.

V. — Comme une preuve de ses hauts sentiments de clémence, S. M. I. le Sultan accordera une amnistie générale à ceux des habitants condamnés pour crimes commis durant les troubles, à ceux qui, n'étant pas encore jugés se trouveraient détenus préventivement, ainsi qu'à ceux qui, par crainte ou par esprit de sédition, se seraient enfuis en Bulgarie ou cachés dans d'autres parties de l'Empire. Sont exceptés de cette mesure de clémence ceux qui se sont livrés à des actes de destruction sur les lignes de chemin de fer par l'emploi de bombes, de dynamite ou de matières et engins explosibles ainsi que les auteurs des attentats perpétrés dans la ville et le port de Salonique et dont le nombre est, du reste, limité.

VI. — S. M. I. le Sultan, dans sa haute générosité, s'est plu à accorder les sommes nécessaires pour les secours à distribuer sans distinction de race ni de religion : 1° à ceux de ses sujets qui, s'étant enfuis en Bulgarie ou ailleurs, ont réintégré leurs domiciles : 2° à ceux qui ont perdu leur avoir et leur domicile pendant les derniers événements ; 3° pour la restauration des maisons, mosquées, églises et écoles détruites durant les derniers troubles.

L'Inspecteur général a reçu l'ordre d'arrêter le mode de répartition de ces fonds par les soins de la commission formée sous sa présidence et d'en faire la distribution par l'entremise des notables choisis dans les différentes classes de la population. Les Consuls impériaux d'Autriche-Hongrie et de Russie ont été avisés des distributions déjà faites et une grande partie des immeubles détruits sont en voie de reconstruction. L'Inspecteur général a également reçu l'ordre d'informer les Agents Civils des distributions de fonds déjà faites. La commission présidée par l'Inspecteur général aura à décider s'il y a lieu d'augmenter les sommes affectées à cet objet. Comme il est entendu que tous ceux qui reviendront dans les trois provinces ne pourront être que des indigènes, il va sans dire que les habitants de la Principauté bulgare et de la Roumélie orientale qui chercheraient à y pénétrer sous de faux noms n'y seront point admis. De même que les autorités impériales ont été invitées à assurer l'établissement de ceux qui réintégreront leurs domiciles, les communications nécessaires ont été faites à la Principauté pour qu'elle ait à aviser de son côté aux mesures propres à faciliter le retour des fugitifs.

VII. — Les habitants réintégrés des villages musulmans et chrétiens détruits pendant les troubles seront libérés de tout impôt pendant une année.

VIII. — Le Gouvernement impérial, ayant la ferme intention d'assurer l'application intégrale et le maintien du programme de réformes arrêté au mois de février de l'année passée, déclare renouveler son engagement à cet égard. Toutefois, si quelque difficulté venait à surgir dans l'application dudit programme, le Gouvernement impérial avisera, après délibération, aux moyens d'y remédier.

IX. — Il est notoire que jusqu'à présent le Gouvernement impérial n'a pas eu recours aux services des bachi-bozouks.

Le Gouvernement impérial a la ferme conviction que toutes ces mesures auront pour effet de ramener l'ordre et le calme dans les trois provinces. Mais, de même que la durée du mandat des deux Agents Civils a été limitée, de même il demeure entendu, conformément aux déclarations de LL. EE., que la mission confiée au général italien prendra fin dès que la réorganisation de la gendarmerie des trois vilayets aura été terminée.

Toutefois, le Gouvernement impérial se réserve la faculté de renouveler son contrat et de prolonger la durée de son engagement au service de l'Empire si, après l'accomplissement de sa tâche de réorganisation, sa fidélité et ses bons services étaient, ainsi que S. M. I. le Sultan y compte, l'objet de Sa haute appréciation souveraine.

Cependant, guidée par l'expérience du passé, la Sublime Porte ne peut pas ne pas insister cette fois encore sur la nécessité absolue de maintenir la Bulgarie dans une voie qui ne compromette pas, comme cela a été constaté dans ces derniers temps, le succès des efforts déployés, car si les agitateurs continuaient à trouver dans la Principauté la liberté, les encouragements et l'aide qu'ils y ont rencontrés

jusqu'à présent, l'œuvre entreprise et l'action bienfaisante des Autorités impériales ne manqueraient pas d'être de nouveau paralysées.

Cette vérité ayant été reconnue par LL. EE. elles-mêmes, le Gouvernement impérial, prenant acte de Leurs assurances, ne doute pas qu'Elles ne veuillent bien provoquer de la part de leurs Gouvernements les mesures les plus propres à obliger la Bulgarie à observer strictement une attitude qui n'aïlle pas à l'encontre du but poursuivi en commun et réponde entièrement aux vues et aux intentions pacifiques de S. M. I. le Sultan et de LL. MM. les Empereurs d'Autriche-Hongrie et de Russie.

*NOTE remise à la Porte par les Ambassadeurs
d'Autriche-Hongrie et de Russie.*

15/28 janvier 1904.

I. — Pour se conformer au texte et à l'esprit des décisions de Mürzsteg, il est de la plus haute importance qu'une liberté entière soit assurée aux communications des agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie et de leurs secrétaires et drogmans avec la population des trois provinces ou ses représentants.

Par conséquent, les faire accompagner dans leurs tournées d'investigation par des fonctionnaires du Gouvernement impérial spécialement désignés à cet effet et leur imposer la présence de ces derniers aux enquêtes orales qu'ils jugeraient devoir faire serait une restriction de la liberté sus-indiquée, à laquelle les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie ne sauraient consentir.

II. — Le Gouvernement impérial ayant, conformément au point II des décisions de Mürzsteg, confié la tâche de réorganiser la gendarmerie des trois provinces à un général de nationalité étrangère, c'est à celui-ci qu'il appartient d'élaborer, d'accord avec les militaires des grandes Puissances qui lui sont adjoints aux termes de ce même point, le plan de l'œuvre réorganisatrice qui lui incombe.

III. — Les modifications qui, aux termes du point III des décisions de Mürzsteg, devront être apportées, aussitôt après l'apaisement du pays, à la délimitation territoriale des unités administratives des trois provinces, formeront l'objet d'un échange de vues et d'un accord spécial avec le Gouvernement impérial.

IV. — Le point VI des décisions de Mürzsteg prévoit la surveillance des Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie sur l'emploi des sommes que le Gouvernement impérial est appelé à allouer aux fins indiquées dans ce point.

Il y a donc lieu d'inviter S. E. M. l'Inspecteur général des trois provinces à s'entendre avec MM. les Agents Civils d'Autriche-Hongrie et de Russie sur les mesures à prendre en vue de la répartition et de la distribution des secours.

*Le Ministère impérial des Affaires étrangères
à l'Ambassade d'Autriche-Hongrie, à Constantinople.*

Sublime-Porte, le 20 janvier 1904.

Ainsi qu'on peut le relever de l'examen du tableau précédemment transmis à l'Ambassade impériale et royale par le Ministère Impérial des Affaires étrangères, les dispositions arrêtées au mois de février dernier (1903) ont été entièrement mises à exécution comme il suit :

1. Les commissions *ad hoc*, formées sur les lieux, après avoir effectué des enquêtes au sujet de la conduite des agents de la police et soumis ces agents à l'examen nécessaire, ont maintenu dans leurs fonctions ceux qui réunissaient les qualités requises et procédé à la nomination de nouveaux agents qui ont été jugés aptes à servir dans la police.

Ces agents ont été recrutés parmi les musulmans et les chrétiens dans la proportion prévue par les dispositions précitées.

2. Des commissions composées de personnes compétentes et capables ont été également instituées dans chaque localité pour la réorganisation de la gendarmerie. Ces commissions ont mis hors de service les gendarmes dont elles ont constaté l'incapacité ou la mauvaise conduite, et les ont remplacés par des gens honnêtes et remplissant les conditions voulues.

Pour mieux assurer le succès de cette réorganisation, des officiers ont été, conformément à ce qui a été arrêté, engagés en Suède et en Belgique et ils s'acquittent actuellement de leurs tâches dans les localités où ils ont été envoyés.

3. La règle qui était observée pour le choix des membres des tribunaux a été abolie ; ces membres sont nommés maintenant par le Département impérial de la Justice ; ils sont choisis en nombre égal parmi les musulmans et les chrétiens dont les aptitudes sont reconnues.

Conformément à la loi régissant la matière, des tribunaux ont été créés dans les localités où il n'en existait pas.

Dans les districts, les tribunaux de première instance où étaient jugées également les affaires civiles et pénales, ont été dédoublés et des inspecteurs judiciaires veillent continuellement à ce que les magistrats accomplissent leur devoir avec justice et intégrité.

4. Des gardes-champêtres ont été déjà élus conformément à ce qui a été décidé dans la plupart des villages avec beaucoup de soins ; ils sont choisis dans chaque village parmi l'élément qui y forme la majorité.

5. Des caïmacamats ont été formés au chef-lieu de chaque vilayet, et des mesures ont été prises afin que le choix des autres fonctionnaires soit également effectué dans les meilleures conditions.

6. Les dispositions concernant les travaux publics, l'instruction publique et l'agriculture ont été mises en application et on avise au nécessaire afin d'assurer la prompte construction des chaussées et des

ponts. Les 5 p. % des revenus généraux sont versés aux banques agricoles pour être affectés à ces œuvres d'utilité publique.

Un grand nombre de routes et de ponts ont été construits pendant les six premiers mois de l'année courante 1319 et des écoles ont été ouvertes dans beaucoup de localités. Les dispositions relatives à ces établissements ont été en majeure partie mises à exécution.

7. Les dispositions concernant la réorganisation des finances ont été également appliquées et l'affermage des dîmes est opéré conformément à ce qui a été arrêté.

Les encaissements des revenus et les dépenses sont effectués dans les trois vilayets par l'entremise des succursales de la Banque ottomane et de grosses sommes ont été envoyées auxdits vilayets pour suppléer à l'insuffisance de leurs recettes et aider à l'œuvre de la réorganisation.

8. Une amnistie générale a été accordée aux personnes accusées ou condamnées pour délits politiques, mais qui ne se seraient point rendues coupables de délits de droit commun, ainsi qu'à ceux qui ont émigré de leur pays.

Quant aux autres dispositions qui ont trait à des détails, elles ont été aussi mises entièrement à exécution. Une commission mixte a été dernièrement instituée sous la présidence de l'Inspecteur général afin d'activer l'application des mesures arrêtées. Le Gouvernement impérial a en outre agréé la proposition concernant l'adjonction à l'Inspecteur général de deux Agents Civils dont l'un nommé par le Gouvernement austro-hongrois et l'autre par le Gouvernement russe, et ayant pour mission de surveiller l'exécution des réformes, et un général italien a déjà été, suivant la décision prise à ce sujet, engagé pour veiller à la réorganisation de la gendarmerie.

Les bataillons « ilavés » ont été licenciés et le Gouvernement impérial qui n'a point eu recours au service des bachi-bouzouks a donné à qui de droit les ordres les plus formels pour que les particuliers ne prennent pas part aux poursuites dirigées contre les agitateurs et les autres malfaiteurs et ne se mêlent jamais dans les affaires qui sont du ressort des agents de l'autorité.

De plus, une somme de 34.000 livres turques a été envoyée dans les localités qui ont eu à souffrir des désordres pour la restauration ou la reconstruction des maisons brûlées. Beaucoup d'habitations, d'églises et d'écoles ont été réparées ou construites au moyen de cette somme.

Le Gouvernement impérial a en outre pris toutes les précautions nécessaires pour que les calamités de l'insurrection ne coûtassent point la vie aux habitants paisibles de la Roumélie. Inutile d'ajouter que le Gouvernement impérial a vaincu toutes les difficultés soulevées par les Albanais et autres pendant l'exécution des projets de réformes, depuis un an, et pour atteindre ce but il n'a pas manqué d'employer des forces considérables et de mettre fin à toute agitation dans les vilayets de Scutari, Kossovo et Monastir.

Nonobstant cette manière d'agir du Gouvernement impérial dans l'application des réformes, la principauté Bulgare ne change point sa ligne de conduite et les comités ne cessent de faire preuve d'activité au monastère de Rilo, à Kustendil, et dans les autres centres d'agitation ; sur tous les points de la principauté on continue à recueillir des

souscriptions et à pousser le peuple à la révolte. En effet il nous revient d'une source digne de foi :

1. Qu'en vue d'armer à un moment donné tous les villageois on expédie constamment des fusils Krinka et Berdan et des munitions de guerre à Kustendil, Doubnitz, Samakow, Pechtre, Haskoi, Kyzilagatch, Kavakli et Bourgas sur la ligne de démarcation.

2. Que les dépôts des régiments appartenant aux trois divisions faisant face à la ligne de démarcation sont approvisionnés suivant les besoins d'une armée prête à entrer en campagne; des armes et des munitions appartenant aux divisions de Sofia, Philippipoli ainsi qu'à celles du corps d'armée de Choumla sont expédiées auxdits dépôts.

3. Que la poudrerie et les ateliers de réparation de l'artillerie sis à Sofia ont reçu un nombre plus considérable d'ouvriers et que le travail s'y effectue jour et nuit.

4. Qu'on répare les routes sises le long de la ligne de démarcation soit du côté de Kustendil et Doubnitza, soit du côté de Tirnovo, Seymenli, Kyzilagatch et Kavakli de manière à permettre à l'artillerie d'y pouvoir circuler convenablement. En même temps les lignes télégraphiques sont étendues dans tous les sens, et spécialement le long des deux chaussées qui longent la ligne de démarcation à Knechova et Karalache.

5. Que dans chaque district on fait le dénombrement des bêtes de somme utilisables à un moment donné pour l'armée. On fixe leur prix, on se rend compte du nombre de chevaux et de harnachements que chaque village peut fournir et on donne les ordres nécessaires pour que les voitures qui doivent être réquisitionnées soient prêtes au premier signal.

6. Que les fourgons qui avaient été dans le temps achetés pour le service des régiments et qui restaient au dépôt subissent des réparations soit à l'arsenal militaire de Sofia, soit dans les autres circonscriptions militaires par les soins des bataillons de génie.

7. Qu'on pousse activement la mise en état des trains d'artillerie ainsi que des autres unités de combat tels que régiments d'infanterie, bataillons de transport, etc.

8. Que le règlement spécialement rédigé en vue d'établir la modalité du réquisitionnement des denrées alimentaires et autres dans chaque district et commune pour assurer l'alimentation des troupes a été soumis immédiatement à l'approbation du Prince.

9. Qu'un crédit militaire extraordinaire a été voté pour compléter les armements militaires et en vue de pourvoir les régiments en cas de guerre de tout ce qui leur est nécessaire.

10. Qu'un examen minutieux de tous les fours et fabriques de farine a été effectué pour connaître leur rendement. Des ordres ont été donnés à leurs propriétaires afin qu'ils fussent prêts à travailler pour le compte de l'armée, tandis que des fours spéciaux à l'usage des soldats (sur les points où cela a été jugé nécessaire) ont été construits.

11. Des fortifications nombreuses sont élevées incessamment aux environs de Sofia, Kustendil, Kotova, Doubnitsa, Tirnovo, Seymenli, Kyzilagatch, Kavakli et Yamboli.

12. On répare et renouvelle tous les ponts des principales routes militaires et spécialement ceux qui relient les deux rives de la Maritza.

13. Les sabres des cavaliers et des artilleurs ainsi que les sabres-baïonnettes de l'infanterie viennent d'être aiguisés.

La vente de la dynamite et des armes et leur distribution s'effectuent librement dans l'intérieur de la Principauté et on tolère la souscription publique en faveur des comités. Les membres des comités circulent partout : au monastère de Rilo, à Sofia, à Kustendil, à Philippopoli et ailleurs. Un nombre considérable d'officiers ont eu la permission d'entrer dans les rang des insurgés. La presse locale même ne cesse d'attaquer ouvertement le Gouvernement impérial et les agissements des comités continuent à exciter les esprits des populations et mettent ainsi une entrave regrettable à l'action bienfaisante des autorités impériales qui voient leurs efforts incessants paralysés par ceux qui ont à cœur de voir continuer le désordre et l'insécurité afin de faire croire à l'inefficacité des mesures sages adoptées d'un commun accord.

*NOTE adressée par la Porte aux Ambassadeurs
d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople, le 4 février 1904.*

I. — La désignation, par le Gouvernement impérial, des fonctionnaires chargés d'accompagner les deux Agents Civils ainsi que leurs secrétaires et drogmans dans leurs tournées n'a pour but que d'assurer leur sécurité personnelle et faciliter leurs rapports avec les populations. L'absence de fonctionnaires de l'Autorité souveraine dans des enquêtes effectuées sur son propre territoire par les agents des Puissances amies ne se concilient pas avec son prestige, les deux Gouvernements voudront bien convenir qu'une telle manière de procéder ne serait conforme ni au principe de justice ni aux exigences de la situation. Du reste, la présence desdits fonctionnaires ne pouvant entraver en aucune façon la liberté d'action des Agents Civils avec lesquels les populations pourront communiquer librement, il n'y a lieu de concevoir aucune crainte à ce sujet. Au surplus, dans les entretiens que Leurs Excellences le Ministre des Affaires étrangères, le Grand Maître de l'artillerie, le Conseiller d'Etat Alexandre Pacha avaient eus avec Leurs Excellences les Ambassadeurs des deux Puissances, la question de l'accompagnement des secrétaires et drogmans des Agents Civils dans leurs tournées ayant été soulevée, Leurs Excellences les Ambassadeurs y ont adhéré en reconnaissant cette façon de procéder comme toute naturelle.

II. — Conformément au désir exprimé par les deux Puissances, le Gouvernement impérial a engagé un général italien pour veiller à la

réorganisation de la gendarmerie, prouvant ainsi sa ferme volonté d'exécuter cette mesure aussi bien que toutes les autres décisions arrêtées.

Il est du droit naturel du Gouvernement impérial de décider le mode de réorganisation de la gendarmerie, et rien dans les dispositions arrêtées ne vient à l'encontre de ce droit.

C'est ainsi qu'il importe de ne point altérer la proportion déjà fixée pour le recrutement des gendarmes en raison de la majorité de la population musulmane, et d'éviter des erreurs telles que la formation de compagnies composées de gendarmes recrutés exclusivement parmi les éléments non musulmans. Mais il va sans dire qu'il sera tenu compte des avis qui seraient donnés lors de la réorganisation.

III. — Les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter à la délimitation territoriale des trois provinces étant subordonnées à l'apaisement du pays, le Gouvernement impérial ne manquera pas de porter à la connaissance des deux Puissances les nouvelles divisions qu'il adoptera d'après les exigences locales.

IV. — En ce qui concerne les sommes généreusement accordées par S. M. le Sultan aux victimes des derniers désordres, il est de toute justice qu'elles soient distribuées, sans distinction, à tous les sujets ottomans, musulmans et chrétiens qui ont été éprouvés. Une somme de près de 30.000 livres turques a été envoyée dans lesdits vilayets et sert à la reconstruction des maisons et édifices détruits. Les souscriptions qui seront recueillies à l'avenir seront également envoyées à leur destination et désormais ce sont les Agents Civils qui seront tenus au courant de la répartition de ces sommes en lieu et place des deux Consuls.

NOTE remise à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.

Péra, le 16/29 février 1904.

Le général Degiorgis Pacha et les militaires des grandes Puissances appelés à collaborer avec lui à la réorganisation de la gendarmerie des vilayets de Kossovo, Monastir et Salonique, en vertu du point II de l'accord de Münzsteg, ayant délibéré sur l'œuvre qui leur incombe, ont formulé leurs conclusions dans les rapports ci-annexés *sub* A, B et C.

Les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie y ayant adhéré de leur côté se font un devoir de les recommander à l'adoption intégrale du Gouvernement impérial ottoman, en le priant de prendre d'urgence et en conformité avec lesdites conclusions toutes les mesures nécessaires pour que les susdits militaires puissent procéder sans délai à l'application de cette réforme dans les trois provinces.

Le concours des officiers des grandes Puissances à la réorganisation en question ayant pour but d'améliorer la gendarmerie des trois

vilayets et d'inspirer, tant aux populations qu'au dehors, la confiance désirable dans ce corps et l'efficacité de son service, il importe que les officiers étrangers qui y prendront part soient revêtus de l'autorité indispensable pour l'accomplissement de leur mandat. Par conséquent, pour le cas où l'expérience viendrait à prouver que les pouvoirs réclamés pour eux au n° 2 *sub a* et *b* de l'annexe B sont insuffisants, les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie croient devoir se réserver la faculté de demander que le commandement effectif de la gendarmerie soit confié à ces officiers.

Il est entendu que la réorganisation de la gendarmerie prévue par le point II de l'accord de Mürzsteg ne doit s'étendre ni aux sandjaks de Tachlidja et Sienitz (Novibazar), ni aux parties occidentales des vilayets de Kossovo et Monastir à population arnaoute prédominante.

Pour ce qui est de ces dernières régions, à savoir : le sandjak de Koritza sauf le каза de Kastoria, le sandjak d'Elbassan, la partie ouest du каза d'Ochrida, la presque totalité des sandjaks de Dibra et Prizren, et la partie sud-ouest du sandjak d'Ipek l'application de la présente réforme y est réservée à une autre époque.

Rapport A. — *Décisions de M. le général de division Degiorgis, chargé de la réorganisation de la gendarmerie des trois vilayets, à soumettre à MM. les Ambassadeurs afin qu'ils puissent faire les démarches nécessaires auprès de leurs Gouvernements respectifs et de la Sublime Porte.*

Les officiers et sous-officiers étrangers passeront au service ottoman en vertu d'un engagement qui sera individuel. La durée du contrat sera de deux années.

Ils prendront dans l'armée ottomane le grade supérieur à celui qu'ils avaient dans leur armée nationale. Ils porteront un uniforme spécial qui sera celui de toute la gendarmerie organisée. Le serment consistera en une formule qui sera inscrite dans l'engagement et qui sera, par conséquent, signée par l'officier et le sous-officier.

Les officiers et sous-officiers étrangers arriveront en tenue bourgeoise, ils se feront habiller sur place.

Les officiers et sous-officiers étrangers recevront la solde déterminée par le tarif suivant :

Sous-officier à pied.....	par mois.....	900 piastres or.
Sous-officier à cheval.....	—	1.120 —
Sous-lieutenant.....	par an	20.000 —
Lieutenant.....	—	28.000 —
Capitaine.....	—	40.000 —
Commandant.....	—	50.000 —
Lieutenant-colonel.....	—	60.000 —

La nourriture et le logement de leurs chevaux seront à la charge des officiers.

La solde et les diverses indemnités dues aux officiers seront payées par la Banque ottomane sur ordonnancement de M. le général Degiorgis à époque déterminée.

Il y aura, en plus, des frais de route pour certains déplacements à l'intérieur des vilayets. Les tarifs et conditions d'allocations seront fixés par un règlement.

Une indemnité pour le voyage d'aller sera allouée. Elle sera déterminée par la Puissance qui enverra l'officier ou le sous-officier, suivant les règlements en usage dans chaque pays.

Il sera donné à chaque officier, quel que soit son grade, une première mise de 1.500 francs pour son habillement, équipement, harnachement et achat de sa monture.

Le prix d'un cheval est d'environ 200 à 250 francs.

Les sous-officiers n'auront pas de première mise. L'habillement, l'équipement, le harnachement, l'armement et la monture leur seront fournis aux frais de l'Empire ottoman.

Ceux à pied attachés à l'école de gendarmerie seront logés.

Ceux à cheval se logeront eux et leurs chevaux à leurs frais. La nourriture sera à leurs frais.

L'entretien de l'habillement, du harnachement, de l'équipement sera à la charge des sous-officiers. L'habillement une fois donné par l'Etat leur appartiendra : à eux de l'entretenir et le renouveler.

L'Etat restera propriétaire du cheval, de l'équipement, du harnachement et des armes. Un règlement administratif sera établi à ce sujet.

A la fin de l'engagement, les officiers et sous-officiers auront droit à une indemnité de voyage de retour, la même que pour l'aller.

En envoyant les officiers et sous-officier les Puissances leur feront l'avance des frais de voyage, de première mise et d'un mois de solde d'après le tarif donné précédemment.

Les sous-officiers devront comme les officiers arriver en bourgeois ; leurs Gouvernements leur feront une avance pour leur permettre de se procurer les effets bourgeois.

MM. les Ambassadeurs s'entendront avec le Gouvernement ottoman pour obtenir le remboursement de ces avances faites par leurs Gouvernements respectifs.

Les sommes à rembourser seront établies par des pièces justificatives dont devront être porteurs les officiers et sous-officiers à leur arrivée.

L'entrée en solde au service ottoman datera du lendemain du jour de la cessation de solde dans leur pays d'origine.

Tout retard qui ne serait pas justifié au moment de l'arrivée serait à la charge de l'officier ou sous-officier.

Le paiement de la solde sera garanti par le Gouvernement ottoman.

La solde sera payée par mois d'avance et le premier de chaque mois.

En cas d'accident arrivé à un officier ou sous-officier, il lui sera accordé une indemnité une fois payée.

En cas de mort, une indemnité sera aussi accordée à la veuve ou aux orphelins.

Les tarifs et conditions d'allocations sont reportés à la fin de cette note.

En cas de guerre sur le territoire des vilayets, chaque Gouvernement pourrait s'entendre avec la Sublime Porte pour la résiliation des contrats, mais les officiers et sous-officiers ne pourraient quitter leurs postes qu'après en avoir reçu l'ordre qui devrait être donné dans un délai ne dépassant pas quinze jours. Ils auraient droit à l'indemnité de retour.

En cas de mobilisation de son armée nationale, un Gouvernement a le droit de rappeler ses officiers et sous-officiers. Les frais de voyage incomberaient alors à la nation qui ferait le rappel.

Chaque année, les officiers et sous-officiers auront droit, si le service le permet, à un congé de six semaines, voyage compris avec solde entière.

En cas de nécessité, un officier ou sous-officier peut obtenir un congé de courte durée avec solde entière.

Tous ces congés seront accordés, suivant les exigences du service, par M. le général de division Degiorgis.

Les petites permissions sur le territoire des vilayets ou pour venir jusqu'à Salonique peuvent être accordées par MM. les adjoints.

Les effets et objets de premier établissement appartenant aux officiers et sous-officiers seront exempts de droits de douane.

Les officiers et sous-officiers seront autorisés à introduire sur le territoire ottoman leurs armes de guerre et de chasse, les munitions et les divers livres dont ils pourraient avoir besoin.

MM. les Ambassadeurs sont priés de faire auprès de la Sublime Porte des démarches dans ce sens.

En cas de crime ou délit, les officiers ou sous-officiers seraient soumis à leur juridiction nationale, comme cela a été exposé dans le procès verbal de la séance du 16 février.

Le nombre des officiers et sous-officiers étrangers à appeler sera déterminé postérieurement.

Tarif des indemnités en cas d'accident, maladie ou mort des officiers et sous-officiers. — En cas de mort dans le service, y compris le cas d'assassinat par haine politique ou religieuse, ou de maladie contractée dans le service ou à l'occasion du service, cas à juger par une commission d'officiers étrangers, les sommes suivantes seront payées à la veuve, aux orphelins, aux ascendants, père ou mère, ou aux parents à la charge de l'officier ou sous-officier décédé :

Sous-officier.....	1.000 livres turques.
Capitaine.....	3.000 —
Major ou Commandant.....	4.000 —
Lieutenant-Colonel.....	5.000 —

Les mêmes sommes seraient allouées à l'officier qui deviendrait définitivement impotent pour des faits de service.

En cas de mort naturelle ne pouvant être attribuée à une prédisposition antérieure, cas à juger par une commission d'officiers étrangers, les indemnités seraient réduites de moitié.

Dans le cas de maladie ou de blessure nécessitant le rapatriement définitif d'un officier ou sous-officier, on lui allouerait une indemnité variant entre deux mois et une année de solde, toujours suivant l'avis d'une commission d'officiers étrangers.

Rapport B.— *Dans la séance du mardi 23 février, M. le Général Président a présenté à la Commission la liste suivante de quelques requêtes à adresser au Gouvernement ottoman par MM. les Ambassadeurs.*

1^o Garantie immédiate par la Dette publique à la Banque ottomane de la somme povenant des dîmes, aghnam et impôts sur les animaux reconnue suffisante pour assurer les paiements relatifs à la gendarmerie des trois vilayets et paiement régulier par la Banque ottomane sur mandat du général Degiorgis, sans qu'il soit besoin d'un ordre du Ministre des finances ou des valis.

1^{o bis}. Assurance écrite que les appointements des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie étrangers et ottomans seront payés selon les modalités qui seront établies par les règlements en retirant les fonds de la Banque ottomane comme il vient d'être dit ;

2^o Reconnaissance par la Porte du pouvoir exécutif du général et des officiers étrangers, à savoir :

a) Pouvoir de transmettre des ordres aux officiers ottomans et de casser ceux qui n'obéissent pas ;

b) Pouvoir d'éloigner de la gendarmerie des trois vilayets les officiers et militaires ottomans dont les qualités physiques, intellectuelles ou morales ne seraient pas suffisantes, et ceux dont la mauvaise conduite ou la discipline donneraient lieu à des plaintes ;

2^{o bis}. Les officiers et militaires ottomans qui, pour un motif quelconque, seront exclus de la gendarmerie des trois vilayets devront être transférés ailleurs et quitter le pays sans délai ;

3^o Consentement écrit de la Porte à l'emploi des officiers et sous-officiers étrangers que la Commission militaire a jugés nécessaires pour la réorganisation de la gendarmerie, et le maintien assuré de ces officiers et sous-officiers dans leurs fonctions pendant deux ans ;

4^o Les sommes nécessaires au premier établissement du commandement général et de l'école devront être accordés sans délai sur requête du général Degiorgis, ainsi que celles nécessaires pour le paiement de la solde des premiers mois jusqu'au moment où la demande faite dans le paragraphe 1^o aura reçu son exécution ;

5^o Les uniformes pour la gendarmerie réformée, après approbation du modèle, devront immédiatement être apprêtés et la distribution en être faite aux soins du commandement supérieur ;

6^o Les ordres entraînant éloignement de gendarmes de leur résidence ordinaire, que les autorités civiles ottomanes donneront à la gendarmerie, devront en même temps être communiqués à l'officier étranger qui aura la surveillance de la réorganisation dans l'endroit.

Rapport C. — Solde de la gendarmerie.

C'est celle de l'armée, mais elle sera augmentée par l'allocation de hautes payes d'après le tarif ci-après :

Elève gendarme (il n'y a pas de haute paye pour eux).			
Gendarme à pied ou à cheval.	par mois.	50	piastres or
Caporal	—	75	—
Sous-officier	—	90	—
Sergent-major	—	120	—
Sous-lieutenant	—	250	—
Lieutenant	—	300	—
Capitaine	—	500	—
Iradé immini	—	600	—
Commandant du bataillon	—	675	—
Commandant du régiment	—	1,000	—

Il y aurait intérêt à monter tous les officiers. Cela se fera sur la proposition des commandants de bataillon.

L'habillement et le cheval seront payés par le gendarme ottoman à l'aide de retenues mensuelles sur la haute paye. Cette question sera fixée par le règlement.

Lorsqu'on fera l'épuration, les radiations seront ordonnées par les officiers étrangers.

La solde de la gendarmerie ottomane sera payée par les soins des officiers étrangers.

RÉPONSE adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople le 3 mars 1904.

Le Gouvernement impérial a pris connaissance de la communication de LL. EE. MM. les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie en date du 16/29 février, ainsi que du projet y annexé concernant la gendarmerie des trois vilayets de Kossovo, Salonique et Monastir.

Il croit tout d'abord devoir relever ici que ce projet ne tient aucun compte des réserves avec lesquelles le Gouvernement impérial a adhéré au programme proposé et qu'il va dès lors à l'encontre de ses droits souverains et de son prestige.

Leurs Excellences se rappellent que le Gouvernement impérial avait considéré que les officiers étrangers déjà à son service étaient suffisants pour la réorganisation de la gendarmerie et qu'il n'y avait pas lieu d'en augmenter le nombre. Il persiste dans cette opinion.

Quant aux pouvoirs que l'on voudrait conférer maintenant à Degiorgis Pacha et aux officiers étrangers au service du Gouvernement impérial, ils sont en contradiction avec les accords établis qui ne leur avaient assigné comme attributions que la tâche de réorganiser la gendarmerie,

et qui étaient loin de leur attribuer des fonctions de commandement et d'exécution.

Pour ce qui est de l'intervention de l'administration de la Dette publique dans le service des paiements de la gendarmerie, la Banque impériale ottomane étant, selon la proposition de Leurs Excellences chargée de ce service, il n'y a pas lieu de recourir à de nouvelles combinaisons à ce sujet.

En conclusion, le Gouvernement impérial, fermement résolu à persévérer dans l'application des mesures arrêtées telles qu'il les a acceptées par ses communications antérieures et convaincu que LL. EE. MM. les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie apprécient à leur juste valeur les dispositions et les intentions sincères qui l'animent, ne croit pas nécessaire d'entrer dans de plus amples développements sur les points contenus dans le susdit projet.

D'ailleurs, au cas où le nouveau règlement élaboré pour la gendarmerie comporterait quelques conditions pour assurer la complète réorganisation de ce service, c'est au sein de la commission spéciale qui se réunit au Département de la gendarmerie qu'elles pourraient être formulées plus utilement.

Vu ces considérations, le Gouvernement impérial aime à espérer que Leurs Excellences voudront bien continuer à lui prêter leur amical concours pour amener à bonne fin la tâche entreprise dans les limites des accords intervenus.

NOTE adressée à la Porte par les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople, le 5 mars 1904.

Les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie ont eu l'honneur de recevoir la Notice responsive à leur communication du 16/29 février dernier. Ils espèrent que la Sublime Porte ne tardera pas à revenir à une plus juste appréciation des décisions qui lui ont été soumises.

La tâche de réorganiser un service ne saurait être comprise sans l'exercice d'une autorité exécutive suffisante. Contester cette autorité à M. le général Degiorgis et aux officiers étrangers qui lui seront adjoints serait donc en contradiction avec l'acceptation de principe par la Sublime Porte du point II du programme de Mürzsteg.

Il est tout aussi contraire à ce programme de vouloir limiter le concours des officiers étrangers aux quelques officiers suédois et belges antérieurement engagés, tandis que les grandes Puissances qui en ont recommandé l'acceptation au Gouvernement impérial ottoman sont d'accord pour assumer chacune sa part de coopération active dans les trois vilayets où elle est prévue.

Les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie ont d'ailleurs été déjà dans le cas de faire connaître à la Sublime Porte le point de vue de leurs Gouvernements au sujet des réserves invoquées par elle de nouveau et dans le sens le plus restrictif.

Les Cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne, interprètes de l'unanimité des Puissances, ne sauraient revenir sur les conclusions des officiers chargés d'élaborer conjointement avec le général Degiorgis

Pacha les bases de la réforme de la gendarmerie dans les trois vilayets, et les deux Ambassadeurs ont le devoir de recommander de nouveau et de la façon la plus pressante ces conclusions à l'acceptation intégrale du Gouvernement ottoman.

En ne s'y conformant pas strictement, celui-ci assumerait une responsabilité très grave dont il aurait à subir toutes les conséquences.

La seule modification que les deux Ambassadeurs sont en mesure d'accepter est celle qui a trait à la non-intervention de l'administration de la Dette publique dans le service des paiements de la gendarmerie, à la condition toutefois que la Banque ottomane soit mise en possession de garanties suffisantes pour en assurer la régularité.

NOTE adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople, le 17 mars 1904.

Le Gouvernement impérial, prenant en considération les éclaircissements et les assurances dernièrement données par MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie, a examiné de nouveau le projet élaboré par les militaires des grandes puissances pour la réorganisation de la gendarmerie des trois vilayets et qui était annexé à la communication de Leurs Excellences en date du 16/29 février.

Il a l'honneur aujourd'hui de leur faire part des résolutions auxquelles il s'est arrêté à ce sujet.

Ledit projet peut se résumer ainsi qu'il suit :

1^o Conditions d'emploi des officiers et sous-officiers dont on propose l'admission au service du Gouvernement impérial, en plus de ceux actuellement engagés pour la réorganisation de la gendarmerie des trois vilayets ;

2^o Droits et pouvoirs exécutifs à conférer à Degiorgis Pacha et aux autres officiers étrangers ;

3^o Garantie par l'administration de la Dette publique ottomane et service par la Banque ottomane des allocations de la gendarmerie ;

4^o Augmentation dans une proportion déterminée des traitements des gendarmes et des officiers de gendarmerie ottomans.

I

On sait qu'un certain nombre suffisant d'officiers suédois, norvégiens et belges ont été engagés pour la réorganisation de la gendarmerie et que la direction de cette tâche a été confiée à Degiorgis Pacha, auquel les grandes puissances ont bien voulu adjoindre six militaires pour l'aider dans cette mission.

D'ailleurs le Gouvernement impérial, qui avait déjà remplacé les officiers reconnus incapables par des officiers instruits, connaissant les langues et les mœurs du pays, continue à agir de même, c'est-à-dire à nommer des officiers diplômés, ayant acquis les connaissances scientifiques et techniques nécessaires dans l'art militaire.

Le Gouvernement impérial est persuadé que ces moyens sont amplement suffisants pour assurer l'accomplissement de l'œuvre de réorganisation, ainsi qu'il avait eu l'honneur de l'exposer dans ses communications antérieures.

Bien que l'accord intervenu entre la Sublime Porte et les deux Ambassadeurs repose sur cette base, le Gouvernement impérial serait disposé, au cas où Degiorgis Pacha, arrivant sur les lieux et commençant son travail de réorganisation, trouverait insuffisant le nombre des officiers étrangers actuellement engagés, à en admettre encore six autres sur la proposition que le général lui soumettrait par l'entremise de l'inspecteur Hussein Hilmi Pacha.

Quant aux sous-officiers, ceux-ci ne pouvant être investis d'aucun mandat de réorganisateurs, et l'ignorance des mœurs et de la langue du pays les rendant impropres à tout service, leur présence, loin d'offrir quelque utilité, serait au contraire une entrave et un embarras. Du reste, il est évident qu'en principe l'augmentation du nombre des officiers étrangers ne se concilie ni avec les exigences locales, ni avec le sentiment national et qu'elle entraverait même l'œuvre de réorganisation.

II

LL. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu déclarer verbalement que le rôle de Degiorgis Pacha et des autres officiers engagés au service du Gouvernement ottoman consiste seulement en une tâche de réorganisation, qu'on n'a point songé à les faire intervenir dans le commandement et que les clauses y relatives du projet des militaires tendaient non point à les faire participer au commandement, mais bien à assurer le succès de la réorganisation.

La Sublime Porte prend acte de ces déclarations.

Aussi est-il bien entendu, conformément aux dispositions arrêtées par la Sublime Porte d'accord avec LL. EE. MM. les Ambassadeurs au sujet des trois vilayets, que le commandement des corps de gendarmerie continuera à être exercé par les officiers ottomans, les officiers étrangers n'ayant à s'occuper que de la réorganisation.

Le Gouvernement impérial, naturellement, ne se départira point de cette base et veillera à la stricte application du nouveau règlement qui déterminera les attributions de la gendarmerie. C'est pourquoi il avait jugé comme contraire aux accords antérieurs ceux des articles du projet en question qui se prêtaient à une interprétation trop étendue.

Mais les explications et assurances fournies à ce sujet par Leurs Excellences ayant éclairci la portée de ces articles, la Sublime Porte croit devoir énumérer ci-après les mesures qui lui paraissent de nature à assurer le plein succès de la tâche dévolue à Degiorgis Pacha et aux autres officiers étrangers.

Les officiers impropres au service ont été jusqu'à présent et continuent à être rayés de la gendarmerie et remplacés par des officiers capables. Conséquemment, à l'avenir aussi, tous les officiers dont l'insuffisance ou l'inconduite seraient constatées par Degiorgis Pacha seront suspendus, sur sa réquisition, par ordre de l'Inspecteur général,

pour qu'il soit procédé à leur égard conformément aux règlements et que leur cas soit déferé, s'il y a lieu, aux tribunaux compétents.

Pour ce qui est de ceux de ces officiers dont le séjour dans le pays pourrait offrir des inconvénients, l'Inspecteur général, sur les procès-verbaux qui seront dressés et le rapport de Degiorgis Pacha, procédera à leur transfert ailleurs, après qu'il aura vérifié et constaté ces inconvénients.

Comme il n'existe point de haut commandement pour la gendarmerie des trois vilayets, que la haute surveillance appartient à l'Inspecteur général et la réorganisation à Degiorgis Pacha, il n'y a pas lieu de recourir à de nouvelles dispositions à cet égard, ni d'allouer des crédits pour le commandement.

Pour ce qui est de l'uniforme de la gendarmerie, le modèle en a déjà été adopté d'accord avec Degiorgis Pacha.

Dans chacune des villes de Salonique, Uskub et Monastir, un local a été affecté pour l'enseignement du règlement de la gendarmerie et des devoirs essentiels qui lui incombent.

III

La non-intervention de l'administration de la Dette publique dans le service des paiements de la gendarmerie ayant été admise par LL. EE. MM. les Ambassadeurs dans leur réponse du 21 février/5 mars, il n'existe plus de divergence sur ce point.

Ledit service sera assuré et effectué de la manière suivante : sur les revenus de la dîme et des taxes des moutons et des animaux domestiques des trois vilayets, une somme suffisante a été affectée aux paiements relatifs à la gendarmerie. Aussi bien ces affectations que les autres revenus seront remis à la Banque ottomane qui assurera avant tout le paiement des traitements de la gendarmerie. Un état indiquant le montant des traitements et la valeur des rations des gendarmes et de leurs officiers sera dressé chaque mois, et les paiements seront immédiatement effectués à la fin du mois dans chaque localité, sans délai, sur l'ordre du plus haut fonctionnaire administratif de l'endroit, sur présentation du mazbata y relatif dûment approuvé par le commandant de la gendarmerie du lieu. Degiorgis Pacha constatera par lui-même, ou par l'entremise des officiers se trouvant sous ses ordres, la régularité de ces paiements.

IV.

Les traitements des gendarmes et officiers de gendarmerie ottomans ont été récemment déterminés sur une nouvelle base. Mais si Degiorgis Pacha, au cours de son travail de réorganisation, trouvait qu'il serait nécessaire de procéder à une modification de ces allocations, il s'entendrait à ce sujet avec l'Inspecteur général, et le Gouvernement impérial exécutera les propositions que S. E. Hussein Hilmi Pacha lui fera à cet effet, en tant que ces modifications ne comporteraient pas une augmentation de l'effectif ni du budget actuels, mais pourraient se réaliser par la réduction du contingent.

Quant à ce qui est dit dans la communication de LL. EE. MM. les Ambassadeurs, en date du 16/29 février, concernant l'ajournement de la réorganisation de la gendarmerie dans les districts à population arnaoute, comme le Gouvernement impérial désire appliquer les dispositions arrêtées dans toutes les parties des trois provinces sans exception et qu'il veillera à ce que la réorganisation soit appropriée et adaptée à toutes les exigences locales, il estime qu'il ne faudrait pas établir dès à présent des distinctions, mais bien généraliser la réorganisation en y procédant successivement dans toutes les parties des trois vilayets.

Ainsi que LL. EE. MM. les Ambassadeurs le relèveront des nouvelles dispositions ci-dessus énumérées, le Gouvernement impérial est fermement décidé à mettre en application sans retard ni interruption les mesures de réorganisation qu'il a assumées et à écarter tout ce qui pourrait y faire obstacle. A cet effet, il donnera à l'Inspecteur Hussein Hilmi Pacha les ordres nécessaires pour qu'il ait à prêter tout son concours et à donner toutes les facilités à Degiorgis Pacha pour le succès de sa mission.

D'autre part, le Gouvernement impérial, en adhérant en principe aux mesures proposées dans le mémoire de LL. EE. les Ambassadeurs en date du 9/22 octobre 1903, s'était réservé de s'entendre sur les détails de leur application, en les conformant à l'indépendance, aux droits souverains, au prestige du Gouvernement impérial et au *statu quo*, et les résultats des négociations et des échanges de vues qui ont eu lieu depuis lors à ce sujet ayant été consignés dans les dernières communications de la Sublime Porte, celle-ci tient à déclarer encore une fois qu'elle ne saurait se départir de cette base fondamentale.

Les décisions ci-dessus mentionnées étant conformes aux accords précédents et à la base susindiquée, le Gouvernement impérial a le plein espoir que LL. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie voudront bien, dans leurs sentiments amicaux et bienveillants, apprécier à leur juste valeur les efforts sincères et les intentions conciliantes qu'il apporte à la complète réorganisation de la gendarmerie, qui est la principale sauvegarde de l'ordre et de la tranquillité, et confirmer qu'ils sont également d'accord sur ces nouvelles dispositions, afin que Degiorgis Pacha puisse être envoyé sans retard sur les lieux pour entreprendre sa tâche.

PRO MEMORIA adressé à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie, à Constantinople, le 19 mars 1904.

En accusant réception de la communication de la Sublime Porte du 17 mars courant, les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont le regret de constater qu'elle s'éloigne tant de la lettre que de l'esprit du point II de l'accord de Mürzsteg, précédemment accepté par le Gouvernement impérial. Ils ne peuvent par conséquent que s'en tenir à leur *Pro memoria* du 16/29 février dernier et aux demandes y contenues.

Des doutes ayant été soulevés depuis, quant à la portée de certains termes employés dans les conclusions du général Degiorgis et des militaires des grandes Puissances, conclusions annexées audit *Pro memoria*, les Ambassadeurs ont l'honneur de remettre à S. E. M. le Ministre des Affaires étrangères une note explicative à ce sujet.

En insistant sur l'acceptation intégrale de ces conclusions, précisées dans leur vrai sens par la note ci-jointe, les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie prient encore une fois la Sublime Porte de considérer toute la responsabilité qu'elle assumerait en persistant à s'opposer aux demandes aussi justes que modérées de leurs Gouvernements et en retardant par là l'application d'une réforme de la plus haute importance pour l'œuvre de pacification entreprise dans les vilayets de Monastir, Salonique et Kossovo. Les conséquences qui ne manqueraient de s'ensuivre retomberaient d'un poids plus lourd sur le Gouvernement de S. M. le Sultan.

Quant aux districts albanais énumérés dans le susdit *Pro memoria*, les Ambassadeurs maintiennent leur déclaration réservant à une autre époque l'application dans ces parages de la réorganisation de la gendarmerie, telle que la prévoit l'accord de Mürzsteg, c'est-à-dire avec le concours des militaires des grandes Puissances. Cela n'empêche aucunement le Gouvernement ottoman de prendre les mesures nécessaires pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre public dans ces contrées.

NOTE additionnelle explicative des décisions présentées par le « Pro memoria » de MM. les Ambassadeurs du 16/29 février, rédigée le 2/15 mars 1904.

1^o Il est entendu que pour les sandjaks où l'on procédera dès à présent à la réorganisation de la gendarmerie, le nombre des officiers devant être admis au service ottoman ne dépassera pas la soixantaine. Ils seront appelés au fur et à mesure des besoins. Le nombre des sous-officiers sera inférieur à celui des officiers.

2^o L'expression « pouvoir exécutif » employée au point II de l'annexe B du *Pro memoria* de MM. les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie du 16/29 février 1904 doit être comprise comme suit : le pouvoir exécutif doit s'étendre à toutes les questions relatives à l'état et à la réorganisation de la gendarmerie, à toutes les mesures visant la mise à exécution de la réforme, ainsi que l'application et l'observation du règlement dans la partie relative au service. Toutes ces mesures ayant trait à la réorganisation, à l'instruction et au contrôle doivent être exécutées à l'égal des ordres émanant des officiers ottomans revêtus du commandement effectif. L'œuvre de réorganisation comporte nécessairement l'exercice de ce pouvoir par le général Degiorgis (secondé par les adjoints militaires des grandes Puissances) ainsi que par les officiers étrangers qui entrent au service ottoman. Les ordres et instructions relatifs à la réorganisation seront donnés par le général Degiorgis directement aux chefs des régiments. Les officiers étrangers recevront du Général communication de ces ordres et

instructions, et devront en surveiller l'exécution. Ils seront tenus de lui rendre compte de toutes les difficultés qui pourraient surgir. Les attributions respectives se trouvent ainsi nettement définies, les officiers ottomans exerçant le commandement direct et les officiers étrangers engagés pour le service de la gendarmerie étant appelés à en assurer la bonne marche dans l'esprit de la réforme arrêtée.

Les officiers étrangers, adjoints au général Degiorgis et n'entrant pas au service ottoman, auront les attributions de contrôleurs, instructeurs et organisateurs. Ils rendront compte au Général de tout ce qui concerne le service de la gendarmerie; dans les instructions qu'ils auront à transmettre aux officiers ottomans, ils se serviront comme intermédiaires des officiers étrangers admis au service ottoman.

3^o Le mot « casser », qui était employé au même point de l'annexe B du *Pro memoria* des Ambassadeurs, doit être compris dans le sens de « éloigner définitivement de la gendarmerie des trois vilayets ».

On doit interpréter l'avant-dernier alinéa de l'article C annexé au *Pro memoria* de MM. les Ambassadeurs ci-dessus mentionné dans le sens suivant : en ce qui a trait à l'épuration du personnel, les propositions du Général se feront tant par les commandants ottomans que par les officiers étrangers. L'épuration s'étendra dès le début et à l'avenir :

a) Sur les militaires de tous grades servant dans la gendarmerie qui n'ont pas les qualités physiques, morales ou intellectuelles nécessaires requises pour ce service. Ces éliminations se feront suivant les lois et règlements ottomans ;

b) Sur ceux qui s'opposeront, ne fût-ce que par une résistance passive, à l'exécution des mesures prises pour la réorganisation. Ces militaires, une fois éloignés de la gendarmerie, devront quitter le territoire des trois vilayets ;

c) Le Général pourra suspendre de leurs fonctions et éloigner immédiatement du territoire des trois vilayets ceux qui, ayant commis quelque faute grave, pourraient être cause de désordres ou d'inconvénients par le fait de leur présence ;

d) Les officiers et sous-officiers ottomans qui, n'étant plus aptes à servir dans la gendarmerie des trois vilayets, en seront éloignés seront remplacés par des officiers ou sous-officiers ottomans désignés par les autorités ottomanes.

4^o Dans le *Pro memoria* remis par MM. les Ambassadeurs (B, § 4) se trouve l'expression « Commandement général ». Il faut l'entendre comme « Etat-major du général Degiorgis ».

NOTE adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople, le 24 mars 1904

Le Gouvernement impérial a pris connaissance de la communication de LL. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie en date du 6/19 mars ainsi que la note explicative y annexée.

Mue par son désir d'arriver à une entente et considérant que les attributions des officiers étrangers consisteront, comme il ressort des déclarations de Leurs Excellences dont le Gouvernement impérial a pris acte, en la réorganisation de la gendarmerie et en l'application et l'observation du règlement dans la partie relative au service, le commandement appartenant aux officiers ottomans, la Sublime Porte consent, au cas où Degiorgis Pacha à son arrivée sur les lieux en constaterait la nécessité, à engager un certain nombre de nouveaux officiers étrangers, pourvu que ce nombre ne dépasse par le chiffre de vingt-cinq, que, du reste, Degiorgis Pacha lui-même estime comme suffisant.

Le Gouvernement impérial aime à espérer qu'appréciant l'esprit de conciliation dont il a fait preuve cette fois encore, I.L. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie voudront bien lui faire part de leur plein accord à ce sujet.

RÉPONSE adressée à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople, le 28 mars 1904.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont eu l'honneur de recevoir la communication de la Sublime Porte, en date du 11/24 courant, concernant la réforme de la gendarmerie dans les vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo.

Cette communication prend acte des explications fournies sur les attributions du général Degiorgis et des officiers étrangers et ne revient pas sur les objections précédentes du Gouvernement impérial ottoman, au sujet de l'admission de sous-officiers étrangers.

Les Ambassadeurs constatent donc que la divergence ne porte plus que sur le nombre de nouveaux officiers étrangers à engager. La Sublime Porte voudrait le limiter à vingt-cinq, interprétant une déclaration verbale du général Degiorgis dans le sens de l'acceptation par lui de ce chiffre comme suffisant, tandis qu'en réalité le Général, d'accord avec ses adjoints des autres Puissances, estime que c'est là un minimum indispensable pour le tout premier temps et qui devra être porté, au fur et à mesure du développement des mesures de réorganisation qu'il aura à appliquer, jusqu'à concurrence de soixante au bas mot.

Le programme de Mürzsteg, accepté par le Gouvernement impérial ottoman, ne limite pas le nombre des officiers étrangers appelés à collaborer à la réforme de la gendarmerie. Les Cabinets qui l'ont proposé, ainsi que ceux qui y prêtent leur concours effectif, ne sauraient donc admettre que cette réforme puisse être paralysée par des restrictions spécieuses. Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ne peuvent d'ailleurs que relever une fois de plus la modicité du chiffre de 60 officiers pour assurer le fonctionnement d'une réforme devant s'étendre à trois vilayets. Ils maintiennent par conséquent formellement, en vertu de leurs instructions, le droit du général Degiorgis et de ses adjoints d'augmenter dans ces limites le nombre des

officiers étrangers, aussitôt qu'ils le jugeront nécessaire. Ils ont l'honneur, en même temps, de prévenir la Sublime Porte que le Général et ses adjoints vont se rendre incessamment sur les lieux pour entreprendre leurs travaux, qu'ils y seront rejoints sans délai par 25 officiers appartenant aux armées des cinq Puissances participantes, avec un nombre correspondant de sous-officiers, et que les envois subséquents d'officiers et de sous-officiers se feront à mesure des nécessités pratiques, la Sublime Porte en étant informée en temps utile.

*NOTE adressée par la Porte aux Ambassadeurs
d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople, le 29 mars 1904.*

La Sublime Porte a eu l'honneur de recevoir la communication que LL. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu lui adresser le 15/28 mars 1904, relativement à la réorganisation de la gendarmerie des vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo.

Leurs Excellences constatent que le Gouvernement impérial ne revient pas dans sa dernière communication sur les objections précédemment formulées au sujet de l'admission des sous-officiers étrangers, et que, partant, la divergence ne porte plus que sur le nombre des nouveaux officiers étrangers à engager. Ils estiment que le chiffre de 25, auquel le Gouvernement impérial veut limiter le nombre de ces officiers, n'est qu'un minimum indispensable et qu'il devra être augmenté au fur et à mesure du développement des mesures de réorganisation jusqu'à concurrence de 60.

Dans ses diverses communications, le Gouvernement impérial a déjà eu l'honneur de faire connaître à Leurs Excellences son point de vue au sujet de la non-admission au service de l'Etat de sous-officiers étrangers, et de la fixation à 25 du nombre maximum des officiers étrangers qui doivent aider à la réorganisation de la gendarmerie.

Le Gouvernement impérial maintient ce point de vue et déclare encore une fois qu'il consent à engager, après l'arrivée sur les lieux du général Degiorgis Pacha, 25 officiers étrangers, que, du reste, ce général lui-même estime comme suffisant. Le Gouvernement impérial aime à espérer que LL. EE. MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie, appréciant l'esprit de conciliation dont il n'a cessé de faire preuve, voudront lui faire part de leur plein accord à ce sujet.

*NOTE adressée à la Porte par les Ambassadeurs
d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople, le 31 mars 1904.*

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ne peuvent laisser subsister aucune équivoque dans une question aussi importante que celle de la réforme de la gendarmerie. Ils se font en conséquence

un devoir de déclarer, en réponse à la communication de la Sublime Porte du 29-16 mars, ce qui suit :

Il leur est impossible de discuter, comme le fait la Sublime Porte, sur le sens des déclarations prêtées au général Degiorgis au sujet du nombre nécessaire d'officiers étrangers ;

Tout en maintenant l'exactitude de leur version, les Ambassadeurs doivent faire observer que le mémoire qu'ils ont eu l'honneur de transmettre à la Sublime Porte, à la date du 29/16 février, avec les explications qui l'ont suivi à la date du 19/6 mars, constitue le seul document enregistrant officiellement les conclusions du général Degiorgis et de ses adjoints des autres Puissances ;

Que le Gouvernement impérial ottoman a, par conséquent, à se prononcer uniquement sur la teneur de cet acte ;

Qu'ils ont l'ordre d'insister fermement sur son acceptation intégrale et ne sauraient admettre des restrictions quelconques.

*Modèle de contrat d'officiers étrangers
engagés pour le service de gendarmerie en Macédoine.*

ENTRE M. _____, agissant au nom et pour compte du
Gouvernement impérial, d'une part ; et M. _____ dans
l'armée _____ d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. — M. le _____ est engagé au service du Gouvernement ottoman, avec le grade de _____, pour coopérer à la réorganisation de la gendarmerie dans les trois vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo, aux appointements mensuels de l. t. _____, payables par mois d'avance et le premier de chaque mois financier ottoman, en or, par la Banque impériale ottomane, sans arriérés ni retenues. En cas de voyage par ordre et pour affaires de service, les frais de route seront le double de ceux touchés par les officiers ottomans du même grade dans les mêmes circonstances et en conformité du règlement ottoman. L'indemnité pour le voyage, aller, sera déterminée suivant les règlements de l'armée _____ à laquelle M. le _____ appartient. Une somme de 1.500 francs sera payée à M. _____ pour frais de premier habillement, équipement, harnachement et achat du cheval. A la fin de l'engagement, M. le _____ aura droit à une indemnité de voyage de retour, la même que pour l'aller. La nourriture et le logement du cheval seront à la charge de M. _____.

ART. 2. — En cas de mort en service, ou de maladie contractée en service, — cas qui seront jugés par une commission d'officiers étrangers désignés par le général Degiorgis ou son remplaçant étranger, — sera payée à la veuve, aux orphelins, aux ascendants père et mère, la somme de l. t. _____. Cette somme sera également payée en or par la Banque impériale ottomane. La même somme sera allouée à M. le _____ dans le cas où il deviendrait impotent pour des faits de service. En cas de mort naturelle ne pouvant être attribuée à

une prédisposition antérieure, — cas à juger par une commission d'officiers étrangers, — les indemnités seraient réduites de moitié. Dans le cas de maladie ou de blessure nécessitant le rapatriement définitif de M.

, on lui allouera une indemnité variant entre deux mois et une année de solde, toujours suivant l'avis d'une commission d'officiers étrangers désignés par le général Degiorgis ou son remplaçant étranger. Deux médecins, nommés par le Gouvernement impérial, feront partie de la commission susmentionnée.

ART. 3. — Dans le cas où M. le se conduirait d'une façon incompatible avec les intérêts de l'Empire, le Gouvernement impérial ottoman, sur proposition motivée formulée par une commission d'officiers nommée et présidée par le général Degiorgis ou son remplaçant étranger, pourra le renvoyer en cassant le contrat.

ART. 4. — Si M. le commet un délit ou un crime ou tout autre acte passible de peine ou de punition, il sera puni conformément aux lois de son pays.

ART. 5. — M. le portera l'uniforme spécial, qui sera celui de toute la gendarmerie réorganisée et sera soumis aux ordres de S. M. I. le Sultan, chef suprême de l'armée impériale ottomane.

ART. 6. — Par l'acceptation de M. le au service du Gouvernement ottoman, rien ne sera changé à l'égard de sa qualité de sujet ni à sa qualité d'officier de l'armée. Il conservera tous les droits y adhérents pendant la durée de son service auprès du Gouvernement impérial ottoman.

ART. 7. — M. le, en signant ce contrat, s'engage, sur son honneur envers S. M. I. le Sultan Abdul Hamid, à employer tous ses moyens pour la réussite de la réorganisation de la gendarmerie dans les trois vilayets.

ART. 8. — Le présent contrat entrera en vigueur à partir de et prendra fin avec l'achèvement de la réorganisation de la gendarmerie dans les trois vilayets susmentionnés, dont la durée prévue est de deux années.

Fait en double à , le 1904.
(Signé :)

*Convention entre le Gouvernement ottoman
et la Banque ottomane concernant le service de la solde
de la gendarmerie en Macédoine:*

ENTRE S. A. Férid Pacha, Grand Vizir, et S. E. Rechad Pacha,
Ministre des Finances, agissant au nom et pour le compte du Gouver-

nement impérial ottoman, en vertu d'un Iradé de S. M. I. le Sultan, en date du 20 mai 1320 (1904), d'une part; et M. J. Deffès, Directeur général, et S. E. Pangiris Bey, Directeur de la Banque impériale ottomane, agissant au nom et pour le compte de cet établissement, d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Le Gouvernement impérial ottoman charge la Banque impériale ottomane du service de la solde de la gendarmerie des vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo.

Une liste des fonctionnaires dont la solde devra être payée par la Banque impériale ottomane sera remise à celle-ci par le Ministère impérial des Finances.

ART. 2. — La Banque impériale ottomane s'engage à payer mensuellement l'allocation de la gendarmerie figurant sur la liste précitée, et ce, pour la période d'une année à partir de la date de la signature de la présente.

La somme à payer pour l'année ne pourra excéder, livres turques : 250.000.

ART. 3. — Le montant des paiements à effectuer dans les vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo sera prélevé sur le produit de la taxe des moutons et des animaux domestiques.

Toute insuffisance constatée dans lesdits prélèvements, jusqu'à concurrence de livres turques 250.000, sera remise à la Banque impériale ottomane sur les dîmes des vilayets de Kossovo et de Monastir.

ART. 4. — Le Gouvernement impérial ottoman s'engage à faire remettre en temps opportun, par lesdits vilayets de Kossovo et Monastir, à la Banque impériale ottomane des bons de dîmers libellés payables à l'ordre de la Banque impériale ottomane, ou des agents qu'elle serait dans le cas de désigner.

Comme garantie supplémentaire des débours découlant du service qui est confié à la Banque impériale ottomane, le Gouvernement impérial ottoman s'engage à procéder d'ores et déjà aux formalités nécessaires auprès de la Dette publique ottomane en vue d'assurer à la Banque impériale ottomane un gage sur les excédents des garanties kilométriques et des affectations d'emprunts jusqu'à concurrence de livres turques 250.000 : les avances de livres turques 200.000, de la Compagnie du chemin de fer d'Anatolie du 4 février 1904, et de livres turques 150.000, de la Banque impériale ottomane du 13 mai 1904, ainsi qu'une somme de livres turques 30.000, à payer éventuellement pour frais constatés des transports militaires aux compagnies de chemins de fer orientaux et de jonction, actuellement garanties par ce même revenu, auront la priorité de remboursement sur la présente avance de livres turques 250.000.

Il est bien entendu que ce gage subsidiaire sera réduit au fur et à mesure des encaissements effectués sur les affectations désignées à l'article 3 proportionnellement à ces encaissements.

ART. 5. — Le compte spécial ouvert pour le service de la solde de la gendarmerie des trois vilayets de Roumélie sera productif d'un intérêt de 7 p. 0/0 l'an.

ART. 6. — Ledit compte sera tenu à Constantinople en or. Les diverses monnaies encaissées sur les affectations désignées à l'article 3 seront converties en livres turques, au cours moyen, suivant le *Bulletin officiel de la Bourse de Constantinople*. Le produit de ces encaissements, de même que ceux effectués en or, seront portés par la Banque impériale ottomane, déduction faite de tous frais, au crédit du compte de l'avance à la date à laquelle elle aura reçu avis de l'encaissement.

Fait en double à Constantinople, le 5 (18) juin 1320 (1904).

M. Constans, Ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. le Colonel Vérani, Délégué français à la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine à Serrès.

Péra, le 4 juillet 1904.

Les attributions exactes des officiers étrangers délégués à la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine ayant dans ces derniers temps donné lieu à certaines incertitudes, j'ai examiné quelles devaient être ces attributions au regard du programme de Mürzsteg, et voici à quelles conclusions je suis arrivé.

Pour toutes les questions techniques ayant trait à la réorganisation de la gendarmerie et au fonctionnement de celle-ci, les délégués étrangers, étant les adjoints du général Degiorgis, doivent être en contact permanent avec lui, quand ces questions tout en gardant un caractère technique, deviennent, par certains côtés, politiques.

Mais la situation se modifie quand les affaires soumises aux délégués étrangers n'ont plus rien de technique et sont exclusivement de nature politique. Le général Degiorgis a, en effet, un mandat nettement limité, dans l'accomplissement duquel il dépend de la Sublime Porte, tandis que les délégués étrangers, restant les agents de leurs pays respectifs, n'ont pas à leur activité des limites aussi précises que celles imposées au général; et du terrain purement technique où se trouve confiné ce dernier, ils peuvent, ils doivent même sortir toutes les fois qu'ils sont saisis d'une affaire touchant « l'œuvre générale des réformes et l'apaisement politique du pays ».

Si donc des affaires de cette nature venaient à se présenter dans votre circonscription de Serrès, vous n'auriez pas à entretenir M. le général Degiorgis, c'est au Consul de France à Salonique que vous auriez à les signaler, et celui-ci, suivant les cas, en saisirait soit les agents civils russes et austro-hongrois, soit l'Inspecteur général, soit encore l'Ambassade.

Telle est la filière régulière, et j'ai constaté que pour la circonscription de Drama, l'Ambassadeur d'Angleterre s'est prononcé dans le même sens que moi.

NOTE identique de MM. les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople, au Ministre ottoman des Affaires étrangères remise le 8 décembre 1904.

Par une note en date du 7/20 octobre dernier, les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie ont eu l'honneur d'attirer l'attention de la Sublime Porte sur les violences auxquelles se livraient, d'une part, les Arnaoutes et, d'autre part, les bandes de provenance et de nationalité variées. Ils rendaient le Gouvernement impérial ottoman attentif aux dangers de la prolongation de cet état d'anarchie.

Ils ont le regret de constater qu'aucune amélioration n'a été apportée à cet état de choses. Les autorités ottomanes restent inférieures à leur tâche pour la répression des crimes commis par les bandes qui subsistent dans la sphère de leur juridiction, ainsi que par des formations nouvelles, en partie serbes et principalement grecques, qui surgissent ce dernier temps sous l'œil indifférent de la plupart des autorités locales, appelant une recrudescence de désordre et de violence réciproques.

Ainsi le 13/26 novembre une bande grecque forte de plus de 60 hommes a cerné le village de Zélénitchi, каза de Florina, pendant qu'une partie de son contingent faisait irruption dans la maison du Bulgare Stoyan Gateff, où se célébrait une noce, tuant 13 personnes parmi lesquelles des femmes et des enfants, et en blessant 5. Le détachement de troupes et le poste de gendarmerie de Neveska, situés à portée d'ouïe de la fusillade, et d'ailleurs prévenus de l'agression, n'ont rien entrepris pour surprendre les bandits et ne se sont rendus sur les lieux de leurs exploits que dans la journée du lendemain. Le caïmacan n'est venu que le surlendemain. Les consuls de Russie et d'Autriche-Hongrie à Monastir, qui ont visité Zélénitchi le 16/29 novembre y ont rencontré l'officier de gendarmerie italien de Florina, tandis que le chef du poste des gendarmes turcs ne s'y était pas encore montré.

Pour être l'un des plus récents et des plus marquants, le fait cité ci-dessus n'est pas le seul de son espèce. Il s'en produit d'analogues dans toute la région sud-ouest de la Macédoine qui restent également impunis. L'inaction des autorités est pour ainsi dire systématique, lorsque les bandes des diverses nationalités se combattent entre elles ou s'attaquent à d'autres chrétiens. En laissant s'introduire de tels procédés de gouvernement, l'autorité supérieure de l'Etat ne peut que souffrir et récolter une anarchie générale. Il ne manque pas de symptômes qui le prouvent. Le 7/20 novembre, un groupe de musulmans de Vélès s'est emparé de force de la station télégraphique pour faire parvenir à la capitale ses doléances au sujet de l'insécurité qui régnait dans le pays. Se jugeant insuffisamment protégés par les pouvoirs établis, ces musulmans profitèrent de leur rassemblement pour s'en prendre à des passants chrétiens, dont l'un fut tué et un autre grièvement blessé. Chacun de ces crimes en entraîne d'autres par voie de représailles. Une bande bulgare d'une trentaine d'individus, pour venger la tuerie de Zélénitchi, a assassiné dans la matinée du 8 novembre/1^{er} décembre huit Grecs inoffensifs qui lui tombèrent sous la main sur la route de

Sorovitchi à Exchi-Sou. Dans ces conditions l'incendie de l'année dernière risque d'être rallumé de différents côtés.

Les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie, pénétrés de la gravité de la situation et des intentions bienveillantes de leurs Gouvernements, adjurent itérativement la Sublime Porte de veiller à ce que l'ordre dans ces provinces soit maintenu d'une main ferme et impartiale.

Le Secrétaire d'Etat britannique à l'Office des Affaires étrangères à LL. EE. Sir Francis Plunkett, Ambassadeur d'Angleterre à Vienne, et Sir Charles Hardinge, Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg (1).

(TRADUCTION).

Foreign Office, 20 décembre 1904.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le rapport sur le progrès des réformes dans les vilayets de Salonique, de Kossovo et de Monastir, publié dans la presse autrichienne semi-officielle, et dont un exemplaire est inclus dans la dépêche de Votre Excellence n° 237 du 23 du mois dernier.

Un document semblable, publié dans le *Journal de Saint-Petersbourg*, a été reçu de l'Ambassadeur de S. M. à Saint-Petersbourg.

Ces rapports font brièvement allusion aux difficultés contre lesquelles les agents civils austro-hongrois et russes ont eu à lutter, depuis le commencement de leurs travaux à la fin de janvier dernier, par suite des rivalités des diverses races chrétiennes, de l'action des comités révolutionnaires, de la tendance des classes gouvernantes à résister tacitement aux innovations administratives, et de l'état d'anarchie qui règne chez les Albanais.

La description de ces difficultés n'est nullement exagérée, et l'on peut accorder qu'elles ont opposé des obstacles tout à fait formidables à la réussite de l'action exercée par les agents civils.

Ces derniers proclament qu'un progrès considérable a, néanmoins, été réalisé en vue d'alléger les souffrances causées par les troubles récents; que, grâce à une bonne moisson, la situation du pays a été sensiblement améliorée au cours de l'année; que la Porte a été amenée à prendre des mesures sévères pour la répression des insurgés albanais; que plus de 600 pétitions et réclamations, présentées par la population chrétienne, ont été portées devant l'Inspecteur général turc Hilmi Pacha, et ont eu une issue satisfaisante; que des réformes importantes ont été introduites dans l'administration de la gendarmerie et des

(1) L'original de ce document a été publié dans le Livre bleu : Turkey 1905. n° 2, p. 88.

gardes-champêtres et que la présence d'officiers étrangers, servant actuellement dans la force armée, exerce une influence des plus salutaires dans les districts où ils sont postés.

Je suis heureux de pouvoir déclarer que les rapports reçus des agents consulaires de S. M. et du colonel Fairholme confirment, dans une certaine mesure, le compte rendu, ainsi donné, des résultats obtenus jusqu'ici. On doit, toutefois, admettre que, même en ce qui regarde les points énumérés ci-dessus, il reste beaucoup à faire.

Le Gouvernement de Sa Majesté a, en conséquence, lieu de croire, et il est, en effet, admis dans le rapport russe que la composition et la nature des forces de police urbaine ont été, jusqu'à présent, loin d'être satisfaisantes.

Le rapport austro-hongrois déclare que l'élection des représentants communaux a été effectuée conformément au principe qui a dirigé le choix du personnel de la gendarmerie et de la police, notamment, suivant le principe de la « représentation proportionnelle de tous les éléments de la population ». Le Gouvernement de Sa Majesté attache une grande importance à la reconnaissance du principe représentatif, comme sauvegarde contre une mauvaise administration et contre l'oppression. Il se demande, toutefois, si, en raison des conditions particulières dans lesquelles se sont longtemps trouvés les trois vilayets, le but que les Puissances ont en vue ne serait pas atteint plus effectivement et d'une manière plus utile pour la tranquillité politique du pays, si, tout en assignant aux diverses religions ou communautés de race une part dans l'administration des affaires locales, on n'insistait pas sur le principe d'une représentation strictement proportionnelle.

C'est, toutefois, sur la partie des rapports exposant les mesures ultérieures de réformes que les agents civils auront pour objectif d'assurer, que l'attention des Puissances devra surtout se porter, de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté.

L'opposition que la Porte fait encore au retour des réfugiés chrétiens dans le district de Kirk-Kilisse, vilayet d'Andrinople, est mentionnée dans le rapport russe avec une expression de regret. Cette question a fait l'objet de représentations sérieuses de la part du Gouvernement bulgare. Le Gouvernement de Sa Majesté appuie ces représentations, et il a la confiance que les autres Puissances suivront la même ligne de conduite. Le Gouvernement de Sa Majesté, tout en ne mettant pas en question le droit du Gouvernement turc d'exiger des précautions raisonnables en vue de la bonne conduite de ceux qui demandent le rapatriement, ne peut se dissimuler le risque sérieux de graves complications, résultant du refus continu de la Porte de satisfaire à ses obligations vis-à-vis de la Principauté.

Le rapport russe continue en déclarant que les sommes allouées par le Gouvernement turc ou données par la charité privée pour la réinstallation des réfugiés et la reconstruction, dans toute l'étendue du pays, de leurs villages détruits, sont tout à fait insuffisantes, et qu'une opération financière spéciale sera nécessaire dans ce but. La nature exacte de cette opération n'est pas spécifiée, mais les agents civils visent sans doute un emprunt de nature quelconque, garanti par une partie des revenus des vilayets.

Les deux rapports constatent que, comme préliminaire aux autres

mesures de réformes financières, une nouvelle méthode d'assiette et de perception des dîmes a été, à titre d'expérience, introduite dans certains districts; et ils proposent, dans le cas, que l'on envisage avec confiance, où cette expérience réussirait, d'introduire cette nouvelle méthode dans tous les vilayets.

Cette mesure doit constituer le premier pas vers l'établissement d'un système de finances plus régulier. Mais en ce qui concerne toute autre introduction de réformes financières, telles que la création d'un contrôle effectif sur les dépenses publiques et la préparation de budgets réguliers auxquels on se conformerait strictement, il est admis que rien n'a été fait jusqu'ici. Il est, à la vérité, déclaré, dans le rapport austro-hongrois, que certaines questions préliminaires ont été réglées et que les voies sont préparées en vue du paiement des impôts, dans l'Etat tout entier, par l'entremise des succursales de la Banque ottomane. Mais il n'y a rien dans le texte de l'un ou de l'autre rapport permettant de supposer que même les linéaments d'un projet général aient été tracés jusqu'à présent; suivant les expressions du rapport russe, « ce sera là l'œuvre de demain ».

Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire en aucune façon rabaisser les difficultés et la complexité de cette tâche, ni contester la nécessité, sur laquelle insiste fortement le rapport, de recueillir d'amples informations, sur lesquelles on pourra baser les recommandations à faire au Gouvernement ottoman. Mais, eu égard à l'observation qui est faite dans le rapport, et à laquelle le Gouvernement britannique s'est rallié absolument, que la régularité financière est le premier élément indispensable d'un bon Gouvernement, et que c'est d'elle que dépendront les améliorations si malheureusement nécessaires dans les systèmes administratifs et judiciaires en usage dans les trois vilayets, il ne peut s'empêcher d'éprouver quelque désappointement de ce que, durant les treize mois qui se sont écoulés depuis que le programme des réformes a été mis en avant par les deux Puissances, nul progrès n'ait été fait vers la préparation d'un projet à mettre en discussion. Il a la confiance que, présentement, en tout état de cause, cette question fera l'objet de l'attention immédiate des deux Gouvernements et qu'ils insisteront à ce sujet auprès de la Porte. Cette réforme est une de celles que le Gouvernement turc, s'il était bien avisé, devrait être prêt à introduire et même désireux de réaliser. Une réglementation soigneuse et une rigoureuse administration des finances provinciales sont essentielles si, en outre des dépenses requises pour les services locaux, les vilayets doivent contribuer proportionnellement aux dépenses de l'Empire.

Concurremment avec cette réforme, il semble d'urgente nécessité qu'il soit fait une tentative en vue d'améliorer le mécanisme de l'administration de la justice sur toute l'étendue des vilayets. La nécessité de traitements réguliers et convenables est aussi manifeste et impérieuse dans le cas de l'administration judiciaire que dans celui de l'armée et de la police. Dans le vilayet de Salonique, par exemple, le Gouvernement de Sa Majesté est informé que, jusqu'à présent, les juges n'ont reçu que la moitié des traitements qui leur sont dus cette année. Il est impossible, dans ces conditions, de s'attendre à ce qu'ils puissent vivre sans augmenter leurs émoluments par d'autres moyens et même par des moyens inavouables.

Si, en outre de l'attribution des traitements régulièrement payés et convenables, ils étaient convaincus que leurs services effectifs seront récompensés, et que le travail assidu et honnête sera suivi d'un avancement, non seulement la valeur de leurs services serait considérablement élevée, mais encore il résulterait de là une économie réelle pour l'Etat, grâce à la substitution d'un nombre moindre de juges compétents au nombre actuellement plus grand de juges qui tirent leurs émoluments des deniers publics. La nomination d'inspecteurs judiciaires, devant faire des rapports sur l'administration de la justice et recommander le renvoi des fonctionnaires incompétents et malhonnêtes, ferait beaucoup pour remédier aux vices du système en vigueur.

Les informations que reçoit constamment le Gouvernement de Sa Majesté au sujet de nouveaux conflits et de nouveaux excès, confirment la constatation faite dans les rapports, que les comités révolutionnaires macédoniens, bien que temporairement inactifs, n'ont pas abandonné leurs desseins. A moins que, avant le printemps prochain, un progrès manifeste n'ait été fait vers une amélioration permanente de l'organisation financière et administrative tout entière des trois vilayets, on court le risque imminent d'une recrudescence de troubles qui fera de ce pays une cause de sérieux dangers pour la paix européenne et de dépenses ruineuses pour le Sultan.

Votre Excellence saisira une occasion prochaine de parler au Ministre des Affaires étrangères dans le sens de la présente dépêche dont vous pouvez, si Son Excellence le désire, lui remettre une copie,

*Le Secrétaire d'Etat britannique à l'Office des Affaires étrangères
à Son Excellence Sir Francis Bertie, Ambassadeur d'Angleterre
à Paris (1).*

(TRADUCTION).

Foreign Office, 11 janvier 1905.

Je vous adresse, ci-inclus, pour l'information de Votre Excellence, une copie d'une dépêche que j'ai adressée, le 20 du mois dernier, aux Ambassadeurs de Sa Majesté à Saint-Petersbourg et à Vienne, au sujet des affaires macédoniennes.

Les rapports qui sont parvenus au Gouvernement de Sa Majesté, depuis que ces dépêches ont été écrites, sont même plus inquiétants que ceux que j'avais sous les yeux lorsque je me suis adressé aux Gouvernements des deux Puissances. Le passage de bandes armées à travers la frontière n'a pas cessé, les excès et les meurtres commis par les partisans des sectes rivales se sont produits fréquemment, et on peut aller jusqu'à dire que, dans de nombreux districts, un état de licence, voisin de l'anarchie, prévaut. L'impression générale est que, au

(1 L'original de ce document a été publié dans le *Livre bleu: Turkey 1905*, n° 3, p. 1.

printemps de l'an prochain, on doit s'attendre à une insurrection prenant de grandes proportions. En attendant, une armée turque de plus de 130.000 hommes, a été maintenue, depuis un certain temps, dans ou près de la Macédoine, et elle reçoit présentement des renforts, tandis que, de l'autre côté de la frontière, le Gouvernement bulgare est en train de compléter ses préparatifs militaires et sera en mesure, en mobilisant ses forces, de mettre en campagne une armée formidable et bien équipée de 280.000 à 350.000 hommes.

On sait que les deux Gouvernements font des emprunts importants pour des besoins militaires, et, notamment pour l'achat de canons.

La situation semble être des plus précaires. Il y a, de plus, lieu de croire que, si les comités révolutionnaires se sont momentanément abstenus de tentatives ouvertes pour provoquer un soulèvement, cela est simplement dû à la déclaration faite par les Puissances, qu'elles sont décidées à insister en faveur de l'introduction des réformes effectives, et à la croyance que, si les efforts faits, dans ce sens, par l'Autriche-Hongrie et la Russie, sont infructueux, ils seront appuyés par l'intervention des autres Puissances.

En lisant ma dépêche du 20 décembre aux Ambassadeurs de Sa Majesté à Saint-Petersbourg et Vienne, Votre Excellence se rendra compte que, même en acceptant sans réserve les récits optimistes contenus dans les rapports des agents civils, il n'a été fait que peu de chose dans la voie des mesures pratiques, pour apporter une amélioration permanente dans l'administration des districts où règne l'agitation. C'est seulement en ce qui regarde la réforme de la gendarmerie que l'on peut dire que quelque chose a été effectivement réalisé en ce sens, et même à cet égard la réalisation est restée bien loin de ce que l'on espérait qu'elle serait. Le nombre des officiers nommés par les puissances est encore inférieur à celui qui avait été prévu à l'origine comme le minimum nécessaire. L'action des autorités turques a été de nature à diminuer l'utilité de ces officiers, et à les empêcher de prendre une part suffisante à la mise à exécution des améliorations dans les districts dans lesquels ils avaient été nommés.

Le projet relatif à la gendarmerie doit, cependant, en tout état de cause, être considéré comme subordonné aux autres réformes de nature administrative qui ont, dès l'abord, été prévues par toutes les Puissances intéressées, et telle a été certainement la manière de voir des Gouvernements austro-hongrois et russe, entre les mains desquels les autres Puissances ont remis la tâche d'améliorer l'administration des vilayets macédoniens.

A l'appui de ce qui précède, je puis rappeler à Votre Excellence que, dans le projet qui m'a été communiqué, par les Ambassadeurs d'Autriche et de Russie, en février 1903, il était annoncé que « afin d'assurer le fonctionnement régulier de l'administration locale, un budget de recettes et dépenses serait établi pour chaque vilayet, et les revenus de la province, qui devraient être encaissés par la Banque impériale ottomane, seraient affectés, en premier lieu, aux besoins de l'administration locale, en y comprenant le paiement des traitements civils et militaires ». Il y était aussi proclamé « que le mode de perception de la dîme serait modifié et que le système qui consiste à l'affermier en bloc serait aboli ». Ce projet tendant à « mettre fin aux troubles qui, depuis un certain temps,

se sont produits dans les vilayets de Salonique, Kossovo et Monastir », à l'aide de « réformes calculées de manière à améliorer la situation de la population de ces vilayets », a été acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté et l'acceptation en a été recommandée sous la réserve que « dans le cas où le projet tromperait l'attente de ses auteurs et serait insuffisant comme remède », le Gouvernement de Sa Majesté ne serait pas empêché d'émettre ou d'appuyer, à un moment quelconque, d'autres propositions dans le même but.

Le programme en question, connu sous le nom de programme de Vienne, a été trouvé insuffisant pour la situation aiguë produite par les désordres qui se sont élevés au cours du printemps, et, après la conférence entre le comte Goluchowski et le comte Lamsdorff, un projet supplémentaire (habituellement mentionné sous le nom de « programme de Mürzsteg »), a été promulgué par les deux Gouvernements comme contenant « une méthode plus effective de contrôle et de surveillance ». D'après ce projet, les deux Puissances ont entrepris de demander « la réorganisation des organismes administratifs et judiciaires, auxquels il serait désirable de donner accès aux chrétiens du pays, et de favoriser le développement de l'autonomie locale », tandis que le Gouvernement ottoman devait être invité à introduire, sans aucun délai, les réformes mentionnées dans le programme de Vienne, ainsi que celles qui pourraient ultérieurement paraître nécessaires. Ces propositions ont aussi été acceptées par le Gouvernement de Sa Majesté sous des réserves semblables à celles qu'il avait apportées en acceptant le programme de Vienne.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer à Votre Excellence dans quelle mesure le résultat effectif a, dans le cas présent, trompé l'expectative des intéressés. On peut sans doute prétendre et le Gouvernement de Sa Majesté ne contestera pas l'allégation, qu'il faut du temps pour l'introduction des réformes, et qu'il est au-dessus de la puissance humaine de transformer complètement, en quelques mois, les institutions de ces provinces, longtemps négligées, de l'Empire turc. Il n'y a toutefois, nulle exagération à déclarer qu'on a même à peine abordé jusqu'à présent les prolégomènes de ces questions plus larges de réforme administrative, auxquelles les Puissances attachaient tant d'importance. Les extraits que j'ai mentionnés montrent combien on attache de valeur à la nécessité d'une réforme financière. Cette réforme passe, en vérité, avant toutes les autres questions d'amélioration administrative. Ce point est traité dans l'annexe à la présente dépêche et je ne répéterai pas les arguments qui y sont contenus. Il est en étroite connexion avec la situation militaire, à laquelle j'ai déjà fait allusion comme un élément très menaçant du problème dont les Puissances ont à s'occuper. Le coût des forces militaires entretenues par le Gouvernement turc en Macédoine et dans le vilayet voisin d'Andrinople se monte, à ce que l'on croit, à environ 3.000.000 de livres par an, et il absorbe la totalité des ressources utilisables des vilayets macédoniens. La présence de ces forces considérables est justifiée par les préparatifs militaires du Gouvernement bulgare, qui, à leur tour, sont présentés comme constituant une mesure de précaution inévitable, tant que la Turquie tiendra en campagne des troupes aussi considérables. Tant que l'état de tension résultant de ces préparatifs militaires n'aura pas diminué, les revenus

des vilayets ne seront utilisables ni pour la réorganisation de la gendarmerie, ni en vue de l'administration efficace de la justice.

On ne fera probablement disparaître cet état de choses qu'en exerçant une pression venant du dehors, et il semble au Gouvernement de Sa Majesté que le temps approche où cette pression devra être exercée, non par une ou deux des Puissances, mais par toutes les Puissances signataires du traité de Berlin. La responsabilité encourue par les Puissances qui ont pris part à cet arrangement est, sans doute, parfois exagérée. Toutefois, on ne peut pas nier que c'est par suite de leur intervention que les engagements pris par le Sultan, vis-à-vis de la Russie, dans le traité de San-Stefano, ont été remplacés par ceux contenus dans le traité de Berlin. En vertu de l'article XXIII de ce traité, Sa Majesté s'est engagée, vis-à-vis des Puissances, à introduire, dans ses provinces européennes, des lois semblables aux lois organiques de Crète, mais appropriées aux exigences locales, introduction qui aurait pour effet d'attribuer à ces provinces une part considérable dans l'administration de leurs propres affaires. Il y a lieu d'admettre que le concert des Puissances s'est, au cours des années passées, révélé comme étant un instrument quelque peu lent et inefficace quand il s'agit d'opérer des réformes administratives dans les provinces de l'Empire turc, et c'est sans répugnance que, pour ce motif, la Grande-Bretagne a décidé de se tenir sur la réserve quand les deux Puissances principalement intéressées dans les affaires de la Macédoine ont assumé la tâche d'améliorer la situation de ces vilayets. Il semble, toutefois, au Gouvernement de Sa Majesté, que l'attitude d'obstruction persistante et suivie de succès du Gouvernement turc demande un nouvel examen de cette politique. Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît pleinement les immenses difficultés avec lesquelles les Puissances ont eu à lutter. Il rend pleine justice à ce qui a déjà été fait, mais il doit être évidemment fait davantage si les vœux de l'Europe ou les obligations de la Turquie doivent approcher de leur accomplissement.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté désire saisir cette occasion de rappeler les lignes générales de la politique grâce à laquelle, à son avis, une amélioration pacifique et continue de la situation de ces provinces pourrait être obtenue avec le plus de facilité :

a) Une réduction immédiate des forces militaires, présentement maintenus par la Turquie dans le voisinage de la Macédoine, au nombre strictement nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité intérieurs, nombre à fixer pour une période définie d'années.

Il serait raisonnable de s'attendre à ce que la Bulgarie, dans ce cas, consentirait à opérer une réduction simultanée et correspondante, et à appliquer, à la satisfaction des Puissances, des mesures en vue d'empêcher l'organisation et l'équipement des bandes insurgées sur son propre territoire ou sur le territoire turc. Si l'on constatait l'impossibilité d'obtenir un arrangement satisfaisant sur cette base, les Puissances pourraient donner une garantie collective que, durant la période spécifiée, il ne serait pas permis à la Bulgarie d'occuper une partie quelconque du territoire turc.

b) La nomination, pour une certaine période d'années, d'une

commission composée de délégués nommés par les Puissances et placés sous la présidence de l'Inspecteur général.

Il serait donné à cette commission des pouvoirs administratifs et exécutifs, et elle aurait pour instructions, quant au premier objet, d'établir sans délai des projets en vue du contrôle effectif de l'administration des finances et de la justice. Les réformes financières devraient comprendre la transformation des dîmes et établir une contribution fixe à remettre à la Porte par chacun des vilayets macédoniens, le reliquat des impôts perçus restant utilisable pour les besoins locaux. L'Inspecteur général, assisté par la commission, serait chargé du commandement des troupes turques qu'il pourrait être jugé nécessaire de garder en Macédoine.

c) L'extension du projet de réformes ci-dessus mentionné, de telle manière qu'il comprenne, en tout état de cause, quelques-uns des districts, notamment le vilayet d'Andrinople, auxquels le programme de Mürzsteg ne s'applique pas, mais qui étaient considérés par la Porte comme inclus dans les prévisions du programme de Vienne.

Si les deux Puissances qui ont déjà assumé des responsabilités spéciales en ce qui regarde les trois vilayets macédoniens sont disposées à formuler des propositions de la nature de celles que j'ai indiquées dans la présente dépêche, elles peuvent compter sur l'appui loyal du Gouvernement de Sa Majesté et être assurées que rien n'est plus éloigné de nos intentions que de leur causer des embarras par une action qui pourrait avoir l'apparence d'être en antagonisme avec la leur.

Avant, toutefois, que le Gouvernement de Sa Majesté énonce, officiellement, ces propositions, il serait désireux d'être renseigné sur la manière de voir à leur égard, du Gouvernement français, avec lequel son désir est d'agir de concert en traitant ce problème très difficile et très embarrassant.

Je désire que vous saisissiez promptement l'occasion de parler, à ce sujet, à M. Delcassé. Vous êtes autorisé à remettre à Son Excellence, si Elle le désire, des copies de la présente dépêche et de son annexe, à titre de communication confidentielle.

NOTE collective remise à la Porte, le 19 décembre 1904.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de France, d'Italie et de Russie, et le Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne ont ordre de leurs Gouvernements respectifs d'insister auprès du Gouvernement ottoman, pour qu'il sanctionne sans retard leur décision d'augmenter de 23 le nombre de leurs officiers chargés de réorganiser la gendarmerie dans les districts auxquels s'applique le programme de Mürzsteg.

Cette décision, prise en conformité d'un avis formulé à Salonique en septembre dernier par les délégués militaires des Puissances siégeant sous la présidence du général Degiorgis Pacha, reste largement en deçà du chiffre de 60, auquel la commission technique réunie à

Constantinople l'hiver dernier avait fixé le nombre des officiers à faire venir en vue de la réorganisation de la gendarmerie macédonienne.

Les récents attentats qui se sont produits en Macédoine fournissent un motif de plus pour justifier le renforcement de cette gendarmerie par des officiers européens.

Les contingents anglais, austro-hongrois et russe, sont déjà arrivés ; ceux de France et d'Italie arriveront incessamment.

En présence de ces diverses circonstances, les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, France, Italie et Russie et le Chargé d'Affaires de Grnd-Bretagne sont chargés par leurs Gouvernements respectifs d'insister solidairement et conjointement auprès du Gouvernement ottoman pour qu'il admette sans retard à son service et à sa solde ces divers officiers.

La Sublime Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de Russie, de France, d'Italie, et au Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne.

Le 26 décembre 1904.

La Sublime Porte a pris connaissance de la communication en date du 5/18 décembre de Leurs Excellences MM. les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de Russie, de France, d'Italie et de M. le Chargé d'Affaires de Grande Bretagne concernant l'augmentation du nombre des officiers étrangers, chargés de réorganiser la gendarmerie des trois vilayets de Roumélie.

Le Gouvernement impérial est évidemment le plus intéressé à ce qu'une sécurité parfaite et une complète tranquillité règnent dans ces trois provinces ; mais si, en dépit des efforts déployés et des mesures promulguées, ce résultat n'a pu encore être atteint, comme toutes les Puissances et la Sublime Porte toute la première le désireraient, la faute ne saurait en incomber qu'aux instigateurs de troubles qui, venus du dehors, n'hésitent pas à recourir aux moyens les plus criminels pour atteindre leurs buts subversifs : c'est uniquement là que se trouve la source du mal dont on se plaint.

Leurs Excellences MM. les Représentants des Puissances voudront bien reconnaître, dans leurs sentiments de justice, que, dès le début de la crise actuelle, le Gouvernement impérial, se rendant à leurs conseils amicaux, a adopté toutes les dispositions qui lui étaient suggérées en vue de remédier à un état de choses dont il est le premier à souffrir. Et, bien qu'il ait toujours limité à 25 le nombre des officiers étrangers à engager pour la réorganisation de la gendarmerie desdits vilayets, il serait aujourd'hui disposé, pour donner une nouvelle preuve de sa déférence envers les grandes Puissances et assumant un lourd sacrifice, à admettre encore à son service les 23 autres officiers proposés, à la condition formelle que, pour quelque raison que ce soit, ce nombre ne soit plus dépassé et la mission des nouveaux officiers ne puisse aller

au delà du terme déjà fixé, c'est-à-dire qu'elle prenne fin en même temps que celle des 25 officiers précédemment engagés ; que leur tâche soit limitée à la réorganisation sans qu'elle puisse les faire participer au commandement et que les cabinets veuillent bien s'engager d'une façon catégorique à exercer sur les pays d'où viennent les éléments de trouble et les fauteurs de désordres une pression efficace propre à mettre absolument un terme aux encouragements et à l'appui qu'ils ne cessent de fournir à l'agitation.

La Sublime Porte aime à espérer que Leurs Excellences MM. les Représentants des Puissances voudront bien reconnaître la justesse de ces considérations et lui donner dans leur réponse au nom de leurs Gouvernements des assurances formelles à cet égard, afin qu'elle puisse donner à qui de droit des instructions en conséquence.

(A suivre).

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 101 (N^{os} 1-2-3) 1907

1903

		Pages
Décembre...	11. <i>Affaires de Norvège</i> . — Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné.....	58
—	18. <i>Affaires de Norvège</i> . — Proposition du Gouvernement norvégien, approuvée très gracieusement par Décret Royal du 21 décembre 1903.....	62
—	21. <i>Affaires de Norvège</i> . — Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné.....	67
—	21. <i>Affaires de Norvège</i> . — Décret Royal approuvant la proposition du Gouvernement norvégien du 18 décembre 1903 (v. décembre 18).	

1904

Janvier.....	10. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie.....	335
—	16. <i>Affaires de Norvège</i> . — Communication n ^o 5 au Storting (1903-04). De la transmission au Storting des procès-verbaux concernant la création d'un service consulaire séparé pour chacun des Royaumes Unis. — Proposition très respectueuse du Gouvernement norvégien, approuvée très gracieusement par Décret Royal du 25 janvier 1904.....	57
—	20. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Le Ministère impérial des Affaires étrangères à l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Constantinople.....	339
—	25. <i>Affaires de Norvège</i> . — Approbation de la proposition du Gouvernement norvégien du 16 janvier (v. janvier 16)	
—	28/15. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note remise à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie.....	338
Février.....	4. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	342
—	23. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Rapport.....	347
—	29/16. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note remise à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	343
Mars.....	3. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Réponse adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	348
—	5. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée à la Porte par les Ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople.....	349
—	15/2. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note additionnelle explicative des décisions présentées par le « Pro Memoria » de MM. les Ambassadeurs du 29/16 février.....	354
—	17. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	350

		Pages
Mars.....	19. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Pro Memoria adressé à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	353
—	24. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	355
—	28. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Réponse adressée à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	356
—	29. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée par la Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	357
—	31. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note adressée à la Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.....	357
Mai.....	28. <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 2 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 6 février 1905. — Projet du Ministère norvégien.....	71
—	28. <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 1 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné, le 6 février 1905. — Lettre de M. Hagerup, Ministre d'Etat de Norvège à M. Bostrøm, Ministre d'Etat de Suède. — Annexe 2. Projet du Gouvernement norvégien.....	71
Juin.....	18/5. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Convention entre le Gouvernement ottoman et la Banque ottomane concernant le service de la solde de la gendarmerie en Macédoine..	359
Juillet.....	4. <i>Affaires de Macédoine</i> . — M. Constans, Ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. le Colonel Vêrand, Délégué français à la réorganisation de la Gendarmerie en Macédoine à Serrès.....	361
Août.....	8. <i>Abyssinie</i> . — Lettre Impériale autorisant la Compagnie du Chemin de fer à entreprendre la construction de la ligne de Diré Daoua à Adis-Abeba.....	51
Novembre...	1. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Annexe 4 au procès-verbal n° 2. — Lettre de M. de Oliveira Soares à S. E. M. le Baron Melvil de Lynden.....	309
—	26. <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 4 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février 1905. — Extrait de la lettre de M. Hagerup, Ministre d'Etat de Norvège à M. Bostrøm, Ministre d'Etat de Suède....	76
—	<i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 3 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février 1905. — Proposition présentée par M. Bostrøm, Ministre d'Etat de Suède.....	74
Décembre...	6. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Annexe 3 au procès-verbal n° 2. — Lettre de M. Lagerheim, Ministre des Affaires étrangères à M. le Baron de Heeckeren de Kell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, etc., etc.....	300
—	9. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Annexe 2 au procès-verbal n° 2. — Lettre de M. Howard à S. E. le Baron Melvil de Lynden.....	308
—	13. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Procès-verbal n° 1.....	301
—	14. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Procès-verbal n° 2.....	305
—	17. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Procès-verbal n° 3.....	310
—	19. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Note collective remise à la Porte.....	370

		Pages
Décembre...	20. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Le Secrétaire d'Etat Britannique à l'Office des Affaires étrangères à LL. EE. Sir Francis Plunkett, Ambassadeur d'Angleterre à Vienne, et Sir Charles Hardinge, Ambassadeur d'Angleterre à St-Petersbourg.....	363
—	21. <i>Convention internationale relative aux navires hospitaliers, conclue à La Haye</i>	241
—	24. <i>Conférence internationale concernant les bâtiments hospitaliers</i> . — Procès-verbal n° 4.....	372
—	26. <i>Affaires de Macédoine</i> . — La Sublime Porte aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de Russie, de France, d'Italie et au Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne... <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 5 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février 1905. — Projet présenté par M. Bostrøm, Ministre d'Etat de Suède à M. Ramstedt, Ministre d'Etat de Norvège...	377 17

1905

Janvier.....	11. <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 6 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février 1905. — Mémoire présenté par le Conseil des Ministres norvégien.....	82
—	11. <i>Affaires de Macédoine</i> . — Le Secrétaire d'Etat Britannique à l'Office des Affaires étrangères à Son Excellence Sir Francis Bertie, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.....	366
—	25. <i>Allemagne, Autriche-Hongrie</i> . — Convention sur les épizooties.....	250
—	25. <i>Allemagne, Autriche-Hongrie</i> . — Echange de notes, concernant le traitement vétérinaire du bétail à la frontière.....	293
—	25. <i>Allemagne, Autriche-Hongrie</i> . — Arrangement concernant la désinfection des wagons pour le bétail.....	296
—	30. <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 7 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février 1905. — Réponse du Gouvernement Suédois au Mémoire du Gouvernement norvégien, du 11 janvier 1905.....	88
Février.....	1. <i>Affaires de Norvège</i> . — Annexe 8 au procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné le 6 février 1905. — Lettre de M. Ibsen, Ministre d'Etat de Norvège à M. Bostrøm, Ministre d'Etat de Suède.....	94
—	6. <i>Affaires de Norvège</i> . — Procès-verbal relatif à une affaire ressortissant du Ministre des Affaires Etrangères, dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Sa Majesté le Roi, en présence de Son Altesse Royale le Prince Héritier, au Palais de Stockholm.....	68
—	6. <i>Affaires de Norvège</i> . — Proposition très respectueuse du Gouvernement norvégien, approuvée par Décret Royal du 7 du même mois.....	94
—	7. <i>Affaires de Norvège</i> . — Décret Royal approuvant la proposition du Gouvernement norvégien du 6 février 1905. (v. 6 février 1905).....	
—	7. <i>Affaires de Norvège</i> . — Procès-verbal relatif à une affaire, du ressort du Ministre des Affaires Etrangères, dressé en Conseil des Ministres combiné, devant Sa Majesté le Roi, en présence de Son Altesse le Prince Royal, au Palais de Stockholm.....	96
—	13. <i>Affaires de Norvège</i> . — Communication n° 5 au Storting (1904/05). — Au sujet de la clôture des négociations concernant les services consulaires séparés pour la Norvège et la Suède. — Proposition très respectueuse du Ministre du Commerce et de l'Industrie approuvée très gracieusement ce même jour par Décret de Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent.....	68

			Pages
Février.....	28.	<i>Allemagne, Autriche-Hongrie.</i> — Déclaration concernant la modification de l'article 7 de la convention additionnelle à la convention de commerce et de douane du 6 décembre 1891.....	240
Mars.....	7.	<i>Allemagne, Abyssinie.</i> — Traité d'amitié et de commerce.....	53
Avril.....	5.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné.....	99
—	5.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Rapport très respectueux du Ministère de la Justice concernant la question soulevée par Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent en Conseil des Ministres combiné, d'entamer de nouvelles négociations en vue de la réglementation des questions unionelles.....	100
—	25.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Procès-verbal dressé en Conseil des Ministres combiné.....	103
Mai.....	15.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Communication n° 15 au Storting (1904-1905). — De la transmission au Storting des procès-verbaux relatifs à de nouvelles négociations concernant la réglementation des questions unionelles. — Proposition très respectueuse du Gouvernement norvégien, approuvée très gracieusement par décret de Son Altesse Royale le Prince Héritier Régent en date du 25 du même mois.....	98
—	25.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Décret de Son Altesse le Prince Héritier Régent approuvant la proposition du Gouvernement norvégien (V. 15 mai 1905).....	
Juin.....	6.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Lettre adressée par les Membres du Ministère norvégien à Sa Majesté le Roi Oscar....	108
—	7.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Décision du Storting.....	110
—	7.	<i>Affaires de Norvège.</i> — Adresse du Storting à Sa Majesté le Roi Oscar.....	110
—	30.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Gouverneur Général concernant les mesures d'exécution pour le recrutement des porteurs et des travailleurs.....	192
—	30.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Gouverneur Général concernant le louage ou contrat de service entre noirs et non indigènes.....	196
Septembre..	28.	<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant les travailleurs au service de l'Etat.....	231
—	30.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Gouverneur Général concernant la protection des animaux vivant à l'état sauvage.....	201
—	30.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Gouverneur Général concernant la chasse à l'éléphant.....	198

1906

Janvier.....	26.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Vice-Gouverneur Général concernant le service des douanes aux frontières orientales de l'Etat.....	191
Février.....	2.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Gouverneur Général concernant la réorganisation de l'administration des Finances du Congo.....	189
—	21.	<i>Allemagne, Autriche-Hongrie.</i> — Ordonnance du Ministère des Finances et du Commerce, concernant l'application des scellés aux navires.....	299
—	23.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Gouverneur Général concernant l'enregistrement des terres.....	191
—	27.	<i>France, Grande-Bretagne.</i> — Convention portant confirmation du Protocole signé à Londres, concernant les Nouvelles-Hébrides.....	5

		Pages
Juin.....	3. <i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les terres indigènes.....	142
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les impositions directes et personnelles.....	144
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant l'impôt collectif.....	148
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant le port d'armes.....	151
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les magasins de l'Etat.....	152
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les chefferies indigènes.....	153
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant le louage de services.....	158
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant le recrutement de travailleurs pour travaux d'utilité publique.....	159
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la justice.....	160
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les opérations de police et opérations militaires.....	162
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les atteintes à l'ordre et à la tranquillité publics.....	165
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la frappe des monnaies.....	166
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les inspecteurs d'Etat.....	167
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les impôts des Sociétés commerciales.....	168
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la délégation des fonctions d'officiers d'état civil.....	169
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la durée de la tutelle de l'état sur les enfants indigènes.....	170
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les écoles professionnelles.....	171
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant le domaine national.....	172
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la vente et la location des terres domaniales.....	174
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant le Conseil du Congo.....	175
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la création d'obligations de la Dette publique.....	176
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant le classement des fonctionnaires.....	177
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant les missions d'étude des procédés pour la culture des essences à caoutchouc.....	178
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la taxe du caoutchouc « des herbes ».....	178
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Lettre du Roi adressée à MM. les Secrétaires Généraux.....	179
—	<i>Affaires du Congo</i> . — Décret Royal concernant la maladie du sommeil.....	185
—	7. <i>Affaires du Congo</i> . — Rapport au Roi Souverain.....	116
—	23. <i>Affaires du Congo</i> . — Arrêté du Secrétaire d'Etat concernant les opérations de police et les opérations militaires.....	187
—	<i>Affaires du Congo</i> . — M. Grimault, Chargé d'affaires de France en Portugal à M. de Magalhaes, Ministre des Affaires étrangères.....	112
—	<i>Congo</i> . — Prorogation du protocole signé à Lisbonne, le 8 avril 1892 prorogé et modifié par les conventions des 10 mai 1902 et 28 août 1905, à l'effet d'établir le tarif	

			Pages
		des droits d'entrée et d'exportation dans le bassin occidental du Congo. (Lettres échangées à Lisbonne). V. à la même page les notes (1) (2) (3).....	112
Juin.....	30.	<i>Affaires du Congo.</i> — M. L. de Magalhaës, Ministre des Affaires étrangères, à M. Grimault, Chargé d'affaires de France.....	114
—		<i>Affaires du Congo.</i> — M. Grimault, Chargé d'affaires de France en Portugal, au baron Fallon, Ministre de Belgique.....	115
—		<i>Affaires du Congo.</i> — Le baron Fallon, Ministre de Belgique à M. Grimault, Chargé d'affaires de France..	116
Juillet.....	28.	<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant la limitation du nombre des travailleurs salariés par l'Etat dans les districts.....	227
—		<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant les postes de bois.....	227
—		<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant le payage salarié.....	228
Août.....	3.	<i>Affaires du Congo.</i> — Avis concernant le port d'armes..	229
—	16.	<i>Affaires du Congo.</i> — Arrêté du Vice-Gouverneur Général concernant les chefferies indigènes.....	219
—	24.	<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant la maladie du sommeil et la création de lazarets.....	229
—	31.	<i>Affaires du Congo.</i> — Instruction concernant la vente et location des terres domaniales.....	217
Septembre..	8.	<i>Affaires du Congo.</i> — Instructions concernant les impositions directes et personnelles.....	202
—		<i>Affaires du Congo.</i> — Instructions concernant la détermination et constatation officielle de la nature et de l'étendue des droits d'occupation des indigènes.....	212
—		<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant les opérations en vue de la constatation des droits indigènes..	213
—		<i>Affaires du Co. go.</i> — Instructions concernant l'utilisation des forêts et terres du Bas-Congo par les indigènes.	216
—		<i>Affaires du Congo.</i> — Circulaire concernant la délivrance des certificats d'origine du caoutchouc provenant des terres indigènes.....	218
Novembre...	10.	<i>Belgique-Grande-Bretagne.</i> — Arrangement relativement aux échantillons des voyageurs de commerce.....	45
Décembre...	13.	<i>Abyssinie.</i> — Déclaration signée à Londres.....	51
—		<i>France-Grande-Bretagne-Italie.</i> — 1) Arrangement concernant l'Abyssinie signée à Londres.....	47
		2) Convention relative à l'importation des armes et munitions en Abyssinie signée à Londres.....	51

